

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES MINORITÉS NATIONALES ET DES PEUPLES BALKANIQUES OPPRIMÉS

PARAISSANT DANS TOUTES LES LANGUES BALKANIQUES

NOTRE ENQUETE

AUPRÈS DES PERSONNALITÉS POLITIQUES ET LITTÉRAIRES EUROPÉENNES

SUR LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

Nous avons cru utile d'entreprendre une enquête internationale sur le problème balkanique. Nous nous sommes adressés à cet effet aux personnalités les plus éminentes et les plus qualifiées des différents pays et leur avons soumis les questions suivantes:

1^o Considérez-vous la solution actuelle de la question macédonienne comme conforme aux principes de la justice et de la liberté, ainsi qu'aux intérêts de la paix?

2^o Croyez-vous que sous la réaction balkanique actuelle les droits des minorités ethniques soient suffisamment respectés et garantis?

3^o Quel est, à votre avis, le moyen qui permettra de mettre fin d'une part à l'oppression de minorités ethniques, et de l'autre aux rivalités qui dressent les Etats balkaniques les uns contre les autres?

4^o Croyez-vous à la possibilité de la réalisation d'une Fédération Balkanique par les gouvernants actuels?

5^o Que pensez-vous, en général, d'une Fédération des peuples balkaniques et quelles sont, à votre avis, les conditions dans lesquelles elle pourra se réaliser?

Des nombreuses réponses que nous avons reçues et que nous continuons à recevoir, nous avons déjà publié jusqu'ici celles de:

Henri Barbusse, Léon Bazalette, Paul Louis, Marcel Willard, Jean Zyromski, Henri Torrès, René Arcos, Luc Durtain, Charles Vildrac, Gabriel Péri, Léon Werth, Jean Longuet, Jean Richard Bloch, Alphonse Aulard, Daniel Renoult, Bernard Lecache, Ferdinand Buisson, Henri Guernut, Henri Marx, Victor Magueritte, Pierre Cazals, Auguste Prenant, Raoul, Verfeuil, Charles Rappoport, Charles Baudouin, G. Dumoulin, Compère-Morel, Félicien Challaye (France); Bedrit Peyari, Kiamil Balla, Konstantin Boshniak, Fan S. Noli (Albanie); Dr. Max Uebelhör, Ed. Fuchs, Albert Einstein, Alfred Döblin, Kurt Rosenfeld, Paul Oestreich, Maximilian Harden, Kurt Grossmann, Léo Klauber, Hellmut von Gerlach, Dr. Max Hodann, Prof. Fr. Kraus, Prof. Dr. Veit Valentin, Theodor Lessing, Georg Ledebour, Prof. Leonard Nelson, Edouard Bernstein, Erich Mühsam, Thomas Mann, Dr. S. Friedländer, Lu Märten, Dr. Manfred Georg (Allemagne); Independent Labour Party, James Maxton, prés., A. Brockway secr. Arthur James Cook, John Bromley, George Lansbury, Josiah Clement Wedgwood, William Paul, H. N. Brailsford, J. M. Kenworthy, Henry Wood Nevinson, Arthur McManus, John Wheatley, Arthur Ponsonby, Ben Tillett, Hamilton Fyfe, Frederick William Jowett, T. H. Wintringham (Angleterre); Dr. Wilhelm Ellenbogen, Dr. Julius Deutsch, Dr. Joseph Redlich, Dr. Bruno Schönfeld, Prof. Dr. Viktor Hammerschlag, Maximilian Brandeis (Autriche); Louis Piérard, Maurice Bourquin, Charles Plisnier, Henry Guilbeaux (Belgique); Vassil Kolaroff (Bulgarie); Sia-Ting (Chine); Ladislaus Fényes, Charles Peyer, Nikolas Kertesz (Hongrie); Giorgio Salvi, Francesco Nitti, Nullo Baldini, Filippo Turati, Claudio Treves, Giov. Batt. Schifalacqua (Italie); W. Douchan, A. Dretzoun (Monténégro); P. Istrati, Ghitsa Moscu, Alexandre Nicolaou, Marcel Leonin (Roumanie); Auguste Forel, Dr. Leonhard Ragaz, Emmanuel Duvillard, Parti Socialiste Genevois: Charles Burklin prés., Lucien Guillard secr., Léon Nicole, Alice Descoudres, Edouard Dufour, André Oltramare, Francis Lebet, Alexandre Mairat (Suisse); Frantichek Soukup, Theodor Bartchek, Dr. Zdenek Nejedly, Frantichek Krejci, Josef Hora, Anton Hampl (Tchécoslovaquie); Chéfik Husny (Turquie); Victor Serge, W. A. Gourko-Kriajine, Alexandre Boulatzel, S. N. Borosdine (U. R. S. S.); Costa Novakovitch (Yougoslavie).

Otto Nuschke

Otto Nuschke est né le 23 février 1883 à Frohburg (Saxe).
Académie des Arts Graphiques — Université de Marbourg.
1902, rédacteur à la „Hessische Landeszeitung“; 1903, chef-rédacteur au dit journal; 1910, rédacteur parlementaire au



„Berliner Tageblatt“; depuis 1915, rédacteur-en-chef de la „Berliner Volkszeitung“. Membre du Landtag prussien. Auteur de plusieurs brochures, co-fondateur du Parti Démocrate Allemand et membre de la Présidence.

Otto Nuschke est un des plus éminents écrivains et journalistes politiques de l'Allemagne.

Malgré les énormes progrès techniques et l'assujettissement de la matière par l'homme, nous sommes, politiquement et intellectuellement, fort peu avancés depuis les époques écoulées de l'histoire mondiale. Ce sont tout au plus les formes, dans lesquelles les hommes sont oppri-

més, qui ont changé. Jadis, c'était le principe du cuius regio, eius religio, qui était appliqué. Aujourd'hui, les hommes ne sont plus obligés, par la force, à changer de religion. Mais à la place des rois autocratiques forçant les hommes à embrasser une autre religion, ce sont les dictateurs qui, aujourd'hui, abusant du nom de la démocratie, essaient par la force de les dénationaliser. Aujourd'hui, c'est le principe du cuius regio, eius natio, qui est proclamé. Par les traités de paix, la question des nationalités n'a été équitablement résolue ni dans les Balkans, et

ni ailleurs. Une solution équitable ne peut être obtenue que par un referendum populaire sans influencement aucun et protégé par tous les moyens militaires et moraux de la Société des Nations. Le droit d'autodétermination des peuples est réellement un Evangile; et c'est l'une des plus grandes tragédies de l'humanité que Mr. Wilson, qui a proclamé ce droit, n'en a eu que la juste reconnaissance de la chose, mais que la rude volonté de l'action, ce sont les autres hommes d'Etat qui l'ont eu, et ces autres hommes d'Etat n'ont reconnu ce droit que des lèvres seulement.

Et ainsi, la guerre, en réalité, continue, plus déchaînée et plus inhumaine que jamais.

Les gouvernements balkaniques de jusqu'ici se sont montrés complètement incapables à reconnaître aux minorités nationales même les droits à elles assurés par la Société des Nations. Mais, dans ce point, la Société des Nations elle-même a jusqu'ici fait défection. Il est nécessaire de secouer sa conscience précisément sur ce point, ce d'autant plus que cette effroyable guerre contre les peuples opprimés contient en soi-même les dangers d'une nouvelle conflagration générale. Tôt ou tard, la Société des Nations devra bien s'occuper de la solution des inténalités territoriales des Traités de paix. La Société des Nations deviendrait véritablement la plus grande puissance morale du monde si elle trouvait le courage de faire dans toutes les régions des frontières un referendum en toute liberté et sécurité. Et, quel que fût le résultat de ce referendum, toutes les minorités nationales devront obtenir le droit plein et entier de l'autonomie culturelle. La langue maternelle, l'école, l'égalité absolue comme citoyens, c'est ce qui devrait être assuré à tous, par la Société des Nations, comme des droits intangibles. Alors, il serait d'importance secondaire que ces droits élémentaires humains soient respectés par une Fédération d'Etats, ou par un seul Etat. Une Fédération Balkanique pourrait naturellement être un important anneau des Etats-Unis d'Europe. Mais n'y existe-t-il pas la crainte que les peuples balkaniques se soupçon-

ront réciproquement et que l'un accusera l'autre de vouloir aspirer à l'hégémonie? De telles craintes disparaîtraient dès que les Balkans et les peuples balkaniques deviennent des membres égaux dans une Union Européenne d'Etats. Cette Union devrait, bien entendu, englober tous les Etats Européens, y compris surtout l'Angleterre et la Russie. Elle devra toujours accorder aux grandes et petites nations un vaste champ libre pour le développement de leurs originalités culturelles. Mais si elle n'assurait que l'unité économique de l'Europe et la liberté nationale et l'égalité de ses peuples, elle aurait, par là-même, accompli un progrès d'humanité qui pourrait dignement figurer aux côtés des grandes acquisitions techniques de notre époque.

Otto Nuschke

Dr. Theodor Liebkecht

Dr. Theodor Liebkecht est né le 19 avril 1870 à Leipzig. Fils du célèbre révolutionnaire Wilhelm Liebkecht et frère de Karl Liebkecht. Faculté de droit de Leipzig, de Fribourg (en Br.) et de Berlin. Avocat. Ancien membre du Landtag prussien. Un des leaders des social-démocrates indépendants.



Ce n'est pas la paix qui a été assurée dans les Balkans par les traités „de paix“; c'est un état permanent de dangers de guerre qui y existe toujours encore.

Trois Etats de la Péninsule Balkanique se sont partagés de l'ancienne Turquie d'Europe la partie qui était la plus indiquée à constituer une entité politique indépendante: la Macédoine; et, tant pour consolider leur nouvelle domination, que pour essayer d'élargir leurs parts respectives, tous ces trois Etats s'y livrent à des agissements qui mettent

gravement en danger la paix balkanique, et par là la paix européenne.

La Macédoine après tant de luttes sanglantes pour se libérer du joug des Sultans turcs, se trouve aujourd'hui sous un triple joug, et les trois Etats dominateurs l'ensanglantent systématiquement, chacun pour les fins de sa propre politique d'assimilation, d'exploitation et d'impérialisme.

Les dirigeants actuels balkaniques, exploitateurs et impérialistes, provoquent ainsi, artificiellement, des haines entre les différents peuples balkaniques.

Les gouvernants serbes et grecs terrorisent, pour les assimiler, les Macédoniens de race bulgare; les dirigeants bulgares préchent par tous les moyens détournés la haine contre les Serbes et les Grecs qui auraient ravi les parties de la Macédoine «devant être adjugées à la Bulgarie», et ainsi un état d'hostilité latent se perpétue entre la Serbie, la Bulgarie et la Grèce. Et la Macédoine en devient le théâtre toujours saignant.

D'autre part, les cliques au pouvoir oppriment politiquement leurs propres populations, leurs propres masses travailleuses, pour pouvoir les exploiter économiquement d'une façon effrénée. Dans tous les Etats balkaniques, l'ignoble loi dite de la «Défense de l'Etat» sévit avec férocité et étouffe toute velléité des masses laborieuses de revendiquer les droits à elles assurés sur papier par les différentes Constitutions. Les dynasties balkaniques, bien entendu, sont en toute première ligne intéressées à maintenir opprimées les masses populaires. Et elles y emploient tous les moyens.

Pour pacifier donc les Balkans et pour y mettre une fin à ces troubles continus qui menacent directement non seulement la paix balkanique, mais aussi la paix européenne, il y faudrait résoudre les questions nationales et les questions sociales. Les questions nationales, en y accordant les plus larges autonomies aux différents peuples balkaniques, en tout premier lieu aux Macédoniens dont le pays est, il faut le répéter, de par sa situation géographique même, tout indiquée pour former une entité politique autonome. Et les questions sociales, en assurant d'abord aux populations tous les droits politiques au moyen desquels elles pourront mettre fin à leur oppression et exploitation par les dynasties et les cliques capitalistes actuellement au pouvoir.

La multiplicité des nationalités peuplant les Balkans exigerait, en outre, au moment de l'obtention de leurs autonomies respectives, leur alliance, leur union, pour ne pas devenir, isolés, des objets d'exploitation des puissances impérialistes et capitalistes européennes. D'autre part, cette alliance, cette union, serait aussi une nécessité économique pour les différents peuples balkaniques dont les intérêts sont tellement identiques de par leurs situations géographiques respectives.

Par ce double point de vue, l'Alliance, l'Union des peuples balkaniques autonomes, en une République Fédérative Balkanique, s'impose, pour le bien-être des peuples balkaniques, pour la paix balkanique, pour la paix européenne.

Dr. Theodor Liebkecht

La nouvelle phase des intrigues Balkaniques

Le grand conflit Balkanique s'élabore sous nos yeux. Ni l'Allemagne, ni l'Angleterre, n'y sont actuellement mêlées. Mais la France et l'Italie, à moins de brusques revirements, sont appelées à y figurer au premier plan. Et ce n'est pas sans raison, croyons-nous, que nous avons assimilé leurs positions à celles qu'occupaient, avant 1914, la Russie Tsariste et l'Autriche-Hongrie Habsbourgeoise. C'est le malheur des peuples de la Péninsule, déjà dominés par des oligarchies cupides et expansionnistes, de subir encore les effets des antagonismes entre les Grandes-Puissances impérialistes.

Bien qu'assez bien délimitée dans l'ordre géographique, la Presqu'île des Balkans ne se peut détacher de la région Danubienne. La Yougoslavie est à la fois Balkanique et Danubienne: il en va de même de la Roumanie, parce que la Roumanie se trouve en contact avec la Bulgarie. Les combinaisons qui se forment là-bas entre Etats secondaires intéressent à la fois ces deux secteurs de notre Continent, et en ce moment se créent, sous nos yeux, de nouveaux groupements. Le long séjour à Rome de M. Titulescu, le ministre des Affaires Etrangères Roumain, a été plein d'enseignements. Certes, il n'est point de ces épisodes qui passent inaperçus, et d'ailleurs, dans la période que nous vivons, et qui a tous les traits spécifiques d'une période de préparation à la guerre, aucun incident ne saurait être regardé comme indifférent.

Le jeu de la diplomatie Française et le jeu de la diplomatie Italienne dans l'Europe sud-orientale méritent d'être suivis avec soin, car il s'agit d'une escrime qui peut être mortelle et pour les partenaires, et aussi pour les té-

moins. Lorsque, jadis, d'Aerenthal et Isvolski se poursuivaient de Serajévo à Belgrade et à Sofia, on avait l'impression que cette partie serrée se terminerai mal pour tout le monde: cependant on n'avait pas encore de base précise où fonder ses craintes. Il n'en va plus de même, aujourd'hui. Nous avons connu, par la plus douloureuse et la plus sanglante des expériences, quelle place les conflits Balkaniques trouvent dans l'histoire contemporaine. Quand coup sur coup, en novembre dernier, ont été signés le Traité Franco-Yougoslave de Paris et le Traité Italo-Albanais de Tirana, on a eu l'impression d'une péripétie grave.

Il est vrai que, depuis lors, des négociations ont eu lieu entre l'Italie et la Yougoslavie et ont été annoncées entre la France et l'Italie. Mais quiconque envisagerait ces conversations engagées — ou futures — avec un optimisme sans mélange, risquerait de verser dans la plus dangereuse et la plus coupable des illusions.

Il y a un an que les tractations Italo-Yougoslaves auraient dû s'ouvrir. Toujours, elles ont été différées. En effet, le cabinet de Rome exigeait, comme condition préliminaire, que la Skoupchtina ratifiât les accords de Nettuno de 1925, ces accords ayant fixé les situations respectives des deux Etats qui bordent l'Adriatique. Or, la Skoupchtina se refuse à donner sa sanction, parce qu'elle estime que les intérêts Yougoslaves ont été sacrifiés, et que l'Italie, par son attitude, persiste à menacer l'indépendance du pays. Aucun gouvernement radical ou démocrate, avec ou sans l'appui de Raditch, n'oserait faire pression sur l'Assemblée. Par ailleurs, l'opinion générale en Serbie, en Croatie, en Slovénie, est que l'Italie a placé l'Albanie sous son protec-

torat afin de s'en servir éventuellement comme un arsenal. Par suite, on était des plus mal disposé de part et d'autre. Sans doute, tout récemment, le Traité de 1924, dit de collaboration et d'amitié, a été prorogé de quelques mois entre Rome et Belgrade, et d'aucuns ont vu, dans cette prorogation, un indice de détente. Mais peut-on ajouter foi à leurs affirmations? Il suffit, pour juger les faits, de s'en référer à la presse fasciste. La Feuille d'Ordre a tout simplement dit que l'Italie laissait un délai à la Yougoslavie pour réfléchir. Et en même temps, le «Giornale d'Italia», la «Stampa», le «Popolo d'Italia», etc. publiaient des extraits d'un manuel distribué aux soldats du royaume des Karagueorguievitch et insistaient sur les velléités belliqueuses et conquérantes du gouvernement de Belgrade. En ces conditions, comment escompter sérieusement une détente? Et, s'il n'y a pas amélioration des rapports entre l'Italie et la Yougoslavie, comment les difficultés seraient-elles tranchées entre la France et l'Italie? Entre ces deux puissances il s'agit, en effet, d'une lutte pour l'hégémonie dans la Méditerranée, et le problème Balkanique n'est qu'une partie, et non la moindre ajoutons-le, du problème Méditerranéen.

C'est parce qu'aucun compromis n'est en vue, que M. Mussolini poursuit des tractations de toute espèce.

Le voyage de M. Titulescu à Rome a été marqué de toute évidence par la signature d'un contrat Italo-Roumain. L'acte diplomatique qui avait été passé jadis entre M. Mussolini et le général Averescu, semblait insuffisant au Duce, bien qu'il eût dû obtenir de précieux avantages déjà en échange de la reconnaissance de l'annexion que la Roumanie avait faite, en 1920, de la Bessarabie. Pour exercer une pression sur le cabinet de Bucarest, le dictateur Italien avait, au préalable, reçu le comte Bethlen, esquissé et peut-être parachevé un arrangement avec la Hongrie. Or, cet arrangement devait inquiéter la Roumanie. Il ne serait pas étonnant que la combinaison élaborée à Rome à la fin janvier eût groupé l'Italie, Hongrie et Roumanie, et sans doute le Duce avait mené des pourparlers parallèles avec la Grèce et la Bulgarie.

Ainsi, il isolerait complètement la Yougoslavie dans les Balkans (il est vrai qu'elle aurait l'appui militaire de la France), et il aurait dissocié la Petite-Entente. Telle est la portée des maquignonnages dont la Ville Eternelle a été le théâtre, si l'on peut dire. La Roumanie serait liée à la fois aux deux antagonistes: à la France et à l'Italie; mais cette dualité d'engagements n'est pas faite pour la gêner.

Quoi qu'il en soit, la situation se révèle de plus en plus tragique pour les peuples des Balkans.

Parce qu'ils n'ont pas su se fédérer en balayant leurs dynasties, leurs oligarchies et les forces extérieures sur lesquelles celles-ci s'appuient, ils risquent d'être étreints demain par la guerre.

Déduiront-ils la leçon des derniers événements?

Paul Louis

Une affaire à étouffer

Ce scandale des 500 mitrailleuses envoyées clandestinement par l'Italie à la Hongrie est en train de produire les plus singuliers effets dans la politique internationale. Dans toute la haute société des Puissances, on s'emploie fiévreusement à l'étouffer. L'Angleterre, la France, l'Italie — et pour cause! — exercent les pressions les plus ouvertes sur les Puissances de la Petite Entente dans le but de les porter à renoncer à tout recours à la Société des Nations. La Hongrie n'est pas l'Allemagne, ni même la Bulgarie. La Hongrie est sous la protection directe du fascisme italien. Aussi, ses obligations de désarmement sont considérées avec une indulgence tout-à-fait particulière. En outre, comme ses violations du Traité de Trianon ont la complicité avouée de l'Italie, une des Puissances qui font partie du groupe des «vainqueurs», on peut presque soutenir que ces violations sont autorisées.

Bien entendu, cette autorisation n'est point agréable aux Etats limitrophes de la Hongrie, toujours en crainte d'un retour offensif des Magyars. Particulièrement inquiètes en sont la Tchécoslovaquie, et l'Autriche dont le désarmement est absolu et sans retour.

Dernièrement, on avait salué avec quelque satisfaction le passage à la Société des Nations de la surveillance du Comité des Ambassadeurs des armements des «nations vaincues». La mesure semblait devoir aider à l'apaisement, être comme un baume sur les plaies toujours saignantes. En outre, elle semblait de nature à renforcer l'autorité de la Société des Nations.

Mais voilà que l'incident de St. Gothard démontre que c'est le contraire qui est vrai. Ce transfert de fonctions

n'est pas venu augmenter le prestige de la Société des Nations; il va plutôt l'affaiblir. Du moment que les Grandes-Puissances entrent elles-mêmes dans le jeu, elles n'aiment pas tomber sous la discipline de la Société des Nations à qui elles ont elles-mêmes donné naissance à Versailles. Le contrôle est bon envers les vaincus. Envers les vainqueurs, c'est tout autre chose. Dans cette voie, l'Angleterre marche en tête de file. L'Italie fasciste la suit de près. Elle a, pour cela, un double motif. D'abord, son hostilité foncière envers la Société des Nations. Puis, sa situation d'inculpée dans l'affaire des mitrailleuses. Quant à la France, elle se garde d'encourager en ce moment une politique de rigueur envers l'Italie. Le prodigieux revirement de Mussolini dans les rapports franco-italiens mérite quelque récompense même si ce revirement a suivi la découverte de la contrebande des mitrailleuses. La France a l'habitude de la générosité opportune.

La Petite-Entente reste donc ainsi toute seule dans ses appels à la justice et l'équité de la Société des Nations, contre la menace des armements clandestins de la Hongrie. Toute seule, et même divisée. La Roumanie, en effet, s'est détachée du groupe. M. Titulescu à Rome a été avisé par le ministre roumain à Londres des désirs de M. Chamberlain qui désapprouve toute action de la Petite-Entente auprès de la Société des Nations au sujet de l'affaire des mitrailleuses. M. Titulescu à Rome a dû être sermonné par M. Mussolini sur la solidarité du fascisme roumain et italien. De ses entretiens avec le Duce il est sorti l'âme tout enflammée pour la bonne cause de l'action fasciste universelle. Il déclara la parfaite harmonie et correspondance de la politique intérieure et extérieure de la Roumanie et de celle de l'Italie fasciste dans les Balkans.

En même temps, le Duce prenait l'initiative de la reprise des négociations avec la Yougoslavie. Un accord a été signé pour prolonger à fin juillet 1928 le Traité d'amitié Italo-Yougoslave, et ainsi l'oeuvre tenace de l'Italie d'encercler et d'isoler la Yougoslavie a un instant de répit. Dans ces conditions, la Yougoslavie peut-elle faire preuve d'intransigeance à mettre en accusation la Hongrie, et sa complice l'Italie, devant la Société des Nations à cause de l'affaire des mitrailleuses? La Tchécoslovaquie et l'Autriche restent donc seules, isolées. Toute insistance de leur part sera vaine contre l'opposition des Grandes-Puissances et la division dans le camp de la Petite-Entente. On peut aisément prévoir que de cette affaire non plus la Société des Nations ne sera pas saisie. Heureuse Société des Nations, que tout le monde s'accorde à alléger de ses graves fonctions. Un procès va être étouffé expressément pour lui en ménager l'ennui.

C'est pourtant de quoi les amis sincères de cette Institution n'ont pas à se réjouir. Une institution nouvelle se fortifie par les difficultés qu'elle a su surmonter et par la fierté avec laquelle elle sait défendre ses prérogatives. Telle est la leçon principale qui se dégage pour nous de l'histoire séculaire des Parlements. Et qu'est-ce que la Société des Nations sinon un germe de Parlement des Nations? Si donc l'affaire des mitrailleuses est un scandale, le coup asséné à la Société des Nations en lui en soustrayant le jugement, qui était pourtant de son ressort de par ses nouvelles fonctions de surveillance de l'exécution des Traités, en est un autre. La légère et éphémère détente qui s'est produite dans les relations internationales par la conspiration pour étouffer l'affaire des mitrailleuses, est bien loin d'être à ce scandale une compensation adéquate.

Paolo Davila

La Petite-Entente agonise

La visite faite par M. Titulescu, ministre des Affaires Etrangères de la Roumanie, à Rome, a provoqué une profonde rumeur dans toutes les capitales européennes. On veut y voir un commencement d'une modification de la politique extérieure de la Roumanie, et notamment un commencement d'orientation vers la politique anglo-italienne, ce qui doit avoir comme conséquence la désagrégation de la Petite-Entente et un éloignement de la Roumanie de l'influence exclusive de la France. Mais en réalité, la Petite-Entente n'est déjà depuis bien longtemps qu'une ombre seulement et ressemble beaucoup au personnage d'Edgar Allan Poe qui, étant dans l'agonie, est magnétisé par un expérimentateur étrange et tenu longtemps encore dans un état de vie apparente, artificielle; mais il a suffi, au bout de l'expérience, que la force extérieure cesse, que le magnétiseur lève sa puissance magnétique de sur le moribond, pour que, à la place d'un corps humain, soit découvert, sous la couverture... une poignée de cendres: le moribond était, en fait,

mort dès le moment même de sa magnétisation, et les molécules de son corps avaient été tenues unies, d'une manière apparente, pendant l'expérience, par l'influence magnétique extérieure. Le processus naturel n'avait pas pu être empêché; il n'avait été que masqué.

Il en est de même de la Petite-Entente. Il y a bien longtemps que cette formation a cessé d'avoir une existence réelle, tout comme la Grande-Entente aussi qui n'est plus qu'un souvenir. La meute de loups est restée meute tant qu'il était question de terrasser la victime, ou les victimes. Au partage de la proie, à la monopolisation des avantages et des profits de la victoire, les loups se sont jetés les uns sur les autres pour s'entre-déchirer.

C'est que les intérêts des Etats de la Petite-Entente ne convergent pas tous vers le même point. Les intérêts centraux, essentiels, de la Tchécoslovaquie sont dirigés contre la Hongrie (et l'Allemagne); c'est d'ici que vient pour elle le danger. Mais la Yougoslavie voit, en dehors de la Hongrie, dans l'impérialisme italien l'ennemi le plus dangereux des tendances impérialistes yougoslaves dans les Balkans. Pour la Roumaine enfin, le danger le plus grand n'est pas à l'Ouest mais à l'Est: c'est l'Union Soviétique. Contre celle-ci, l'oligarchie roumaine prépare l'attaque, la guerre. Pour la Roumanie, l'inimitié de la Bulgarie, sans cesser d'exister, passe au second plan: l'oligarchie roumaine a appuyé le coup d'Etat du 9 juin pour anéantir le «danger bolchéviste» du sud du Danube et pour garantir ainsi le hinterland, dans la guerre contre le bolchévisme, d'au delà du Dniestre — tandis que la Yougoslavie attendait, au point de vue de ses intérêts, que la Roumanie empêche l'installation de la revancharde bourgeoisie bulgare qui doit, naturellement, constituer pour la Yougoslavie un danger plus grand que le régime agrarien de Stambolisky. Le seul souci plus sérieux pour la Roumaine c'est, en dehors de l'Union Soviétique, la Hongrie Hortyiste. Mais ici aussi la Roumanie préfère une Hongrie Hortyiste, que les armées roumaines ont elles-mêmes installées à Budapest, à une Hongrie Soviétiste.

Chaque membre de la Petite-Entente a donc un autre ennemi principal contre lequel il doit mobiliser ses forces militaires et diplomatiques: la Tchécoslovaquie a la Hongrie, la Yougoslavie — l'Italie; la Roumanie — l'Union Soviétique. L'axe principale de chacun des trois petits pays capitalistes se trouve donc sur un plan tout-à-fait différent. C'est pourquoi leur politique est différente, c'est pourquoi la Petite-Entente est devenue une ombre, une illusion que seulement l'influence de la France maintient au dehors. Mais à mesure que l'hégémonie, l'influence de la France dans la politique de l'Europe diminue, à mesure que son hégémonie militaire devient insuffisante pour les pays de la Petite-Entente qui se trouvent (particulièrement la Roumanie et la Yougoslavie) sur le seuil de la banqueroute et qui ont besoin de secours financiers, à mesure que ces petits Etats sont forcés à tourner leurs regards vers d'autres puissances «protectrices» plus riches, la cohésion de la Petite-Entente aussi, cette création de l'hégémonie française d'hier, disparaît.

Pour la Roumanie, spécialement, tant le motif économique-financier intérieur, que le motif politico-militaire extérieur aussi contribuent dans le sens de l'affaiblissement de l'influence française et du renforcement de l'influence anglaise. Même au point de vue de la préparation de la guerre contre l'Union Soviétique, la Roumanie est amenée à faire appel de plus en plus au capital anglais (fabriques de munitions, d'armements, de moteurs, lignes de chemins de fer, etc. etc.). Et du point de vue financier, la monnaie roumaine ne peut être stabilisée qu'avec l'aide de Londres.

La nouvelle orientation de la Roumanie ne doit pourtant pas signifier nécessairement l'écartement définitif et complet de l'influence française. Les intérêts de la bourgeoisie roumaine tendent à ce que l'Angleterre et la France marchent mains-en-mains contre l'Union Soviétique, et d'autre part, que la puissance européenne de l'Angleterre ne devienne pas absolue, mais soit le plus possible «adoucie», équilibrée par la puissance de la France — à l'avantage des pays européens plus petits. C'est pour cela que la politique extérieure roumaine s'efforce à aplanir les différends italo-français, italo-yougoslaves, etc. C'est pour cela que la politique de l'oligarchie roumaine joue sur deux tables. Cette politique double et douteuse s'ajuste d'ailleurs au caractère byzantin de la classe dominante en Roumanie, et nous la rencontrons comme un fil rouge passant par toute l'histoire, jusqu'à la veille de la guerre (période de la «neutralité») et à la fin de guerre (paix de Bucarest, occupation de la Bessarabie, etc.).

Le seul point noir important dans la politique extérieure de la Roumanie, c'est la Hongrie. Si l'impérialisme anglo-italien n'a pas encore conquis une victoire définitive

à Bucarest, c'est qu'il n'a pas encore trouvé la formule de la réconciliation roumaino-hongroise. La campagne Rothermeere a été un moyen de pression sur la Roumanie pour la chantage dans le sens d'un rapprochement de la Hongrie. Au moment où, dans ce point aussi, Chamberlain et Mussolini auront trouvé la plateforme «heureuse», la Petite-Entente sera déclarée officiellement aussi décadée.

Quelle qu'elle soit, la solution qu'une ou l'autre des puissances impérialistes imposera aux pays de la Petite-Entente et Balkano-Danubiens, ne pourra pas constituer une base sûre et résistante pour la guerre de l'impérialisme contre l'Union Soviétique. Le déclenchement de cette guerre et la participation des Etats Balkano-Danubiens signifiera aussi l'éruption violente des conflits latents amassés entre ces puissances. La guerre contre l'U.R.S.S. signifiera en même temps la guerre intestinale dans la vallée du Danube et dans les Balkans. Et la fin en sera: le renversement des régimes fascistes-militaristes et l'instauration de la Fédération des Républiques Ouvrières-Paysannes des Balkans.

I. Mateescu

La marche de la pénétration italienne en Albanie

La «pénétration pacifique» du capitalisme italien en Albanie se perpète d'après les règles générales des pénétrations analogues: terreur, vol des richesses du pays, appauvrissement complet de la population.

Les lecteurs de la «Fédération Balkanique» sont bien au courant de tout ce qui se passe dans ce coin des Balkans, où un petit peuple est étouffé par l'impérialisme italien qui, avide, puissant, s'installe en Albanie pour marcher en avant vers les autres pays balkaniques. Les lecteurs de la «Fédération Balkanique» connaissent la fameuse concession de la Banque «Nationale» d'Albanie et l'emprunt: le commencement et les facteurs principaux de la pénétration italienne. Ils se rappellent qu'il y a à peine deux ans et demi que ces concessions ont été données, et déjà l'on en voit les résultats désastreux dans la vie économique et politique du pays.

Avant la fondation de la Banque «Nationale», il y avait de l'or dans le pays, et toutes les transactions étaient faites dans cette monnaie. Aujourd'hui, tel n'est plus le cas. On ne voit plus de l'or, et toutes les pièces en ce métal sont ramassées et exportées à l'étranger pour garantir les billets de banque qui circulent dans le pays. Les banquiers sont bien prévoyants, et fort empressés à exporter l'or hors de l'Albanie.

Les intérêts du fameux emprunt de 50 millions de francs or dépassent déjà les 15 millions de francs or; et pourtant, il n'a pas encore été dépensé plus de 3 millions de francs or du capital pour la construction de voies de communications et d'autres travaux d'utilité publique, but officiel pour lequel l'emprunt aurait dû être contracté. En attendant, les annuités sont déduites du produit net de l'emprunt; et ainsi, ce produit sera, dans 2 ou 3 ans, dépensé pour le paiement d'annuités; après quoi les capitalistes italiens encaisseront les revenus des douanes et des monopoles. Et ceci pendant 40 ans, à raison de 7 millions de francs or par an, pour de l'argent qu'ils n'ont jamais payé. Ils sont d'ailleurs sûrs qu'avant 2 ou 3 ans, la situation politique leur permettra de mettre la main sur l'Albanie qui ne pourra point payer cette somme annuelle, énorme pour elle, de 7 millions de francs or.

En dehors de ces facteurs d'une gravité extraordinaire pour l'Albanie, il en existent d'autres encore, d'importance moindre, mais toutes basées sur le plus grand brigandage. Nous voulons en citer ici un exemple.

Dernièrement, le gouvernement a cédé la construction du port de Durazzo à une certaine Société Mazovana pour une somme de 8 millions de francs or. Mais comme cette somme a paru petite à ladite Société, on est tombé d'accord, grâce à l'intermédiaire du ministre d'Italie à Tirana, que dans le cas où la somme de 8 millions de francs ne suffirait pas pour couvrir les frais de construction, ceux-ci seraient couverts par le gouvernement italien, et en compensation, les bateaux italiens entreraient dans les ports albanais pendant cinq ans sans payer aucune taxe. On peut d'ores et déjà affirmer que les bateaux italiens feront leurs voyages dans les ports albanais sans payer de taxes. Il est à noter qu'il n'y a aucune concurrence entre entrepreneurs, la Banque Nationale ayant des privilèges, qui font que seules des sociétés italiennes peuvent se présenter en Albanie pour n'importe quel travail d'utilité publique.

Ces derniers temps a commencé une série d'attentats suspects contre les beys. On tuait jusqu'ici dans le peuple, mais ceci se faisait pour étouffer toute résistance contre le

gouvernement. Mais avant deux mois environ, un attentat a été commis contre un grand propriétaire terrien. Shevket Bey Verlaci, italophile bien connu. Il va sans dire que les auteurs de l'attentat restent inconnus, quoique l'attentat ait été perpétré en plein centre de Tirana, et même devant un poste de gendarmerie, mais où, «par hasard», il n'y avait personne lorsque plusieurs coups de feu ont été tirés contre Shevket Verlaci. Il faut ici noter que ce dernier, espérant obtenir des sommes très fortes des Italiens pour ses terres, ne les leur a pas encore vendues, ou, ainsi que l'on dit en Albanie, ne les leur a pas encore «louées pour 90 ans», ainsi que l'ont fait plusieurs autres beys. Il comptait qu'il avait toujours le temps de les céder aux capitalistes italiens à un meilleur prix. Mais ses «amis» n'ont pas pensé de la même façon et désiraient les avoir à meilleur compte. Ils les obtiendront aussi, car Verlaci devra sûrement quitter l'Albanie et partira pour toujours pour l'étranger.

Ainsi, tous les domaines des beys, et tous les domaines de l'Etat, tomberont entre les mains des capitalistes italiens, et ces domaines sont situés dans les régions les plus fertiles du pays. On commencera par y installer des ouvriers agricoles qu'on fera venir de l'Italie: les premiers colons pour coloniser l'Albanie. Des personnalités politiques fascistes ne cachent pas du tout les intentions de la politique italienne à ce sujet: «Nous désirons l'indépendance de l'Albanie» a dit l'une d'elles «mais l'Albanie doit avoir 7 millions d'habitants, et non pas 800.000 comme à présent. Nous lui en fournirons le reste». C'est là le but de la politique de Mussolini qui a besoin de trouver des pays où pourrait se déverser le surcroît de la population italienne.

Ainsi, la colonisation commence, et progressera avec le temps. Mais, en attendant, le fascisme a subordonné à son commandement, en dehors de la vie économique de l'Albanie, l'armée et la gendarmerie albanaises aussi. Et ceci comme une conséquence des pactes de Tirana No. 1 et 2. Il y a à présent en Albanie plus de 250 officiers italiens, en uniforme ou en civil. Ceux qui sont en uniforme commandent l'armée et la gendarmerie; les autres sont pour des buts spéciaux: d'information politique ou militaire dans le pays et sur ses frontières. Ces officiers organisent les forces albanaises qui serviront à attaquer demain la Yougoslavie. Dans la guerre prochaine entre l'Italie et la Yougoslavie, les formations albanaises devront attaquer cette dernière, pour aller «libérer» les populations albanaises qui se trouvent sous joug yougoslave. Les fascistes italiens espèrent que lorsque les troupes albanaises se montreront sur la frontière yougoslave, les Albanais se trouvant en Yougoslavie, en voyant le drapeau albanais, prendront les armes contre les militaristes yougoslaves et ne s'apercevront pas du drapeau italien qui viendra pour remplacer le joug d'aujourd'hui de la Yougoslavie par le joug du fascisme.

Et devant ce tableau de la martyrisation du peuple albanais dans l'Albanie «indépendante» ou hors de ses frontières, il n'y a qu'un seul espoir: la Fédération des Peuples des Balkans; c'est la seule solution de laquelle s'approchent tous les jours davantage les masses albanaises et leurs leaders politiques conscients.

A. Devolli

Coup d'oeil rétrospectif sur la pénétration fasciste en Albanie

Deux années ne sont pas encore écoulées depuis le premier acte d'Ahmed Zogou le plaçant aux côtés de l'Italie. C'était lorsque feu Mufid bey Libohova, ministre des finances d'Ahmed Zogou, avait obtenu de Mussolini la promesse d'un emprunt de 75 millions de lires.

Et, cependant, cette courte période a suffi à Ahmed Zogou pour subordonner l'Albanie entièrement aux intérêts fascistes, pour l'asservir complètement à l'Italie, provoquant ainsi pour tous les Balkans un danger mortel.

Dans ce laps de temps tellement restreint, les traités économiques et politiques faisant de l'Albanie, petit à petit, une pure et simple colonie italienne, se sont succédés comme des coups de massue.

Nous autres, de la «Fédération Balkanique», avons en son temps déjà prévu la catastrophe et sonné l'alarme de ce que Ahmed Zogou et sa caste de beys étaient en train d'atteler l'Albanie à la charrette du fascisme.

Il serait intéressant d'examiner encore une fois, à la lumière des événements, les raisons de ce virement d'Ahmed Zogou et de la caste des beys, et de rappeler chronologiquement les différentes phases de la pénétration italienne en Albanie.

Ce fut d'abord, comme plus haut cité, l'emprunt de l'Italie à l'Albanie, donc en apparence une chose inoffen-

sive. L'intermédiaire et le signataire de cet emprunt ne pouvait naturellement être qu'un bey féodal: ce fut Mufid bey Libohova.

Ahmed Zogou était obligé de conclure cet emprunt pour pouvoir payer ses mercenaires qui le protégeaient, lui et ses beys, de l'indignation populaire. Ahmed Zogou avait besoin de cette protection pour se maintenir au pouvoir et garder ses domaines ravés à la population. La Yougoslavie ne pouvait plus lui donner de l'argent attendu qu'elle avait déjà dépensé bien des millions pour l'invasion en Albanie et le rétablissement au pouvoir d'Ahmed Zogou. Et dans la première année même de la domination d'Ahmed Zogou, les sommes affectées pour les mercenaires avaient atteint de telles proportions que, malgré les impôts écrasants, les emprunts forcés, les réquisitions de logements pour les troupes, les contributions forcées, etc. etc., ces paiements aux mercenaires ne pouvaient plus être effectués par les moyens pressurés au peuple albanais.

Dans le budget du gouvernement Fan Noli, les recettes du budget n'atteignaient que 14 millions de francs or au maximum, et elles provenaient surtout des douanes et des impôts payés par les classes possédantes; par un rigoureux système d'épargne, les dépenses ne dépassaient pas 11 millions de franc or.

Tandis que, dès le début même, le budget d'Ahmed Zogou indiquait pour les dépenses plus de 24 millions de francs or, sans que les recettes aient pu être sensiblement augmentées, vu la misère de la population. Ce d'autant moins que les privilèges des beys gros-propriétaires furent laissés intacts et que ces derniers employèrent leur pouvoir économique et politique à exploiter plus encore la malheureuse population. Puis, pour se faire protéger et continuer leurs iniques agissements, ils se jetèrent dans les bras du fascisme qui leur est politiquement et idéologiquement si sympathique.

Lors de la signature de l'accord pour l'emprunt, 50 millions de lires avaient bien été promis, mais sous la condition que cette somme devait être payée à des sociétés italiennes qui seraient chargées par le gouvernement albanais de la construction de routes, de ports, etc. En réalité, la majeure partie des sommes versées de cet emprunt fut affectée par Ahmed Zogou au paiement de ses mercenaires.

Pour signer un pareil traité, Ahmed Zogou et Mufid bey Libohova reçurent d'immenses sommes de l'Italie, comme gratifications personnelles. Ce fut un scandale de corruption de premier ordre, la question fut soulevée au Parlement, mais les députés d'Ahmed Zogou parvinrent à l'étouffer.

Peu après vint la constitution de la soi-disante Banque Nationale, dont les statuts sont en contradiction directe avec la souveraineté du pays, vu que le Conseil d'Administration, dont les membres sont des Italiens en une écrasante majorité, n'est pas soumis aux lois de l'Etat albanais. Le siège et le capital or de cette banque sont à Rome, et non pas à Tirana. Par la fondation même de cette Banque «Nationale», la vie économique toute entière de l'Albanie se trouva transportée dans les griffes du fascisme.

Après l'esclavage économique vint la dépendance politique.

Ce fut d'abord le premier traité de Tirana (du 27 novembre 1926) qui établissait l'inamovibilité d'Ahmed Zogou et accordait à l'Italie d'immenses privilèges. Tacitement, l'armée et la gendarmerie furent réorganisées sous le commandement italien, des routes stratégiques furent construites conduisant vers la Yougoslavie, des armes italiennes furent entassées dans tout le pays, des ports furent construits pour les navires et les aéroplanes italiens.

Ce fut ensuite le second traité, la Convention Militaire, en novembre dernier, publiée et commentée dans la «Fédération Balkanique». Par cette Convention, l'Albanie devient politiquement et militairement un jouet de l'Italie, sa chose.

Il ne faut cependant pas croire que la série des chaînes que l'Italie pose à l'Albanie soit terminée. Il s'en faut de beaucoup. On parle déjà d'une «Union douanière», et dans l'accord entre des sociétés italiennes et l'Albanie pour la construction du port de Durazzo on trouve cette clause étrange que les bateaux italiens auront franche entrée dans tous les ports albanais. Des agents de Mussolini essaient de convaincre les émigrants Albanais du bien-être de l'Albanie par l'heureuse politique d'amitié d'Ahmed Zogou avec le fascisme; un officier italien du nom de Mazzotti est même venu jusqu'à Vienne pour chanter les louanges des bienfaits que l'Italie prodigue en Albanie.

Le peuple albanais, cependant, a ressenti sur sa peau les résultats du régime fasciste des beys. Les autres peuples balkaniques voient eux-aussi tous les jours davantage les catastrophes qui les menacent tant par le fascisme italien

que par leurs propres gouvernements militaristes au service des capitalistes étrangers.

Mais chaque méfait du fascisme et des différents gouvernements dans les Balkans nous rapproche de la République Fédérative des peuples balkaniques.

Kalori

La Macédoine aux Macédoniens! La terre aux paysans!*)

V.

D'un côté se dressait le point de vue révolutionnaire autonomiste et fédéraliste qui, sincèrement mais peu habilement, était défendu par l'Organisation Intérieure et qui fut ensuite adopté par les partis socialistes ouvriers des Balkans. Ces partis formèrent la base sociale de cette idée. Ils démasquèrent la politique criminelle des Etats balkaniques qui menaient leurs peuples à de massacres réciproques, et le rôle intense que les grandes puissances jouèrent dans les affaires balkaniques. Les partis socialistes soulignèrent encore plus fortement la lutte commune des peuples opprimés. En 1919, lors de la Première Conférence Socialiste dans les Balkans, ils élevèrent le mot d'ordre de la Fédération des Peuples Balkaniques, en indiquant qu'ils n'y arriveraient que par la lutte des partis socialistes et l'acceptation de l'idée d'une Fédération Socialiste Balkanique. Les représentants de l'idée d'une Fédération Balkanique portaient des noms glorieux: Dimitr Blagoeff, mort récemment; Rakovsky, ambassadeur de l'U.R.S.S. à l'étranger; Dimitr Trgovitch, tombé dans la guerre mondiale, et une longue série de combattants actifs des partis socialistes révolutionnaires dans les Balkans, luttant aujourd'hui dans les partis communistes.

Nous n'avons jusqu'ici fait que broser en grands traits les bons côtés et les fautes de ces autonomisto-fédéralistes. Nous croyons nécessaire, à présent, de relever leurs fautes capitales qui leur rendirent impossible de mener à bonne fin l'oeuvre entreprise.

L'Organisation Autonomiste ne s'appuya pas en premier lieu sur les masses prolétariennes et demi-prolétariennes des villes et des villages. Ces forces les plus fermes dans les situations les plus difficiles, qui deviaient le moins de la voie juste et qui retrouvaient toujours le chemin de la lutte révolutionnaire pour se libérer entièrement de la tutelle des nationalistes et patriotards officieux, n'eurent pas une influence prépondérante dans la constitution de l'Organisation et dans sa politique. Aussi, l'Organisation Fédéraliste fut-elle incapable de réaliser la mission historique de la libération nationale de la Macédoine, et nous nous trouvons déjà dans une période où cette mission a été transmise aux partis socialistes-révolutionnaires des Balkans. Aujourd'hui, c'est le parti révolutionnaire des ouvriers de la Yougoslavie et des autres pays balkaniques qui doit se mettre à la tête du mouvement de libération des Balkans et de la Macédoine. Les mouvements macédoniens nationaux-révolutionnaires sont obligés d'aller main en main avec les partis révolutionnaires ouvriers des Balkans pour atteindre la véritable libération du peuple macédonien qui se trouve sans droits économiques ni nationaux.

De l'autre côté, il y avait le point de vue chauviniste et impérialiste de l'Etat, point de vue adopté par les bourgeoisies de la Bulgarie, de la Serbie et de la Grèce, par les monarchies et les militaristes. En 1912, ces trois Etats formèrent une alliance contre la Turquie — non pas pour la libération de la Macédoine, mais pour son partage; et alors s'élevèrent les grandes disputes pour les plus grandes parts à s'en emparer. Cette alliance ne tendait pas à une Fédération des peuples balkaniques, mais à leur division. La perspective d'une grande proie à se partager lorsque la Turquie serait vaincue exerça son attrait sur les trois Etats, et ils s'entendirent pour la lutte commune.

Mais aussitôt la guerre terminée, les suites fatales de la politique anti-nationale et conquérante se montrèrent. Les vainqueurs se disputèrent la proie. Leur politique de conquête portait en soi-même le germe des guerres réciproques, et aussitôt la paix conclue avec la Turquie vaincue, la guerre éclata.

La guerre fratricide balkanique de 1913 a été le plus grand crime des monarchies, des bourgeoisies et des militaristes balkaniques contre la liberté et l'avenir des peuples balkaniques.

La guerre balkanique montra immédiatement que ce n'était pas là le chemin par lequel la Macédoine pourrait obtenir sa liberté et la population acquérir sa prospérité. Toutes les guerres précédentes, toutes les guerres futures, entre les peuples balkaniques, ne purent et ne peuvent donner d'autres résultats.

En 1913, ce furent la bourgeoisie serbe, les monarchistes et les militaristes, qui remportèrent la victoire. La population macédonienne resta sous le joug des maîtres féodaux, des Aghas et des Beys, elle continua à émigrer vers le Nouveau Monde pour y gagner son pain.

En dehors des Aghas et des Beys turcs, ce furent les Beys serbes qui s'approprièrent de grands territoires surtout à Kossovo et à Matochia (des terres très fécondes. Note du Trad.) Un régime féroce de police y fut introduit. La population ne put jouir ni de la protection de la Constitution, ni des droits légaux; elle perdit même son administration autonome communale. Toutes les écoles en les langues non-serbes furent fermées. Les fonctionnaires du gouvernement serbe pillèrent et massacrèrent tout et partout. Les voix de protestations furent noyées dans le sang. En un mot, les „libérateurs“ s'appliquèrent à atteindre les cruautés du régime ture sous Hamid.

Que fit pendant ce temps l'Organisation Intérieure Macédonienne Autonomiste (Fédéraliste)? Elle commit encore une deuxième faute: elle cessa son travail; ses membres écrivirent des livres et des brochures, ils allèrent vers les partis d'opposition, principalement vers l'Union agrarienne de Stamboliisky, et poursuivirent une opposition „honnête“ contre la monarchie belliqueuse et la bourgeoisie dominante de la Bulgarie. Ils laissèrent le champ du travail aux verkhovistes qui y déployèrent leur politique anti-macédonienne, poussant les Macédoniens encore une fois sur une mauvaise voie. Todor Alexandroff qui, en 1908, passa aux autonomistes, se mit à leur tête et organisa la propagande pour la participation à la guerre mondiale que l'on prévoyait déjà. Lui et son organisation annonçèrent qu'après cette guerre, toute la Macédoine — ses parties serbe, bulgare et grecque — et la Thrace appartiendraient à la Bulgarie. Les politiciens bulgares, par leur esprit de conquêtes, entraînent la Bulgarie dans la guerre mondiale, et les politiciens serbes en firent autant de la Serbie. Après les succès des puissances centrales en 1915, la Bulgarie occupa la Serbie du Sud et toute la Macédoine. La population macédonienne tomba alors sous l'occupation bulgare; elle en souffrit et fut humiliée comme en 1913 et 1914 sous l'occupation serbe. Une grande partie de la population tomba dans la guerre ou fut ruinée matériellement. Le bétail périt totalement. La vengeance et la rapine sévissaient dans tout le pays et des milliers et des milliers de malheureux Macédoniens en furent les victimes. Les Beys et les Aghas, ces alliés naturels de la bourgeoisie bulgare, continuèrent à garder la terre. Et le paysan macédonien qui meurt de faim et qui périt, combat contre le paysan serbe qui lui-même est chassé de sa charrue. Et tout cela pour défendre les intérêts des grands conquérants: la France, la Grande Bretagne.

Lorsque sévissait l'occupation serbe, le pays souffrait, périssait. Il en fut de même plus tard sous la domination bulgare. Mais la population macédonienne a compris que nulle occupation d'une bourgeoisie ou d'une monarchie quelconque ne pourrait lui apporter la liberté. La nouvelle occupation de la plus grande partie de la Macédoine, en 1918, par la Serbie victorieuse renouvela les souffrances et les maux de la malheureuse population macédonienne. Ces souffrances terribles et leurs expériences amères forcèrent les Macédoniens à secouer enfin son vain espoir en le rôle des „libérateurs“ des bourgeoisies et monarchies balkaniques.

Mais la guerre eut de fortes conséquences en Bulgarie et dans le nouvel Etat Yougoslave.

Aux élections de 1920, les masses populaires de la Yougoslavie et de la Macédoine se tournèrent vers le parti des ouvriers communistes qui avait inscrit sur son drapeau le droit d'auto-détermination de tous les peuples et la Macédoine autonome dans une Fédération des peuples travailleurs balkaniques.

(A suivre)

Costa Novakovitch

*) Suite du No. 63 de la „Fédération Balkanique“.

Un peuple martyrisé

Le Cri des Macédoniens annexés par la Serbie

Appel

adressé aux rédactions des journaux Novosti, Rad, Odiek, Retch et Politika, à Belgrade; Borba, Dom, Obzor et Rietch, à Zagreb; Retch radnika et Seliaka, à Ossiek; aux rédactions des revues Knijevni Glasnik, Missao, Boudoutchnost, à Belgrade; Nova Evropa et Knijevna Republika, à Zagreb; aux recteurs des Universités de Belgrade, Zagreb et Liubliana; aux clubs parlementaires des agrariens et de la coalition agraire-démocrate; au président de la Scoupchtina; aux députés Svetozar Pripitchevitch, Secoula Drlevitch, Stepan Raditch, Nastas Petrovitch, Liuba Davidovitch, Ivan Ivanovitch et Milan Grol; aux hommes politiques Slobodan Ivanovitch, Dragoliub Ivanovitch, Iacha Prodanovitch, Dragicha Vassitch, Miroslav Krliej, Ante Troumbitch et Dr. Basala.

Les faits d'un passé récent et ceux de ces jours même en Macédoine, nous obligent à vous adresser cet appel, en attendant que vous entrepreniez quelque chose pour sauver la population macédonienne de l'horreur actuelle.

La Macédoine souffre. Ce qui s'y passe n'est plus supportable. Les temps sont tels que nous, les habitants du pays, nous ne sommes pas certains si, en nous couchant, nous reverrons l'aurore et, en nous levant, si nous atteindrons la soirée.

Le peuple est au désespoir. D'un côté, Protoguéroff envoie des tchetas pour commettre des attentats dont, en dernier lieu, ne pâtissent que les Macédoniens innocents; d'autre part, le gouvernement actuel utilise chaque action terroriste, réussie ou non réussie, pour semer une plus grande terreur qui n'engendre que du mal.

Et voilà comment, au péril de notre vie, on se dispute la Macédoine; de cette dispute ne souffrent que les Macédoniens, qui condamnent les oeuvres de l'un et l'autre parti.

Nous avons trop gardé le silence et trop pâti. Nous avons pensé que les gouvernements, qui se succèdent les uns après les autres, finiraient par s'intéresser un peu à ce pays dévasté et ruiné, mais en vain. De jour en jour on va de mal en pis. On nous envoie les personnages les plus compromis, dont l'unique préoccupation est de s'enrichir sur le dos du peuple macédonien spolié. Les personnes honnêtes forment de rares exceptions.

Le nouvel an ne nous apporte rien de bon. Au lieu d'inscrire au budget des crédits nécessaires pour les besoins les plus essentiels en Macédoine, on y prévoit de fortes dépenses pour la «sûreté» du Sud, c'est-à-dire pour la police et la gendarmerie, quoique leur nombre soit trop élevé à présent. D'après les dires de M. Pribitchévitch, sur 15.000 policiers en tout, on en compte, pour la Macédoine seule, 10.000.

C'est pourquoi nous avons perdu tout espoir de voir le gouvernement, de sa propre initiative, aider quelque peu la Macédoine. Tout ce que le gouvernement a entrepris jusqu'à présent fut à notre préjudice. Il est vrai que, dans certains journaux, on écrit qu'en Macédoine tout va bien. Ces écrits, cependant, sont composés par des gens proches du gouvernement et du régime et auxquels vraiment aucune information ne manque. Mais a-t-on vu, jusqu'à présent, un seul article d'un homme du pays qui aurait loué la situation ici, au Sud?

Les coupables... nous ne voulons pas les chercher; nous n'accusons personne; nous voulons seulement que tous les éléments progressifs s'intéressent au sort de ce pays malheureux. Car, ici, on cultive systématiquement le mal. Des personnes (il s'agit des fonctionnaires) qui sont en bonnes relations avec les citoyens sont déplacées vite, pour qu'on en amène d'autres qui, dans leur servilité aveugle pour le régime actuel, ne s'arrêtent devant rien. On voudrait peut-être des exemples; mais c'est impossible, puisque telle est la règle.

Le plus grand mal vient de la police et de la gendarmerie. Ces gendarmes sont parfois plus forts que les commissaires, que les préfets eux-mêmes. Ils ne sont responsables devant personne pour leurs actes, c'est-à-dire qu'ils ont l'approbation de leurs supérieurs pour leurs actes sanglants.

Des faits précis.

Pour que tout cela n'apparaisse pas comme exagéré, nous allons exposer les faits.

Avant même les derniers attentats, les paysans ont été contraints de faire des travaux non payés et de s'en-

rôler dans les contre-tchetas. Depuis le mois d'octobre 1927, toute la Macédoine est soumise au régime du temps de guerre. Tous les villages, en commençant par Koumanovo, au sud de Stip, et Guevgueli, sont au comble du désespoir, de la terreur policière. Les paysans, pris au dépourvu et trouvés n'importe où, sont forcés d'entrer dans les contre-tchetas. On ne leur permet pas de prendre avec eux ni de la nourriture, ni des vêtements. On les traîne, ainsi affamés, pendant plusieurs jours. De tous les villages on emmène journalièrement de 50 à 100 hommes pour les détachements lancés à la poursuite des comitadjis. Les uns gardent le village, les autres... les chaussées et les voies ferrées; d'autres encore vont chasser les comitadjis, qu'il y en ait ou qu'il n'y en ait pas. Les poteras (troupes irrégulières) de paysans, armés en tout d'un bâton, vont toujours en tête, en avant, tandis que les gendarmes, armés de fusils et de bombes, les suivent.

Cette milice, appelée ainsi volontaire, meurt de faim et de froid. Sans interruption, ces hommes doivent passer plusieurs jours soit en sentinelle, soit avec les poteras, nu-pieds, sans vêtements chauds. Pendant les froids, les journaux ont signalé plusieurs cas mortels de miliciens en faction sur les voies ferrées. A notre grand étonnement, ces mêmes journaux, quelques jours après, démentirent ces communications. Nous ne doutons point que cela ne se soit fait par ordre d'en haut. Non seulement ces nouvelles étaient vraies, mais le nombre des victimes était de beaucoup plus élevé que celui indiqué dans les journaux. Il dépassait 50. La mort de quelques-uns d'entre eux aurait été vraiment terrible. Voici, par exemple, le cas de Traïko Loukar, qui, en sentinelle tout près de Vélès, exténué de froid et de fatigue, s'endort sur la voie ferrée: le train passe et l'écrase. Le même malheur est arrivé à deux autres miliciens entre Gradsko et Krivolak.

Les prisons sont comblées. Le nombre des Macédoniens innocents qui dépérissent dans les prisons atteint plusieurs milliers. On les y tient plusieurs mois, puis on les relâche comme innocents. Et voici comment la police met la main sur eux: à Stroumitza, on a formé un comité quelconque pour la défense nationale. Font partie de ce comité: un fonctionnaire de la police, un espion militaire, deux avocats, le gérant du monopole, l'inspecteur des écoles et le directeur du lycée Djamona. Sur la demande de ce comité, ont été arrêtés plus de 50 citoyens paisibles, dont 40 furent relâchés comme innocents par le juupan Matkovitch lui-même. Parmi ces prisonniers se trouvaient quelques commerçants notoires dont l'unique culpabilité consista à demander aux membres dudit comité ce qu'ils leur devaient. Parmi les prisonniers se trouvait aussi une jeune fille, arrêtée sur l'insistance de l'espion militaire, coupable d'avoir refusé ses faveurs. Ont été arrêtées aussi la femme divorcée dudit espion et sa mère. Ces trois femmes ont été accusées comme complices des comitadjis puis libérées comme innocentes.

Mais ce qui se passe dans les villages est indescriptible. Là, on emprisonne et on écrase de coups n'importe qui. Les gendarmes violent les jeunes filles. De tels cas ont été constatés dans la région du Montenegro, de Scopié; ce cas fut discuté dans une conférence des démocrates à Scopié, où, de la bouche d'un orateur, sortirent ces paroles: «Si cela doit continuer ainsi, nous serons tous obligés de gagner la montagne». Dans le district d'Istip, des villages entiers émigrent, tandis que dans le district de Koumanovo les paysans s'en vont dans la ville pour y échapper à la terreur policière.

Dans les prisons, le traitement est inquisitorial. Il y a des morts et des fous par suite de coups et de tortures. Ainsi, dans la prison de Scopié, on a ligoté les mains d'un prisonnier et on l'a battu et plié de manière qu'il puisse atteindre avec la bouche ses organes génitaux. A un autre on a serré les mains avec des instruments spéciaux jusqu'au craquement des os. Dans la prison de Stroumitza, deux paysans ont été obligés de danser nu-pieds sur des braises en feu jusqu'à perte de connaissance. Dans la prison de Scopié, un détenu est devenu fou à la suite de bastonnade et un autre fut transporté à l'hôpital où il est resté deux mois. A Vélès, le boucher Stefan Bossata fut torturé à un tel point qu'après un mois d'emprisonnement on a été obligé de le transporter à la maison, comme innocent, sur une civière. Il y a beaucoup de cas pareils, mais nous n'osons pas les signaler puisque les gens sont encore à la prison.

Des assassinats.

Nous l'avons déjà dit: aucune garantie n'existe pour notre vie. La vie d'un Macédonien, pour la police et la gendarmerie locales, ne vaut pas celle d'un lapin. Voici les preuves:

1° Sur l'assassinat de Miché Gavriloff et son fils, les journaux publièrent ce que l'autorité avait ordonné. En Macédoine, cependant, on tient pour sûr que tous les deux furent arrachés de leur maison par les bandits de Kalamatieff et tués au milieu du chemin conduisant à Novo-Selo. Il y a des témoins oculaires de cet assassinat. Cela fut confirmé aussi par le fait que la police ne s'est pas dérangée le moins du monde pour rechercher les assassins;

2° A Guevgueli fut tué le Macédonien connu et citoyen estimé Hristo Grigoroff. Dans ce cas aussi, comme dans le précédent, le gouvernement a déclaré que c'est un acte des «autonomistes» et n'a rien fait pour trouver les auteurs de cet attentat, tandis qu'à Koumanovo, à propos d'une bastonnade à un halvadj, homme de la police, tout un train de gendarmes fut amené de Scopié. On prétendait qu'il s'agissait d'une tentative d'attentat;

3° Le 29 décembre 1927, à Negotin, devant sa demeure, fut tué Guéorgui Angoucheff, boulanger. Quelques jours auparavant, il avait eu une altercation avec le caporal de gendarmerie qui lui tint ce propos: «Tu te souviendras de moi!» Ici non plus, pas de recherche de l'assassin;

4° Le 3 décembre 1927, au village Rojden, arrondissement de Kavadarzi, les gendarmes ont invité dans leur poste Hristo Komitoff, qu'ils ont tenté d'enivrer pour l'étrangler ensuite. Mais étant donné qu'eux-mêmes étaient trop ivres, ils changèrent de plan, le percèrent avec leurs couteaux et le jetèrent à la rue près de sa maison. Les paysans ont établi par les traces de sang que le crime a été commis au poste de police;

5° Deux paysans sont tués dans les rues du village Dren. Les assassins ne sont pas recherchés;

6° Dans le village Givélé fut tué Sava Ghéorgheff;

7° Dans le village Souchitza fut tué Doné Traikoff;

8° Dans le village Alakintzi fut tué Iane Stoitcheff.

On sait que ces trois assassinats ont été commis par les gendarmes;

9° Thoma Kofundjieff, jeune homme de Stroumitza, fut tué par les gendarmes qui l'accompagnaient du tribunal à la prison;

10° Moné Guéramoff, tailleur de Stip, fut tué pendant le trajet de Tzarevo Selo à Stip. A Tzarevo Selo on lui dit qu'il était libre et qu'il pouvait partir pour Stip, mais, pour le garder contre les attaques éventuelles, un gendarme l'accompagne pour le «garder»;

De la même manière, en route pour Tzarevo Selo, fut

tué un autre jeune homme dont l'identité n'a pas été établie;

12° Un autre jeune homme de Stip fut arrêté dès son arrivée de Bulgarie. Après quelques jours, on le fit sortir de prison, puis il «disparut sans traces». En réponse aux prières de ses parents qui voulaient savoir quelque chose sur le sort de leur enfant, le sous-préfet déclara: «Il n'est plus votre fils; que Dieu lui pardonne!»

13° Le journal Vremé avait écrit qu'à Koumanovo un gendarme convoyant Saldia Saldievitch l'avait tué pour «tentative de fuite». En réalité, le malheureux avait les menottes aux mains et l'endroit où il fut tué était découvert et près de la caserne pleine de soldats; en plus, des témoins oculaires affirment avoir vu le gendarme l'abattant dans un fossé.

En traits raccourcis, nous avons exposé ici la situation en Macédoine. Elle est en réalité bien pire. Le nombre des tués est beaucoup plus élevé, mais il est impossible qu'on apprenne les noms de tous les tués puisque les villes et les villages sont bloqués et que les paysans ont peur de tout raconter. Il y a beaucoup de cadavres semés par-ci par-là, mais on ne peut les identifier et on n'ose pas trop questionner car s'intéresser aux victimes c'est un crime.

Ce qui se passe dans les villages, on peut en juger d'après l'exemple suivant: après l'attentat près d'Alexandrovo, le village fut bloqué de telle sorte que le bétail ne put aller en pâturage trois semaines durant; et une femme décédée pendant ce blocus ne put être enterrée.

Tout cela peut être constaté par une enquête impartiale. Nous le répétons, nous ne cherchons pas les coupables, nous ne voulons même pas accuser quoique nous en ayons le droit. Ce que nous voulons, c'est qu'on nous assure la vie, c'est que, demain, nous ne soyons pas jetés dans les prisons par les caprices policiers, ou que nous soyons enterrés après tant de souffrances éprouvées. Ou bien, s'il n'y a aucune issue possible, qu'on ordonne un massacre en règle, qu'on extermine tous les Macédoniens et, qu'enfin, une fois pour toutes, ces horreurs que nous vivons cessent. Alors, certainement, les gens de Protogéoroff et de la police de Voukitchévitch s'apaiseront et, surtout, nous, citoyens macédoniens, nous serons tranquilles, ayant payé leur querelle de tout notre sang.

Nous avons pensé tout d'abord à former une délégation qui devait se présenter à la Skoupehtina et y rapporter tout ce qui se passe chez nous. Persuadés, cependant, que les membres de cette délégation, une fois de retour ici, seraient assassinés, nous avons choisi ce moyen, croyant que vous allez faire le nécessaire pour qu'il soit mis fin à l'état intolérable qui existe ici.

Des citoyens Macédoniens

Par la dénationalisation de la Dobroudja on dépouille les paysans non seulement de leurs terres, mais aussi de leurs récoltes

L'arrivée au pouvoir du parti libéral jeta la population dobroudjanaise dans un profond trouble. Car c'était un gouvernement Bratianu qui, en 1924, avait décrété des dispositions réactionnaires au plus haut degré et fait voter la loi sur la propriété foncière dans la Dobroudja du sud, les libéraux étant les partisans les plus effrénés de l'application intégrale et immédiate de cette loi que, avec raison, les juristes roumains les plus éminents nomment: «une monstruosité juridique».

Les tentatives faites lors du régime du général Averescu pour l'expropriation des terres des paysans en vertu de ladite loi, indignèrent et révoltèrent les esprits en Dobroudja. Les commissions constituées pour l'application de cette loi furent obligées de cesser leur activité à la suite de l'énorme excitation qui s'était emparé des paysans. La première tentative de ravir les terres des paysans fut faite en 1926 dans le village d'Azaplar, et aboutit à un combat entre la gendarmerie et les paysans révoltés et armés de fourches et de bâtons pour défendre leurs terres. Deux paysans furent tués et quatre grièvement blessés. Se voyant devant le danger de révoltes paysannes en Dobroudja, le gouvernement fut forcé de cesser, pour un certain temps, l'application de cette loi barbare.

Ce fut alors qu'on présenta à la Chambre un projet pour la modification de ladite loi. Quoique l'initiative provenait du parti national-tsaraniste, elle fut soutenue même par une grande partie des députés gouvernementaux. A la séance du 18 mai, à la Chambre, le député national-tsaraniste

D. Angelescu fit la déclaration suivante: «Par initiative parlementaire, un projet de loi a été présenté pour la modification de la loi sur la propriété foncière dans la nouvelle Dobroudja. Les modifications proposées sont d'une importance capitale et l'exposé des motifs démontre qu'en adoptant le projet de loi, la question de la propriété foncière dans la nouvelle Dobroudja obtiendra enfin sa juste solution attendue depuis 13 années, la solution tenant compte des intérêts de la population paysanne et des intérêts suprêmes de l'Etat. En s'exprimant pour le soutien de ce projet de loi, le parti national-tsaraniste attire l'attention de Monsieur le Ministre de l'Agriculture sur le fait que ses organes ont déjà commencé à dépouiller les paysans en les dépouillant même de leurs terres ensemencées».

Les modifications projetées avaient été conçues dans le sens que la prise sans indemnité d'un tiers des terres des paysans, par l'Etat, ne devrait pas frapper les exploitations de jusqu'à 50 hectares. De cette façon, l'injustice de la loi se trouvait écartée pour une très grande partie des paysans — pour la majorité. Et pourtant, ce projet de loi ne put être examiné par la Chambre, car le gouvernement Averescu fut renversé.

L'arrivée au pouvoir des libéraux se fit bien rapidement ressentir en Dobroudja. Ce que le député national-tsaraniste signalait dans son interpellation comme des cas isolés (la prise des terres et des semailles) devint un phénomène général, un système entier stimulé par le pouvoir central lui-même. La mesure démagogique du gouverne-

ment Bratianu consistant à ne pas exproprier les terres pendant les élections législatives, ne put tromper les paysans. Car presque tous les gouvernements précédents avaient utilisé la loi sur les terres pour leur propagande électorale. On en promettait largement la modification, voire même l'abolition — mais cela n'était que pour avant les élections. Immédiatement après les élections, les promesses faites étaient vite oubliées.

La Dobroudja entière accueillit le nouveau gouvernement avec hostilité. Partout, on faisait enregistrer les listes du Bloc ouvrier-paysan. Et l'on était persuadé que les voix des Dobroudjanais seraient toutes données pour les candidats du Bloc et pour ceux du parti national-tsaraniste, mais en aucun cas pour les libéraux. D'autant plus grande fut donc la surprise des résultats des élections. Pas un seul représentant de l'opposition n'avait été élu dans la Dobroudja du sud! La population avait voté pour ses bourreaux et tyrans! Ceci provint de ce que la volonté des électeurs n'y avait joué aucun rôle. Car, dans la Dobroudja du sud, c'était une sorte de parodie d'élections qui s'était exercée. En dehors de toutes les «mesures» prises par le gouvernement pendant les élections, en dehors des menaces, des bastonnades en masse, des emprisonnements, on avait fait cerner, le jour des élections, les locaux électoraux par des troupes armées de mitrailleuses etc. pour intimider plus encore la population et on avait aussi faussé les résultats des votes ainsi extorqués en remplaçant les urnes réglementaires par d'autres urnes «préparées» à l'avance.

Ainsi, toute possibilité légale de lutte a été enlevée à la population dobroudjanaise. L'oligarchie roumaine qui, sans être entravée par personne, soumet les Dobroudjanais aux coups d'un régime honteux pour la civilisation contemporaine, devra un jour supporter tout le poids des conséquences de son système.

Après les «élections», dont le résultat fut que les minorités de la Dobroudja du sud restèrent sans aucun représentant au parlement actuel, les commissions pour l'expropriation des terres se mirent immédiatement au travail. Mais un changement essentiel s'était opéré. Tandis qu'auparavant, pour assurer le «travail» des commissions on mettait à leur disposition des troupes et des gendarmes, on leur a adjugé, dorénavant, les groupes armés de l'«Actiunea Românească», une organisation chauviniste des colons koutsovalaques. Bratianu s'assurait ainsi, pour les massacres prévus, la possibilité d'en jeter les torts sur ces «facteurs irresponsables». C'est à l'immixtion de ces «facteurs irresponsables» qu'est dû l'acharnement qui a lieu en Dobroudja pour l'expropriation des terres des paysans; c'est leur initiative que de priver les paysans de leurs terres et de leurs récoltes, du fruit de leur pénible labeur d'une année entière.

L'expropriation d'un tiers des champs ensemencés, avec leur récolte, provoqua la protestation générale des paysans des villages de Kotehmar, Babouk, Hotoudja, Kouzoudjikeuy, Kara-Bounar, Douchdoubak, Kourtbounar (arrondissement de Silistra); mais le pouvoir resta muet en présence de ces plaintes. On garde à Bucarest un silence criminel sur le pillage ignominieux d'une population de 300.000 personnes.

Le mouvement international pour l'Amnistie en Bulgarie

Nous avons publié dans le No. 81 de la „Fédération Balkanique“ un appel des avocats français à l'Union des avocats bulgares pour l'Amnistie générale et réelle en Bulgarie. Le gouvernement de M. Liaptcheff s'en était ému, avait employé tous ses moyens de pression, et avait forcé quelques avocats bulgares à sa solde de répondre évasivement aux avocats français. Or, ces derniers, mus par les plus nobles et élevés sentiments humanitaires, viennent d'adresser à l'Union des avocats bulgares une deuxième lettre, que nous reproduisons ci-dessous in extenso.

A Messieurs les Membres de l'Union des Avocats bulgares
Messieurs et honorés confrères,

Nous vous remercions de votre réponse à la lettre que nous vous avons adressée en faveur de l'amnistie.

Mais nous sommes assez surpris par les termes de cette réponse.

Vous voulez bien nous dire que notre lettre témoigne d'une connaissance insuffisante de la situation en Bulgarie. Nous n'avons nullement la prétention de donner des leçons à quiconque sur cette situation, que pourtant nous croyons connaître assez bien.

Mais nous nous fondons exclusivement sur des faits qui ne peuvent être niés par personne.

1. Un Coup d'Etat militaire qui a débuté par l'assassinat du Président du Conseil et s'est accompagné d'une guerre civile atroce, a éclaté le 9 juin 1923. Le nombre des victimes est extrêmement élevé. Parmi elles, on compte 80 avocats bulgares. Les «disparitions», c'est-à-dire les exécutions

livrées à la famine. Mais on se tait à Sofia aussi. La réaction du 9 juin en Bulgarie a établi des relations d'amitié et de bon voisinage avec les tchokoy roumains et elle s'est désintéressée complètement du sort des Bulgares en Dobroudja.

Ce pillage éhonté ne se limite pas seulement au département de Silistra. Elle est générale dans toute la Dobroudja du sud, avec quelques variantes. On ravit aux paysans le tiers de leurs champs ensemencés, mais on leur laisse la possibilité de racheter, à un prix d'un peu au-dessus de la moitié de la valeur, la récolte passée ainsi aux mains des Koutsovalaques ou des commissions spéciales. En maints endroits, les percepteurs de l'Etat exigent les loyers pour ces terres mêmes qui ont été ravies par l'Etat depuis 1924, date à laquelle la loi ad hoc a été mise en vigueur.

En présence d'une pareille situation, les esprits deviennent de plus en plus aigris. Les paysans demeurent pourtant faibles devant les bandes armées des colons koutsovalaques soutenues ouvertement par les autorités officielles. Le danger de nouveaux massacres du genre de celui de Staro-Selo plane effroyablement sur la Dobroudja, et sa population s'attend vainement à ce qu'une voix s'élève en sa faveur.

Les gouvernants roumains, par la loi sur les propriétés, et surtout par la manière d'application de cette loi, ont le but d'ébranler sérieusement l'existence de la population dobroudjanaise, de la démoraliser, de la rendre désespérée, et de la pousser ainsi sur le chemin de l'émigration en masse.

En effet, le désir d'émigrer s'empare de plus en plus des paysans dobroudjanais. La loi sur les terres en est bien une des causes, mais ce mouvement d'émigration est aussi dû à la colonisation imposée par les autorités roumaines, qui prend des proportions de plus en plus grandes et qui a lieu exclusivement au détriment de la population locale. Les cas sont innombrables où les paysans sont forcés, par des corvées, à se mettre au service de l'établissement des colons. Les nouveaux villages de Frochari (arrondissement de Silistra) et de Sveti Nicolas (arrondissement de Balchik) sont construits exclusivement par le labeur gratuit des paysans.

Une propagande bien organisée par les gouvernants roumains pour la dénationalisation de la Dobroudja, attire constamment en Dobroudja les Koutsovalaques de la Macédoine grecque. Le but infâme de la politique roumaine est de transformer la Dobroudja du sud en une province roumaine, en en chassant la population autochtone pour la remplacer par des Koutsovalaques. C'est dans l'intérêt de cette politique que sont provoqués artificiellement des conflits nationaux, et que le danger de nouveaux massacres, de nouveaux pogromes sanglants, comme celui de Staro-Selo, menace de plus en plus la population paisible.

La Société des Nations demeure toujours une spectatrice muette devant cet enfer qui règne en Dobroudja. Grâce à sa passivité aussi vis-à-vis des iniquités commises en Dobroudja, les Dobroudjanais sont menacés dans leur existence même. Il faut donc que la démocratie occidentale et l'opinion publique européenne élève d'urgence une voix énergique de protestation pour sauver les Dobroudjanais d'une extermination certaine par la famine et l'émigration.

G. Loudogoroff

tions mystérieuses accomplies par ceux qu'on appelle, en Bulgarie, les «facteurs irresponsables», ont été si nombreuses qu'on a dû voter une loi spéciale pour régler la dévolution des biens des «disparus».

2. Une loi dite «de défense de l'Etat» a été votée en janvier 1924, c'est-à-dire plusieurs mois avant le déplorable attentat de la Cathédrale de Sofia. Cette loi d'exception méconnaît les principes supérieurs du droit, notamment celui qui consacre la personnalité de la peine. Il est impossible qu'un pays vive en paix sous l'empire d'une telle loi, que la Ligue des Droits de l'Homme a justement qualifiée de monstrueuse.

3. Plusieurs centaines de prisonniers, hommes et femmes (800 environ) sont encore incarcérés en Bulgarie. Plusieurs milliers d'émigrés politiques (3000 environ) errent à l'étranger. Cette situation, qui a suscité un mouvement populaire en Bulgarie, a ému aussi tous les hommes de coeur à l'étranger.

C'est pourquoi l'amnistie réclamée en Bulgarie est appuyée par l'opinion universelle.

4. La situation, malheureusement, ne s'améliore pas; la pacification ne s'effectue pas, parce que le régime d'exception auquel la «loi monstrueuse» sert de base, dure toujours.

Nous ne citerons qu'un fait qui nous intéresse directement comme avocats:

Notre confrère, M. D. Athanassoff, président du Conseil des Avocats de Roussé, âgé de 65 ans, vient de recevoir, des «facteurs irresponsables» l'ordre de donner sa démission de président, et de cesser sa propagande parmi les ouvriers, sous peine d'assassinat immédiat. M. D. Athanassoff, arrêté et maltraité, il y a un an, a bénéficié alors d'une intervention de l'Union des Avocats bulgares, dans leur journal «Advokatski Pregled».

Messieurs et honorés confrères,

En vous rappelant ces faits, et particulièrement, à titre symbolique, le dernier, nous avons voulu vous montrer que nous ne nous fondons que sur des réalités indiscutables.

Vous avez défendu votre confrère, l'honorable bâtonnier de Roussé. Nous ne doutons pas que votre générosité et votre solidarité confraternelle ne vous dictent une nouvelle intervention en sa faveur.

Mais c'est l'ensemble de la nation bulgare qu'il faut défendre et sauver de l'arbitraire.

M. Kostourkoff, ancien député radical bulgare, a dit: «En Bulgarie, nul n'est sûr de sa vie ni de ses biens». Situation terrible, qui, pour le salut du peuple bulgare, doit prendre fin, grâce au retour à la loi égale pour tous et aux libertés élémentaires.

Nous avons pensé que pour ramener la Bulgarie dans la voie normale, les hommes du Droit, les avocats, avaient, plus que d'autres, un effort à poursuivre. C'est pourquoi, uniquement mus par notre sympathie pour le peuple bulgare, nous nous sommes adressés à vous dans un sentiment confraternel et amical.

Nous avons eu la tristesse de constater que, dans certaine presse de Bulgarie, notre initiative a été défigurée au

point que le journal officieux «Zora» l'a qualifiée «d'ignominie communiste».

Les signataires de notre adresse — auxquels sont venus s'ajouter les confrères dont vous trouverez les noms plus bas — appartiennent aux partis les plus divers. Certains mêmes sont connus pour leurs idées complètement hostiles au communisme. Mais les uns et les autres déplorent les souffrances prolongées de votre peuple, et souhaitent l'amnistie; les uns et les autres connaissent la loi de défense de l'Etat, et, comme juristes, souffrent que les dispositions inadmissibles qu'elle contient soient inscrites dans un Code.

Nous vous prions donc très instamment, Messieurs et honorés confrères, d'être nos interprètes auprès de ceux que des appréciations si tendancieuses auraient pu tromper, et de les assurer que notre unique souci est, en dehors de toute considération politique, de servir la cause du peuple bulgare, si digne d'estime, en nous adressant à vous comme au corps le plus qualifié pour nous entendre et pour apprécier notre démarche.

Croyez, Messieurs et honorés confrères, à l'assurance de notre haute considération.

Pour les signataires de l'adresse des avocats français à Messieurs les membres de l'Union des avocats bulgares:

M. Willard

Signatures reçues depuis l'expédition de l'adresse:

André Lejeune, Maurice Picard, M. Bequerel, Marc Nez, A. Cima, Maurice Hirschowitz, L. Lagasse, Fernand Izouard, Fred Guillet, Gabriel Delattre, Hanriot, Stefany, Campinchi, Robert Dollmann, Jules Bénard, E. Milhaud, Chataignier, Roger Joisson, Lantzenberg, Leona Bernheim, Georges Pignet, Jacques Abou, Georges Maurange, Guiboud-Ribaud, Rozelaar, Gerard Rosenthal, Gaston Charlet, Jean Georges, Antoine Nicolai, Louis Perrin, Marcel Rogier, Mlle Simone Weiler, Letrange, Pitard, Remy Sicard, Pellefigue, Minjoz, Vacher, Crapelet.

Les „aveux“ que la police bulgare obtient

Un commerçant d'oeufs, Dimitr Markoff, avait été assassiné à Sofia. La police, après quelques jours, et malgré leurs vives protestations de leur innocence, arrêta trois ouvriers et les «questionna» tant et si bien que les malheureux «avouèrent» tout ce que l'on voulait d'eux; ils répétèrent même leurs «aveux» devant le juge d'instruction. Lors du procès, cependant, ils déclarèrent avoir été forcés à ces aveux par la police, par des tortures inouïes, rétractèrent toutes leurs déclarations faites précédemment et proclamèrent avec véhémence leur innocence. N'ayant absolument aucune preuve à leur charge, force fut au tribunal de les acquitter. Mais, le procureur fit appel. La Cour d'Appel considéra les «aveux» premiers des accusés comme seules dignes de foi et leurs rétractations ultérieures comme mensongères, et les condamna à la peine de mort. La Cour Suprême confirma cette sentence.

Et voilà qu'au dernier moment, inopinément, un témoin se présente au procureur et affirme avoir vu lui-même quatre autres personnes, qui n'étaient pas du tout les accusés et qui ne les connaissaient même pas, conduire dans une charrette le cadavre de Dimitr Markoff et le déposer en le lieu où il fut ultérieurement découvert.

A la suite de ce fait, une enquête fut ouverte contre le juge d'instruction qui avait recueilli les «aveux» des trois accusés.

Dinou Barbouloff, du village de Koulé-Mahla (distr. de Lom) avait été arrêté par la police sous l'accusation d'avoir tué son fils Floro qui, depuis un an, avait quitté la maison paternelle et dont on n'avait plus de nouvelles. Le commissaire de police Nicolas Kamenoff commença l'interrogatoire de Barbouloff. Il mena cet interrogatoire avec les «moyens spéciaux», si bien que Barbouloff, qui était lui-même au début terriblement anxieux de la disparition de son fils et qui l'avait cherché partout, finit par «avouer» avoir lui-

même tué son propre fils, et signa même la déclaration suivante: «Mon fils Floro était endormi, couché sur son flanc gauche. Je lui ai donné un violent coup de poing à la tempe droite, et mon fils en mourut. Nul ne vit mon crime. J'ai enveloppé alors le cadavre de mon fils dans une toile et l'ai transporté dans un vallon. Puis je l'ai jeté dans le Danube.» Barbouloff signa ensuite cette déclaration, et comme témoins de cet aveux signèrent aussi: D. Todoroff, agent de police; Ts. Konoff; S. Balatcheff; B. N. Dekoff, maire; et B. Oproff; tous du village de Koulé-Mahla.

Devant le juge d'instruction, le malheureux père rétracta ses «aveux» en disant qu'il avait été forcé par le commissaire de police à faire la déclaration en question, sous de terribles coups, et que ce n'est qu'après avoir été battu cruellement qu'il avait fait ces «aveux» devant les témoins. Malgré ses protestations de son innocence, Barbouloff fut cependant maintenu en prison.

La procédure suivait son cours, et Barbouloff allait être traduit devant la Cour, lorsque, un beau jour, le jeune Floro, l'assassiné, se présente au procureur Peter Ivanoff: il déclare avoir quitté la maison paternelle à la suite de discussions avec sa belle-mère (son père était marié pour la seconde fois), mais ayant appris que son père avait été arrêté et qu'il allait être jugé pour l'avoir assassiné, il était immédiatement venu pour prouver par sa présence même l'innocence de son père.

Barbouloff fut, là-dessus, immédiatement remis en liberté.

On frémit en songeant aux moyens de torture que la police de M. Liapcheff emploie et qui sont tellement barbares et féroces que, sous cette «question» inquisitionnelle, des personnes n'ayant pas perpétré le crime à elles imputé, s'accusent, avec force détails, d'avoir commis le crime; que même un père s'accuse d'avoir tué son propre fils, et fournit à ce sujet des détails minutieux!

*Propagez la Fédération Balkanique!
L'organe des peuples opprimés des Balkans!*

DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER NATIONALEN MINDERHEITEN UND UNTERDRÜCKTEN VÖLKER DES BALKANS
ERSCHEINEND IN ALLEN BALKANSPRACHEN

UNSERE ENQUETE

BEI DEN POLITISCHEN UND LITERARISCHEN PERSÖNLICHKEITEN EUROPAS
ÜBER

DIE BALKAN-FÖDERATION

Otto Nuschke

Otto Nuschke wurde am 23. Februar 1883 in Froburg (Sachsen) geboren. Akademie der graphischen Künste — Universität in Marburg. 1902 Redakteur der „Hessischen Landeszeitung“. 1903 Chefredakteur am genannten Blatte. 1910 Parlamentsredakteur am „Berliner Tagblatt“. Seit 1915 Chefredakteur der „Berliner Volkszeitung“. Mitglied des preussischen Landtages. Verfasser mehrerer Broschüren. Mitbegründer und Vorstandsmitglied der Deutschen Demokratischen Partei.

Otto Nuschke ist einer der bedeutendsten politischen Schriftsteller und Journalisten Deutschlands.

Trotz der ungeheuren technischen Fortschritte und der Ueberwältigung der Materie durch den Menschen sind wir in geistiger und politischer Hinsicht nur wenig über frühere Epochen der Weltgeschichte hinausgewachsen. Höchstens die Formen, in denen Menschen unterdrückt werden, haben sich gewandelt. Einst galt der terroristische Grundsatz cuius regio, eius religio. Heute werden die Menschen nicht mehr zwangsweise zu einer anderen Religion gedrängt, aber anstatt der absoluten Könige zu einem andern Glauben versuchen Diktatoren, die oft genug die demokratische Firma mißbrauchen, unter Gewalt Menschen zu denationalisieren. Heute heißt es: cuius regio, eius natio! Die Nationalitätenfrage ist durch die Friedensverträge weder auf dem Balkan noch anderwärts gerecht gelöst worden. Eine gerechte Lösung vermag allein eine völlig unbeeinflusste und durch den Völkerbund mit seinen militärischen und moralischen Machtmitteln geschützte Volksabstimmung zu bringen. Das Selbstbestimmungsrecht der Völker ist wirklich ein Evangelium, und es ist eine der größten Menschheitstragödien, daß sein Verkünder, Mr. Wilson, zwar die richtige Erkenntnis besaß, daß aber der harte Tatwillen bei anderen Staatsmännern vorhanden war, die nur Lippenbekenner seiner Ideen waren.

So geht in Wahrheit der Krieg weiter, entfesselter, entmenschter denn je.

Die bisherigen Regierungen auf dem Balkan haben sich als völlig unfähig erwiesen, den ihnen staatlich zugehörigen nationalen Minderheiten auch nur die Rechte zuzugestehen, die der Völkerbund ihnen sichert. Aber auch der Völkerbund hat hier bisher versagt. Es ist notwendig, sein Gewissen gerade hier aufzurütteln, zumal ja dieser schreckliche Krieg gegen die unterdrückten Völker die Gefahren eines neuen Weltbrandes in sich trägt. Früher oder später muß der Völkerbund doch einmal an die Regelung der territorialen Unhaltbarkeiten der Friedensverträge herangehen. Er würde wirklich zur größten moralischen Macht der Welt, wenn er den Mut fände, in allen Grenzgebieten eine Volksbefragung bei völlig freier und gesicherter Abstimmung durchzuführen. Dabei ist zu berücksichtigen, daß gleichviel wie der Ausgang der Abstimmung sein wird, allen nationalen Minderheiten das volle Recht auf kulturelle Autonomie zustehen muß. Muttersprache, Schule, staatsbürgerliche Gleichberechtigung, das müßte allen Angehörigen eines Landes als unveräußerliches Menschenrecht durch die Gesellschaft der Nationen verbürgt werden. Geschieht das, dann ist die Frage von sekundärer Bedeutung, ob diese Menschenrechte von einer Staatenföderation oder einem einzelnen Staate respektiert werden. Eine Balkanföderation könnte natürlich ein wichtiges Zwischenglied zu den Vereinigten Staaten von Europa werden. Aber besteht nicht die Befürchtung, daß die Balkanvölker wechselseitig den Verdacht aussprechen, daß der andere die Hegemonie erstrebe? Solche Bedenken würden wegfallen, wenn der

Balkan und die Balkanvölker gleichberechtigte Glieder einer Europäischen Staatenvereinigung wären. Diese müßte selbstverständlich alle europäischen Staaten umfassen, besonders auch die Einbeziehung von England und Rußland, zum Ziele haben. Sie wird stets den großen und den kleinen Nationen weiten Spielraum in ihrem kulturellen Eigenleben gewähren müssen, aber wenn sie Europa nur zur wirtschaftlichen Einheit und seine Völker zur nationalen Freiheit und Gleichberechtigung bringen würde, so läge darin ein Menschheitsfortschritt, der den großen technischen Errungenschaften unseres Zeitalters würdig zur Seite treten könnte.

Otto Nuschke

Theodor Liebkecht

Dr. Theodor Liebkecht wurde am 19. April 1870 in Leipzig geboren. Sohn des berühmten Revolutionärs Wilhelm Liebkecht und Bruder des Karl Liebkecht. Besuchte die juristische Fakultät in Leipzig, Freiburg i. Br. und Berlin. Advokat. Gewesenes Mitglied des preussischen Landtages. Führer der Unabhängigen Sozialdemokraten.

Durch die »Friedens«-Verträge wurde auf dem Balkan keineswegs der Friede gesichert; es wurde vielmehr ein dauernder Kriegszustand geschaffen.

Drei Staaten der Balkanhalbinsel teilten unter sich jenen Teil der europäischen Türkei, welcher am meisten bestimmt war, eine unabhängige politische Einheit zu bilden: Mazedonien. Teils um ihre neue Herrschaft zu befestigen, teils um ihre eigenen Teile zu vergrößern, lassen sich diese drei Staaten zu Handlungen herbei, die den Frieden auf dem Balkan, somit den Frieden Europas, schweren Gefahren aussetzt.

Nach langen, blutigen Kämpfen, um sich aus dem Joche der türkischen Sultane zu befreien, befindet sich Mazedonien nun unter dreifachem Joche, und die drei herrschenden Staaten lassen es systematisch verbluten, ein jeder Staat für die Ziele seiner Politik der Assimilation, der Ausbeutung, des Imperialismus.

Die jetzigen ausbeuterischen und imperialistischen Regierenden auf dem Balkan erzeugen auf diese Weise künstlich Haß und Fehde unter den verschiedenen Balkanvölkern.

Die serbischen und griechischen Machthaber terrorisieren die Mazedonier bulgarischer Rasse, um sie zu assimilieren; die bulgarischen Regierenden predigen durch alle möglichen indirekten Mittel Haß gegen die Serben und Griechen, welche Teile Mazedoniens, die »Bulgarien hätten zugesprochen werden müssen«, geraubt hätten. So besteht ein dauernder Feindschaftszustand zwischen Serbien, Bulgarien und Griechenland, und Mazedonien wird dadurch zu einem ewig blutenden Schauplatz.

Andernteils unterdrücken die an der Macht sitzenden Cliquen politisch ihre eigenen Bevölkerungen, ihre eigenen arbeitenden Massen, um sie in zügelloser Weise wirtschaftlich ausbeuten zu können. In allen Balkanstaaten wütet das schändliche Gesetz zum sogenannten »Schutze des Staates« und erstickt jede kleinste Regung der arbeitenden Massen, ihre ihnen durch die verschiedenen Verfassungen auf dem Papier gesicherten Rechte, zu fordern. Selbstverständlich sind die Herrscherhäuser am Balkan in erster Linie daran interessiert, die Volksmassen in Unterdrückung zu belassen. Sie verwenden hierzu alle Mittel.

Um dem Balkan Frieden zu bringen und den immerwährenden Unruhen, welche nicht nur den Balkanfrieden, sondern auch den Frieden Europas direkt bedrohen, ein Ende zu machen, müßte man die nationalen Fragen, sowie die

sozialen Fragen lösen. Die nationalen Fragen, indem man den verschiedenen Balkanvölkern, in erster Linie den Mazedoniern, deren Land, man muß dies wiederholen, infolge seiner geographischen Lage selbst dazu bestimmt ist, eine autonome politische Einheit zu bilden, weiteste Autonomie gewährt; die sozialen Fragen, indem man den Bevölkerungen alle politischen Rechte sichert, mittels welcher sie der Unterdrückung und Ausbeutung durch die Dynastien und gegenwärtig an der Macht befindlichen kapitalistischen Cliquen ein Ende bereiten können.

Die Mannigfaltigkeit der den Balkan bevölkernden Nationalitäten erheischt überdies im Augenblicke der Er-

reichung ihrer Autonomien ihre Vereinigung, ihren Bund, um nicht isoliert ein Ausbeutungsobjekt der europäischen, kapitalistischen und imperialistischen Mächte zu werden. Andernteils wäre dieses Bündnis, diese Union für die verschiedenen Balkanvölker, deren Interessen durch ihre gegebene geographische Lage so gleich sind, eine wirtschaftliche Notwendigkeit.

Von diesem zweifachen Gesichtspunkte aus ergibt sich das Bündnis, der Bund der autonomen Balkanvölker in einer Föderativen Balkanrepublik, zum Wohle der Balkanvölker, für den Balkanfrieden, für den Frieden Europas.

Dr. Theodor Liebknecht

Der „Pazifismus“ des Herrn Marinkovitsch

Auf dem Balkan droht Kriegsgefahr. Sie kann durch keine Parole, ob sie nach Herrn Marinkovitsch »Der Balkan den Balkanvölkern« oder nach Raditsch »Donauländisches oder Balkan-Lokarno« sei, ausgeschaltet werden. Unter der Parole »Der Balkan den Balkanvölkern«, wie sie vom gegenwärtigen Außenminister Marinkovitsch gedacht wird, ist sie tatsächlich ein Palliativmittel, um den wahren Sinn des großserbischen Imperialismus auf dem Balkan zu decken.

Die Belgrader Machthaber lassen, ihrer Lage bewußt, durch den Mund des Demokraten Marinkovitsch auf dem Kongreß der Demokratischen Partei in die Öffentlichkeit Nachrichten gelangen, daß sie die größten Vorkämpfer des Friedens auf dem Balkan seien. Die Politik Belgrads richtet sich einzig darauf, den Nachkriegs-status-quo auf dem Balkan zu sichern, dem augenscheinlich Gefahr droht. Allen die sich mit der Konzeption der Belgrader Machthaber nicht eingestehen, droht stete Gefahr, »unter fremde Herrschaft« zu fallen. Wie »naiv« dieser Herr Marinkovitsch ist! Als wären die heutigen Regierungen auf dem Balkan (darunter auch jene, an deren Spitze Marinkovitsch steht) völlig frei von der Herrschaft des Imperialismus der Großmächte.

So einem süßlichen Pazifismus Briand'scher Art glaubt niemand, nicht einmal der Redner Marinkovitsch selbst. Und nun folgt ein sehr bedeutungsvoller Satz des Chefs der Außenpolitik des Königreiches S. H. S. »Wenn es die übrigen slavischen Völker, wie vor einigen Jahrhunderten, uns überlassen, selbst die Unabhängigkeit des Balkans zu verteidigen, und es uns gelingt, dieselbe zu verteidigen, würde es dann tatsächlich nicht zu unserer Hegemonie kommen?« Ein anderer Gedanke von derselben Tribüne, von demselben Redner: »Ich sage jenen (dem mazedonischen Komitee — D. J.) dort, daß die Zeit vorbei ist, wo man mit Revolvern und Dolchen politische Fragen auf die Tagesordnung stellte. Ich behaupte, daß solange diese Verbrechen fortgesetzt werden, kein Staat besteht, der diese Frage (die mazedonische Frage — D. J.) erwägen oder darüber sprechen wird. Sollte dies gemacht werden, dann ist es vorbei mit der gegenwärtigen Ordnung, dann werden auf's Neue die Bestrebungen und Aspirationen für das große Forum der Gerechtigkeit (sic!) nicht vor einem großen Forum der Gerechtigkeit und des Rechtes, sondern mit Revolvern und Dolchen am Anfang, am Ende mit Maschinengewehren und Kanonen ausgetragen werden.« (Politika vom 15. I. 1928). Auf demselben Kongreß erklärte der Führer der Demokratischen Partei Davidovitsch, daß Mazedonien weder mit Kompagnien und Bataillonen noch mit Regimentern, Divisionen und Armeen erobert werden kann... »damit sie (Mazedonien) wirklich erobert werden, müssen unten 100.000 Kappen liegen bleiben«. Auf so einen »Pazifismus« werden sich niemals die übrigen Balkanregierungen einigen und das Resultat einer solchen Lösung der Balkanprobleme sind die Abschlüsse der Militär-Geheimverträge zwischen Italien und Bulgarien, Griechenland und Italien. Es ist nicht

ausgeschlossen, daß der längere Aufenthalt des rumänischen Außenministers Titulesco in Rom neue Ueberraschungen auf dem Balkan bringen wird.

Auf die Linie des »Pazifismus« der großserbischen Machthaber gehört auch die letzte Waffenschmuggelaffäre von St. Gotthard in Ungarn. Der intensive Ausbau der Eisenbahn in Mazedonien gegenüber der bulgarischen und albanischen Grenze, der Ausbau der Bocche von Cattaro in eine erstklassige maritime Kriegsbasis, der Ankauf mehrerer modernster U-Boote seitens Jugoslawiens, die Entwicklung der einheimischen Militärflugschiffahrt und der intensive Aufbau der notwendigen Fabriken von Rakovitsa, Kraljevo, Semun, Novi-Sad und Belgrad, die Erweiterung der Munitionsfabrik in Kragujevatz, die Militarisation Mazedoniens, die Schaffung einer starken italienischen Kriegshydravionstation auf der Insel Lastovo usw. Alle diese Maßnahmen weisen den Kurs der »Pazifizierung« des Balkans, beleuchten die Eroberungsbestrebungen der serbischen Hegemonie und die Interessengegensätze der Balkanregierungen und der an dem Balkan interessierten Großmächte. Aber nicht nur dies allein; die fieberhafte Bewaffnung Jugoslawiens, die offenen und geheimen Verträge zwischen Jugoslawien und Frankreich, Italien und Albanien, Griechenland, Bulgarien und Ungarn, zeigen das Merkmal zweier imperialistischer Fronten auf dem Balkan: Italien und seine Verbündete; Marinkovitsch und Briand. Sie müssen zusammenstoßen, weil die beiderseitigen Gegensätze von derartiger Tragweite sind, daß sie schwer auf dem Wege verschiedenartiger Konferenzen gelöst werden können. Das liegt im übrigen im Wesen der imperialistischen Eroberungspolitik und trotzdem ruft Herr Marinkovitsch in seiner Rede auf dem Kongreß: »wir sind nicht isoliert, unser Staat hat in diesem Augenblicke die Mehrheit des Volkes (!) an seiner Seite.« Welches »Volk« denkt Herr Marinkovitsch hinter sich zu haben? Jedenfalls nur Großkapitalisten und höhere Militärkreise, aber keineswegs die entrechteten Arbeiter und ausgeraubten Massen und Nationalitäten des Landes. Das Volk sind eben diese werktätigen Massen, die aufmerksam den blutigen Reigen verfolgen, der ihnen vorbereitet wird, denn sie haben Augen um zu sehen, was man mit ihnen tut und was um sie geschieht.

Alle diese werktätigen Massen aller Nationen Jugoslawiens wie auch des übrigen Balkans, sind in der Lage, den Frieden auf dem Balkan im Sinne der Parole »Der Balkan den Balkanvölkern« zu sichern und zwar, indem sie im Augenblicke der Erklärung eines neuen imperialistischen Krieges, begeistert durch die Idee der Föderation der Arbeiter- und Bauernrepubliken, mit vollem Selbstbewußtsein den imperialistischen Krieg in ihren eigenen Sieg, in einen Befreiungskrieg umwandeln!

Im Siege der Arbeiter und Bauern des Balkans über ihre einheimischen Unterdrücker liegt der Schlüssel zur Lösung des Balkanproblems!

Dimitri Jovanovitsch

Die wirtschaftliche Lage in Jugoslawien: Das Wirtschaften des Regimes

I.

Das abgelaufene Jahr 1927 bedeutete für Jugoslawien einen Schritt näher auf dem Wege zum allgemeinen Staatskrach und Zerfall, bis es, neun volle Jahre seit der Gründung Jugoslawiens, politisch ein vollkommenes Chaos darstellt. Im Inneren zerfressen durch die ungelöste Agrarfrage und andere Probleme, von außen bedroht durch die durch

den Krieg unzufriedenen Nachbarn, ist es wirtschaftlich durch die unrationelle und planlose Produktion und der Stagnation im Wirtschaftsleben, gänzlich verwüstet.

Von dem Augenblicke an, wo in Jugoslawien die Wirtschaftskrise ihren Ausgangspunkt nahm, bedeutete dies für Jugoslawien zugleich das Untergraben des Fundamentes, auf welchem sich das ganze Staatsgebäude befindet. Dies ist

ganz natürlich, wenn man in Betracht zieht, daß Jugoslawien ein Land agrarischer Kultur mit 85% bäuerlicher Bevölkerung ist, die mit einem ebensolchen Prozentsatz an dem Wirtschaftsertrag teilnimmt.

Die vorjährige Ernte war weit unter mittelmäßig, in gewissen Provinzen absolut schlecht. Auf Grund der Nachrichten des Zagreber »Jugoslovenski Lloyd« stellt sich der Getreideertrag wie folgt: Weizen 16,50, Roggen 1,50, Hafer 3,03, Mais 19,50, Kartoffel 8,28, Zuckerrüben 4,98 Millionen Quintal. Dabei schließt man, daß der Ausführüberschuß bei Weizen 1,20, bei Mais 2 Millionen Quintal ausmachen wird.

Eine ähnliche Berechnung machte auch der 5. Kongreß der Wirtschaftler Jugoslawiens (September 1927), wobei die gesamte Ausfuhr auf 6.750 Millionen Dinar eingeschätzt wurde, wovon 75% auf landwirtschaftliche Produkte und Industriepflanzen fallen — das würde 1,5 Milliarden weniger als 1926—27 oder 3 Milliarden weniger als im Jahre 1925—26 bedeuten. Da die Handelsbilanz für 1926—27 bei aller Beschränkung der Ausfuhr kein Aktivum vorwies, kann mit Sicherheit gerechnet werden, daß das Jahr 1927—28 in der Bilanz des Außenhandels ein Defizit von mindestens 1½ Milliarden Dinar bringen wird.

Wir bemerken hiezu, daß die Einschätzung der Ausfuhr durch den Kongreß der Wirtschaftler, als auch durch den Zagreber »Lloyd« sehr unreal und willkürlich ist. Die Ausfuhr der Zerealien wurde überschätzt. Da bei der Kalkulation derselben nur der Ueberschuß der Produktion der reichen Provinzen in Betracht gezogen wurde, ohne, oder nur teilweise der passiven Gebiete (Dalmatien, Herzegovina, Lika, Montenegro, welche man während sechs Monate ernähren muß) Rechnung zu tragen — wenn darauf überhaupt die Wirtschaftler gedacht haben, — muß ohne Zweifel eine Erhöhung des Defizits sowohl im Staatsbudget als auch in der Zahlungsbilanz erwartet werden. Nach den Angaben der Generaldirektion der Steuer entwickelte sich das Passivum im Jahre 1927 nach folgender Skala:

Jänner	Passiv für	62,5	Millionen Dinar
Feber	„	65,8	„
März	„	11,2	„
April	„	129,6	„
Mai	„	58,2	„
Juni	„	64,9	„
Juli	„	52,5	„

Mit dem Augustmonate erreichte bereits das Defizit der Handelsbilanz eine halbe Milliarde Dinar, was keineswegs hoffen läßt, daß das kommende Geschäftsjahr 1927—28 bessere Aussichten stellt. Es besteht heute für die Machthaber Jugoslawiens nicht einmal die Frage, die Ausfuhr für die Ernährung der hungernden Bevölkerung Dalmatiens, der Herzegovina und Montenegros zu beschränken oder aber die Ausfuhr zu forcieren, um jene Höhe zu erreichen, wie sie die interessierten Ausfuhrwirtschaftskreise und ihre Wirtschaftsorgane zum Zwecke ihrer Gewinne, der Zahlungsbilanz und des Valutawertes vorgesehen haben. Die Verstärkung der Gendarmerie in den Hungergebieten und die offene Tür den Spekulanten, die Nahrung auszuführen zur Realisierung ihrer Profite, Das war und wird die Antwort der Regierung Karageorgewitsch sein, die sich in dem Maße, als sie die Massen rücksichtslos unterdrückt, eingewurzelt hat.

Von der Industrie kann man, obwohl sie die allergrößten Begünstigungen seitens der Regierung besitzt, (Steuern, Schutzzölle, billige Kredite und Tarife) nicht behaupten, daß sie Fortschritte macht, wie man es von dem investierten Kapital in der Industrie erwarten sollte. Mehrere Industriezweige (insbesondere die Mühlen, Holz- und teilweise auch der Bergbau) befinden sich in einer schweren Lage. Die Depression in diesen Industrien wird durch Mangel an Kapital und der Lage auf dem Weltmarkt erklärt. Daß gerade die Mühlen- und die Holzindustrie (Bauholz ist eines der stärksten Ausfuhrartikel Jugoslawiens, die Ausfuhr desselben und dazu etwas Erze wurden auf dem Kongress der Wirtschaftler auf 1,6 Milliarden Dinar geschätzt) betroffen werden, muß die Ursachen in dem Erscheinen der Sowjetunion auf dem Weltmarkt mit den Artikeln dieser Industrie haben. Wir können die Wirtschaftler Jugoslawiens nicht als »bolschewistische« Propagandisten erklären, wie es durch ihren politischen Börsenleader W. Marinkovitsch zum Ausdruck kommt. Dazu sind andere Argumente notwendig — wenn man um keinen Preis gegenseitige Verständigung (politische und kommerzielle) wünscht und eine Lösung der Konkurrenz- und Marktfragen, Gründe, aus welchen in Jugoslawien die Mühlen-, Holz- und andere Industrien und Gewerbe zugrundegehen.

Günstig abgeschlossene Bilanzen kommen bei Industrieunternehmungen nur in Zweigen vor, die eng mit der Kriegsindustrie (Metall, Textil, Chemie, Flugzeuge und

Werften) verbunden sind. Bei diesen stellt sich der Staat als Mitteilhaber oder Subventionist, die Staatsbank als billiger Kreditor dar. (Den Privatschiffahrtsgesellschaften und Werften gab der Staat im Jahre 1926 Subventionen in der Höhe von über 35 Millionen Dinar. Bei anderen, insbesondere der Flugzeugindustrie, wurde noch vielmehr ausgegeben.)

Die schwache Kaufkraft und die allgemeine Verarmung der breiten Volksmassen üben die stärkste Wirkung auf Handel und Gewerbe aus. Die zahlreichsten Konsumenten, die Bauern und Arbeiter, sind nicht in der Lage beim Kaufmann oder Gewerbetreibenden einzukehren, deshalb die Stagnation im Handel, die Erstarrung im Gewerbe. Zur richtigen Beurteilung genügt es auf die Konkurse, die zu 90% den kleinen Kaufmann und Gewerbetreibenden treffen, hinzuweisen. Das Jahr 1927 wies über 1.100 Konkurse aus, was gegenüber 1926 einen »Fortschritt« von ungefähr 20% darstellt. Daß das kommende Jahr den Rekord der Bankrotte schlagen wird, deutet die allgemeine Lage in Jugoslawien an, in welche sie durch die Wirrköpfe und den unersättlichen Appetit ihrer Machthaber und Militärs getrieben wird. Die Investitionen von Kapitalien sind außer in den Industrien, welche mit der Lieferung der Armee verbunden sind, sehr klein. Insofern es doch geschieht, haben diese Investitionen keine dauernden Bestrebungen; sie geschehen nur unter dem Standpunkt der augenblicklichen Marktlage und der weiten Konzessionen, die der Staat in dieser Hinsicht erteilt. (Ausbeutung der Wälder in Bosnien.) Der Mangel an einheimischen Kapitalien beginnt innerhalb der Wirtschaftler Jugoslawiens Besorgnisse hervorzurufen. In dem Bewußtsein, daß sie für größere Arbeiten völlig impotent sind und daß man in den Bankrott stürzt, wenn keine neuen Arbeitsbedingungen gefunden werden, waren die einheimischen Wirtschaftler-Kapitalisten zu den größten Konzessionen, ohne Beschränkungen und Bedingungen bereit, indem sie die ausländischen Finanzkreise anflehten, diesen Krach abzuwenden. In der Zwischenzeit, wo politisch die Sicherheit gefordert wird, schreit die Wirtschaft nach Anleihen, Krediten und neuen kapitalistischen Kräften für Investitionen, welche den Organismus eines Bankrotten beleben sollen.

Es ist klar, daß das fremde Kapital bereit ist, sich auf der Balkanhalbinsel zu placieren. Es fordert aber dafür außergewöhnlich günstige Bedingungen, sucht Garantien und Kontrolle, Kredite usw. Es fordert die Macht!

Mit dem Standpunkt der maßgebenden Kreise Jugoslawiens, daß man dem ausländischen Kapital freien Eintritt gewähren müsse, begann auch die Erteilung von Konzessionen in verschiedenen Formen und Gebieten an Finanzinstitutionen und Industrien in erster Linie. Die Politik, die in diesem Sektor von W. Marinkovitsch, dem Außenminister und Präsidenten der Belgrader Börse, inaugurirt wurde, besteht darin, daß man wie bisher besonders in der Kriegsindustrie das französische Kapital favorisiert, auf allen anderen Gebieten des Territoriums aber freies Wettrennen der imperialistischen Interessenten zuläßt. Auf diese Art und Weise beginnt man die Weltfinanzleute zu ködern. Jugoslawien wird tagtäglich zu einer Bühne lebhafter Spiele der imperialistischen Bestrebungen, Kreuzungen und Netze, und somit auch diplomatischer Intrigen. Es ist eine Frage, die nicht von Belgrad, sondern von Paris und der Macht der französischen Imperialisten abhängt, ob für Frankreich ein Platz reserviert wird, ein Platz zum Ziele der Befähigung, daß Jugoslawien den durch den Weltkrieg geschaffenen status quo behalten können wird. Hiezu ist zu bemerken, daß nur in den letzten zwei bis drei Monaten folgendes Eindringen fremden Kapitals erfolgte:

a) Das Handels- und Industrieministerium genehmigte die Gründung der »Adria Forst A. G. zur Ausbeutung der Wälder in Dubrovnik«. Es ist dies englisches Kapital, wie bei der Kroatischen Eskomptebank, die eine ganz gewöhnliche Filiale der Anglo-International Bank Ltd. geworden ist.

b) Ende November besuchte der amerikanische Finanzmann Caedmann Jugoslawien, bei welcher Gelegenheit eine Gesellschaft zur Baryumoxydgewinnung in Dalmatien und Montenegro gegründet wurde.

c) Das Handels- und Industrieministerium genehmigte am 29. Dezember 1927 die Gründung der »Allgemeinen Jugoslawischen Bankgesellschaft A. G. in Belgrad« mit einem Anfangskapital von 100 Millionen Dinar (vorgesehen wurden 400 Millionen). Neben dem Wiener Bank-Verein (hinter welchem Engländer stehen) haben die Hauptbeteiligung in diesem Wiener Kreditinstitut belgisches und schweizerisches Kapital: die Banque Belge pour l'Étranger und die Banque Commerciale de Bâles. Der vergangene Ministerpräsident Theunis ist nur einer der Hauptaktionäre. In den letzten Tagen, während der Abfassung dieses Artikels, hielt sich der Chef des Rotschildhauses in Jugoslawien

mit der Absicht auf, Forstkonzessionen in Bosnien zu erwerben und andere Transaktionen durchzuführen.

d) In kürzester Zeit soll die Cunard Line in Split eine Filiale zum Zwecke der Herstellung einer ständigen Linie für ihre Schiffe herstellen. In jugoslawischen Wirtschaftskreisen ist dies angesichts der »feindlichen« italienischen Schifffahrt günstig aufgenommen worden.

e) Der »Berliner Börsenkurier« gibt in der Polemik mit dem »Evening Standard« zu, daß beschlossen wurde, daß deutsches Kapital eine große Kunstseidenfabrik in Jugoslawien errichten wolle.

f) Nach Informationen der Belgrader »Pravda« soll in Belgrad eine große deutsch-jugoslawische Bank, mit einem Anfangskapital von 100 Millionen gegründet werden.

g) Ende Dezember besuchte Viktor E. Freemann aus London, welcher an der jugoslawischen Forstindustrie stark interessiert ist, Jugoslawien mit der Absicht, seine Teilnahme noch weiter zu vergrößern.

h) Die Marinoseksi-Fischerei in Pagratz, deren Flächenumfang 2000 Katastralmorgen umfaßt, wurde dieser Tage von einem englisch-ungarischem Bankkonsortium abgekauft.

(Fortsetzung folgt.)

M. Stefanovitch

Unter der Folter!

Der Prozeß gegen Anhänger des Arbeiter- und Bauernblocks in Belgrad ist ein Kulturbild des jugoslawischen Zwangstaates. Jugendliche Menschen werden gefangengenommen, junge Gewerkschaftsfunktionäre, welche den Widerstand des Proletariates gegen Arbeitslosigkeit und überlange Arbeitszeit organisieren wollen. »Hochverrat, bolschewistische Verschwörung« schreit die Regierungspresse, und Acimović und seine Henker gehen daran, die fehlenden Beweise durch die bewährten Methoden der Heiligen Inquisition zu erbringen. Ein Jugendlicher wird gefoltert, man schlägt ihn mit Drahtpeitschen, mit Sandsäcken, man preßt seine Hoden in Holzklammern, halb von Sinnen unterschreibt der Gemarterte, er weiß gar nicht, daß er sich und seine Freunde dem Verderben geweiht, er fühlt nur das Nachlassen des unerträglichen Schmerzes. Eigenhändig vollzieht Acimović die Folterungen. Er ist kein Großinquisitor, der unnahbar und kühl den Marterungen seiner Opfer beiwohnte, bis sie gestanden. Er ist ein Kind unserer demokratischen Periode. Er selbst leitet die Inquisition, er selbst kommt mit Gummiknütel und Sandsack in die Zellen. Er ist Richter und Henker in einer Person. Durch die schwach erhellten Straßen von Belgrad tönen die Schmerzensschreie aus der Glavniatscha. Rada Vujović wird verhaftet, Acimović »kennt seinen Aufenthalt nicht«; der Beschuldigte sei »geflüchtet«. Ein Zufall entdeckt die Kerkerzelle, den Aufenthalt des Todgeweihten. Nach einem viertägigen qualvollen Hunger- und Durststreik wird er dem ordentlichen Gerichte überstellt, sein Leben ist vorläufig gesichert.

Die Polizei hat noch nicht genug »Geständnisse« gesammelt. Jede Folterung führt zu neuen Verhaftungen. »Mißliebige« öffentliche Funktionäre, Gemeinderäte, Gewerkschafter werden verhaftet. Die traurigen Ritter der »Obznana« machen ganze Arbeit. Ein Verhafteter wird verhört. Das erstmal hat er mannhaft widerstanden. Die Folter rastet nicht. 13 Fragen werden dem im Voraus Verurteilten vorgelegt. Vor jeder Frage wird er mit Sandsäcken gepeitscht — auf die Rippen, auf das Rückgrad, auf das Glied. Das Opfer der Glavniatscha bricht zusammen. Der Gemarterte »gesteht«. Das Protokoll ist schon vorbereitet, er muß nur unterschreiben, man führt ihm die Hand — er wird weggetragen. Schon nach dem dritten Verhör konnte er nicht mehr gehen.

Der Prozeß beginnt. Montag, den 13. Februar wurden 25 Angeklagte vor Gericht gestellt. Die Angeklagten haben ihre Geständnisse widerrufen, haben nachgewiesen, daß sie nur die Protokolle unterzeichneten, die andere ohne ihr Dazutun verfaßt haben. Aber die »Geständnisse«, die phantasievollen Protokolle regsamer Polizeigehirne bilden die Grundlage der Anklage.

Ein zweiter Prozeß schließt sich an. Labud Kussovać wollte in seine Heimat zurückkehren. Er ist ein talentvoller Publizist und aufrichtiger Vertreter der föderalistischen Idee, ein Theoretiker der balkanischen Freiheitsbewegung. Mit seinen Aussagen vermochte die Polizei nichts anzufangen und so fälschte sie einfach das Protokoll. Sie ließ zwischen den Zeilen einen entsprechenden Zwischenraum, und als der Angeklagte nach langen Monaten seine Aussage wieder sah, entdeckte er, daß er sich dazu »bekannt« hatte »den König Alexander zu ermorden«, nur deshalb sei er zurückgekehrt. Die Fälschung ist nur allzu plump, aber

plumpe Fälschungen genügen zur Anklage in S.H.S. Der Prozeß der 25, der Prozeß gegen Kussovać und Vujović, die Anklage auf Grund erpreßter oder gefälschter Geständnisse charakterisieren das herrschende System weit stärker als die intensive Auslandspropaganda der Kleinen Entente. Während in den Wandelhallen der Skupschtina das Intrigenspiel um die formale Regierungsgewalt entbrennt, ist die faktische Verfassung unangetastet geblieben. Mag Vukicević noch einmal das Kabinett bilden, mag noch einmal Stepan Radić als »homo regius« die empörten Gemüter der »Precanins« beschwichtigen, das System bleibt aufrecht, die Diktatur der Kamarilla. Die neuen Gebiete Jugoslawiens, die einst unerlösten Brüder aus Kroatien, Slowenien, aus den Hungergebieten der Herzegowina, Montenegros und Dalmatiens fühlen sich neuerlich versklavt und entrechtet. Im Zeichen des Selbstbestimmungsrechtes haben die Serbo-Kroaten Oesterreich-Ungarns den Kampf um ihre Befreiung geführt und haben gesiegt. Im Zeichen des Selbstbestimmungsrechtes pochen die rechtlosen Brüder aus den neuen Gebieten an die Pforten des gemeinsamen Vaterlandes. Man hört nicht die Stimme der »Precanins«, man hört nicht den Notschrei der Hungergebiete, man sieht nicht die Korruption der hegemonistischen Bürokratie, noch die Schamlosigkeit der politisierenden Haudegen der Kamarilla. Der offizielle Staat mit seiner amtlich beglaubigten Balkanmission, seiner amtlich punzierten völkischen Zivilisation, mit seinen Gefängnissen und feilen Gerichten ist angeklagt. Die Prozesse in Belgrad enthüllen den tatsächlichen Zustand des Königreiches S.H.S. Wie durch die nächtlichen Straßen in der Umgebung der Glavniatscha die Schmerzensschreie der Gemarterten tönen, so schallt durch den ganzen Balkan, der Verzweiflungsruf der unerlösten »Precanins«. Mag S.H.S. heute hinweisen auf seine prächtige Armee, seinen Verwaltungsapparat, seine halb stabilisierte Währung, Europa glaubt den optimistischen Versicherungen nicht und spärlich fließen die Kredite. Wenn die »Precanins« und die unterdrückten serbischen werktätigen Massen sich zusammenschließen, dann wird man gewahr werden, daß die Huldigung vor der hegemonistischen Vidovdan-Verfassung ebenso unwahr, erpreßt und gefälscht gewesen ist, wie die Anklageakte im Belgrader Prozesse — unter der Folter erzwungen.

M— kos

Rückblick über das faschistische Eindringen in Albanien

Seit der ersten Tat Ahmed Zogus, die ihn auf Seite Italiens brachte, sind nicht ganz zwei Jahre vergangen. Es war die Zeit, wo der verstorbene Mufid Bey Libohova, damals Finanzminister Ahmed Zogus und Instrument Italiens, von Mussolini das Versprechen einer 75-Millionen-Lire-Anleihe erhielt. Es sind nicht ganz zwei Jahre verflossen, daß Ahmed Zogu an Mussolini Annäherung fand, und diese nicht ganzen zwei Jahre haben genügt, um Albanien vollkommen den faschistischen Interessen zu unterwerfen, zu seiner vollständigen Vernichtung und zur tödlichen Gefahr für den ganzen Balkan.

Wie Hammerschläge sind in kürzester Zeit die einzelnen ökonomischen und politischen Verträge, die Albanien nach und nach zu einer Kolonie gemacht haben, erfolgt.

Wir von der »Balkanföderation« hatten dies schon damals vorausgesehen und darauf aufmerksam gemacht, daß Ahmed Zogu und seine Bey-Kaste Albanien an den faschistischen Karren anspannen würden.

Es wäre interessant, noch einmal die Gründe dieser Schwenkung Ahmed Zogus und der Bey-Kaste zu beleuchten und die einzelnen Phasen der Eindringung Italiens in Albanien chronologisch in Erinnerung zu rufen.

Zuerst kam die oben angedeutete Anleihe Italiens an Albanien, also anscheinend eine harmlose Sache. Vermittler und Unterschreiber dieser Anleihe konnte natürlich nur ein Feodale, ein Bey sein. Mufid Bey Libohova ist es gewesen.

Ahmed Zogu mußte diesen Schritt tun, um die Söldlinge zu zahlen, die ihn und seine Beys vor der Empörung des Volkes zu schützen hatten: ihn, um seine Herrschaft zu erhalten, seine Beys, um ihm seine dem Volke geraubten Gründe zu sichern.

Jugoslawien konnte ihm nicht mehr Geld geben, da es für den Einbruch Ahmed Zogus in Albanien und seine Festsetzung an der Macht genug Millionen vergeudet hatte.

Schon in den ersten Jahren der Herrschaft Ahmed Zogus aber hatten die Ausgaben für seine Söldlinge eine solche Summe erreicht, daß sie unmöglich, trotz der drückendsten Steuern, Zwangsanleihen, Zwangseinquartierungen, Kon-

tributionen und anderen Gewaltmaßnahmen, von dem albanischen Volke zu erzwingen war.

Die Einnahmen betragen im Budget der Regierung Fan Noli höchstens 14 Millionen Goldfranken, und diese wurden zum größten Teile durch Zölle und durch Steuern auf die Besitzerklasse gedeckt; die Ausgaben, bei einem strengen Ersparungssystem, betragen kaum 11 Millionen Goldfranken.

Nun überstieg aber, nach Angabe der Regierung selbst, das Budget Ahmed Zogus gleich im Anfang 24 Millionen Goldfranken. Die Einnahmen konnten aber bei dem wirtschaftlichen Elend der Bevölkerung nicht viel erhöht werden, um so weniger als die Großgrundbesitzerklasse der Beys in ihren geraubten Privilegien unangetastet gelassen und sogar ihre wirtschaftliche und politische Macht dazu benützt wurde, das Volk weiter auszurauben. Und schließlich, zum Schutze ihrer Unrechte warfen sich diese Nutznießer dem Faschismus in die Arme. Es ist klar, daß der degenerierten Bey-Klasse der Faschismus sowohl politisch als ideologisch am nächsten verwandt ist.

Tatsache ist es, daß schon bei der Anleiheunterschrift 50 Millionen Lire unter folgender Bedingung versprochen wurden. Dieser Betrag sollte italienischen Gesellschaften ausgezahlt werden, die von der albanischen Regierung den Auftrag bekommen würden, Straßen, Häfen usw. zu bauen. In Wirklichkeit sind die meisten schon eingegangenen Summen dieser Anleihe von Ahmed Zogu zur Zahlung seiner Söldlinge verwendet worden.

Um einen solchen Vertrag zu unterschreiben, bekamen Ahmed Zogu und Mufid Bey Libohova horrende Privatsummen. Es war ein Korruptionsskandal ersten Ranges, der aber von den Deputierten Ahmeds im Parlament unter schlagen wurde.

Kurz darauf kam die Errichtung der sogenannten Nationalbank, deren Statuten in Widerspruch mit der Souveränität des Landes stehen, da der Verwaltungsrat derselben, wo selbstverständlich die überwiegende Mehrheit die Italiener bilden, nicht dem Gesetze des albanischen Staates unterworfen ist. Sitz und Goldkapital derselben sind auch in Rom und nicht in Tirana. Mit der Errichtung der Nationalbank war das ganze Wirtschaftsleben Albanien in faschistische Hände gebracht.

Nach der Wirtschaftssklaverei begann nun die politische Abhängigkeit. Zuerst kam der erste Tirana-Vertrag, welcher die Unabsetzbarkeit Ahmed Zogus auf Lebenszeit bestimmte und Italien große Vorrechte vor den anderen Staaten einräumte.

Schweigend wurden Armee und Gendarmerie unter italienischem Kommando reorganisiert, gegen Jugoslawien führende strategische Straßen gebaut, italienische Waffen im ganzen Lande gelagert und Landungshäfen und -plätze für italienische Schiffe und Luftschiffe errichtet.

Der zweite Militärvertrag im November v. J. wurde in dieser Zeitschrift genau veröffentlicht und besprochen. Durch diesen verfällt Albanien auch politisch und militärisch dem faschistischen Italien.

Man denke aber nicht, daß die Kette der Ueber raschungen Italiens für Albanien schon zu Ende ist. Noch lange nicht. Schon munkelt man von einer Zollunion, und bei einem Uebereinkommen zwischen italienischen Gesellschaften und Albanien zum Bau des Hafens von Durazzo wurde die merkwürdige Bestimmung übernommen, daß die italienischen Schiffe freie Einfahrt in allen albanischen Häfen haben.

Die Zollunion und auch andere Unionen mit dem Faschismus werden Albanien noch mehr »beglücken«; vieles hat der Faschismus erreicht, noch vieles hofft er aber noch zu erreichen.

Schon melden sich wieder die Agenten Mussolinis bei Emigrantengruppen, um sie vom glückbringenden Werke des Faschismus zu überzeugen und ihnen zur Versöhnung mit Ahmed Zogu zu raten. Ein gewisser faschistischer Offizier, namens Mazzotti, ist letzstens sogar bis nach Wien gekommen und prophezeit schon weitere glückbringende Werke des Faschismus in Albanien; es wird sehr viel auch über Irredentismus geredet.

Das albanische Volk ist aber durch die zwei Jahre faschistischer Bey-Herrschaft klug geworden.

Alle Balkanvölker sehen auch jeden Tag mehr, daß ihnen Unheil droht sowohl vom Faschismus als auch von ihren eigenen militaristischen Regierungen im Dienste des fremden Kapitalismus.

Jede Untat des Faschismus und der verschiedenen Regierungen am Balkan bringt uns der Föderativen Republik der Balkanvölker näher.

Kalori

Eine Erklärung der Wiener albanischen Emigrantenführer

Anlässlich der letzten seitens Ahmed Zogu's organisierten Attentate gegen die albanischen Führer, haben die in Wien wohnenden albanischen Emigrantenführer folgende Erklärung veröffentlicht:

Da die verschiedenen Wiener Preßkommentare, die sich mit der albanischen Attentatsaffäre befassen, den Anschein erwecken, die albanische Emigration sei italienfreundlich gesinnt, finden wir, in Wien wohnende albanische Emigranten, es für notwendig, folgende Erklärung abzugeben:

1. Wir sind entschieden gegen das heutige Regime in Albanien, weil es mit jugoslawischen Bajonetten zur Macht gekommen ist (Dezember 1924) und sich heute nur durch die gewalttätige Hilfe des faschistischen Italien zu halten vermag.

Wie sehr wir gegen das heutige Jugoslawien sind, das die Begründung des heutigen albanischen Terrorregimes verursacht und ermöglicht hat, so sind wir umso mehr gegen ein faschistisches Italien, das Albanien heute zu einer Kolonie herabgesetzt hat. Es ist uns überhaupt nicht bekannt, daß es unter den albanischen Emigranten Italienfreundliche gibt, da die Emigration in diesem Falle ja vom politischen Standpunkt aus sinnlos wäre.

2. Was das heutige Regime anbelangt, so ist sein Wesen schon durch die vielen, von ihm im Laufe der in den letzten drei Jahren begangenen Morde genügend charakterisiert.

Hinsichtlich der jetzigen Attentatsaffäre enthalten wir uns jeder Meinungsäußerung, da das Gericht darüber entscheiden wird.

Unterzeichnet:

Professor Bala Kiamil; Advokat Borshi Lano, gewesener Sektionschef; Boshniak Konstantin, gewesener Chargé d'Affaires; Dr. Bushati Nush, gewesener albanischer Konsul; Curri Shaqir; Hauptmann Cerova Riza; Hauptmann Cami Asiz; Major Jakova Ibrahim; Dr. Nishani Omer, Journalist; Professor Pejani Bedri, gewesener Deputierter.

Mazedonien den Mazedoniern! Der Boden den Bauern!*)

VI.

In Bulgarien verlassen die Volksmassen die kriegsrischen monarchistischen Parteien und treten teils dem Landwirtebund, der einen ziemlich energischen Kampf gegen die Monarchie und die kriegerische Politik der bürgerlichen Parteien führt und für eine mäßige Lösung der Agrarfrage zugunsten der armen Bauern eintritt, teils der kommunistischen Partei bei, in der sie die einzige Garantie für den Sturz der bulgarischen herrschenden bürgerlichen Oligarchie und Monarchie erblicken, den ersten mutigen Kämpfer für die endgültige Befreiung der Balkanvölker und die Vereinigung in eine Föderation der Balkanrepubliken.

Was geschieht mit den mazedonischen revolutionären Organisationen?

Die Vrhovisten, unter Führung von Alexandroff und Protogueroff, hatten auch noch nicht einmal nach drei Kriegen ihre fehlerhafte, verräterische Politik gegen Mazedonien eingesehen. Gegen den Willen der breiten Volksmassen stellen sich dieselben auch weiterhin in den Dienst der reaktionären Bourgeoisie und Monarchie. Im Glauben, daß sie dadurch früher die Befreiung Mazedoniens sichern könnten, wenn die reiche reaktionäre Bande, wenn Monarchie und Militaristen an der Macht verbleiben, erwürgen sie zweimal, am 9. Juni und im September 1923, die Revolution der Arbeiter und Bauern in Bulgarien. Dagegen würde der Sieg der Arbeiter- und Bauernrevolution in Bulgarien ein großes geschichtliches Ereignis für den Balkan bedeuten, ein Geschehnis, das die Befreiung Mazedoniens wie auch die Befreiung aller Nationen auf dem Balkan, ihre Vereinigung zu einer Föderation der Balkan-Arbeiter- und Bauernrepubliken herbeiführen würde.

Wenn die Alexandrovisten wahrhafte Nationalrevolutionäre wären, dann müßten sie diesen historischen Moment begreifen. Wenn sie sich damit rechtfertigen wollen, daß sie die bisherigen Fehler unbewußt begingen, hätte sie der dritte Krieg zum Bewußtsein der Lage führen müssen: Das

*) Siehe „Balkan-Föderation“ Nr. 79. vom 1. November 1927.

Loslösen der Massen in Bulgarien und Mazedonien von der monarchistisch-militaristischen Politik müßte ihnen die Augen öffnen. Wenn sie wahrhaftig für die unterdrückten Massen Mazedoniens kämpfen, dann müßten sie nach dem Empfinden dieser Massen handeln. Wenn sie für die armen mazedonischen Massen kämpfen, so müßten ihre Sympathien auf Seite der armen bulgarischen Massen sein, die sich erhoben hatten, um sich von ihren Ausbeutern und Unterdrückern zu befreien, um dann bei der Befreiung der übrigen Teile des Balkans, vor allem aber Mazedoniens helfend einzugreifen.

Die Alexandrovisten verharteten bis zuletzt in ihren Fehlern. Sie veranstalteten unbarmerzige Verfolgungen gegen die Föderalisten und zwangen sie, sich zu verbergen, nach Jugoslawien zu flüchten, wo manche der Rache vergaßen, und ein Teil von diesen stellte sich in den Dienst der serbischen Unterdrücker Mazedoniens.

Heute hat die mazedonische Bevölkerung ein unangenehmes Bild vor Augen. Die Mitglieder der revolutionären Organisationen, die sich »Autonomisten« nennen und für die Freiheit Mazedoniens zu kämpfen vorgeben, haben sich in den Dienst der Politik der reaktionären und ausbeuterischen Bourgeoisie gestellt. Mazedonien aber ist noch immer nicht frei. Zum wievielten Male hat Mazedonien das erleben müssen!

Die Autonomisten (Föderalisten) versuchen in Bulgarien, alle armen Emigranten aus Mazedonien um sich zu scharen und eine einheitliche revolutionäre Organisation zu bilden, deren Führung hauptsächlich in den Händen der Arbeiter, der armen Bauern, der Handwerker und der Volksintelligenz sich befinden würde — als Garantie dafür, daß die Organisation den Interessen der meist unterdrückten Schichten Mazedoniens Rechnung tragen wird. Ebenso sollte die Organisation eine Führung wählen, die entschieden gegen jede imperialistische Politik gegenüber Mazedonien, sei es von Seiten Griechenlands und Serbiens, sei es seitens Bulgariens, auftreten müßte. Schon 1919 wurde dies bei aktiver Beteiligung der besten mazedonischen Revolutionären-Autonomisten: Dimo Hadji Dimoff, Djerdjikoff, Hr. Jankoff, Tasko Sereski, G. Petroff und P. Hrisloff versucht. Die Organisation ging bald danach auseinander.

Anfangs 1920 bildeten sich noch zwei mazedonische Gruppen: die kommunistische Emigrantenkommission und die föderative Emigrantenorganisation. Die föderative Emigrantenorganisation sollte alle mazedonischen Revolutionären-Autonomisten um sich scharen, die den Schaden der verhovistischen Politik empfunden hatten. Diese Organisation hat besonders die Wichtigkeit der Balkanföderation hervorgehoben und trug auch den Namen »föderalistisch«. Inzwischen gelang es ihr aber nicht, jene große Aufgabe, die Hadji Dimoff und Genossen 1919 angingen, zu erledigen. Den Verhovisten (mit Alexandroff an der Spitze) gelingt es, durch Gewalt, Geld der Militaristen, der bulgarischen und mazedonischen Reichen, die Massen der Emigranten unter ihrem Einfluß zu bewahren, die mazedonischen Revolutionäre in den aktiven Dienst der bulgarischen reaktionären Bourgeoisie, der Monarchie und den Militaristen zu stellen, die mazedonischen Organisationen in innerliche politische Kämpfe in Bulgarien zugunsten der Reaktion einzumischen und das Regime der Landwirte und Stamboliski in den Augen der Emigranten als Verräter vorzustellen. Ein trauriges Bild! Die Alexandrovisten und Protoguerovisten dienen noch immer mit der Kraft der gesamten Organisation der bulgarischen Reaktion.

Dabei konnte eine Anzahl von Föderalisten eines nicht begreifen, daß auch die schwersten Verfolgungen sie weder in das Lager der einen noch der anderen Unterdrücker Mazedoniens hintreiben können und dürfen, um sie als blindes Werkzeug der Rache zu verwenden. Diese Rachedient nur dem Gegner und schafft ungeheure Verheerung und neuerliche Massaker der mazedonischen Bevölkerung.

Das Verbrechen einiger solcher Föderalisten ist umso schwerer, da sie ihre Organisation vollkommen verlassen haben, Diener des serbischen reaktionären Regimes geworden sind, die mazedonische Bevölkerung verfolgen, verprügeln und morden auf Befehl und Wink der Behörden. Sie dienen bewußt dem Regime, das seine Absicht offenbart: Mazedonien niemals die Freiheit geben zu wollen.

(Fortsetzung folgt.)

Costa Novakovitsch

Das nationale Problem in der Bukowina

Die Bukowina, das gewesene Kronland Oesterreichs, hat eine Bevölkerungszahl von 820.000 Einwohnern. Davon sind 39% Ukrainer, 34% Rumänen, 14% Juden, 8% Deutsche, der Rest besteht aus Polen. Im Jahre 1918, nach dem Umsturz in Oesterreich, besetzten rumänische Truppen das Land, angeblich nur provisorisch, das heißt bis zur endgültigen Entscheidung in der Bukowinaer Frage. Fast zehn Jahre sind seither vergangen, und die Rumänen scheinen ihre provisorische Okkupation in eine definitive Eroberung des Landes durchsetzen zu wollen. Fragen wir uns nun: Mit welchem Rechte? Die Behandlung, die sie im Laufe dieses Dezenniums der Bevölkerung haben zu teil werden lassen, wird sie kaum dazu berechtigen. Sie fragen aber wenig nach Recht oder Verdienst. Vergewaltigung, Terror, Willkür, das sind ihre Lösungsworte, das sind die humanen Mittel, mit denen sie sich Eingang zu den Herzen der friedliebenden Bevölkerung des Landes suchen. Und daher kommt es, daß das ganze Land unter der ihm aufgebürdeten Last stöhnt, und sich in der Seele des Volkes der Wunsch nach Erlösung von diesem Joche festgesetzt hat. Hauptsächlich sind es die Ukrainer, an denen die Herren und Gebieter ihre edlen Gedanken in Taten umzusetzen versuchen. So sind diese Leute ihrer elementarsten Forderungen, ihrer selbstverständlichen Rechte beraubt worden, indem ihnen die Rumänisierung als Zweck und Inhalt ihres Lebens auferlegt wurde. Die früher im Lande bestanden 216 ukrainischen Schulen sind alle in rumänische umgewandelt worden — so ist der Begriff der Muttersprache mit einem Male erloschen. Im ganzen Lande wird in rumänischer Sprache amtiert. Hat z. B. ein ukrainischer Bauer irgend eine Rechtsache beim Gerichte anhängig, muß er sich natürlich an den rumänischen Rechtsanwalt wenden. Er muß hilflos, weil stumm, zusehen, wie sein Hab, wie seine Rechte rücksichtslos mit Füßen getreten werden. Sogar die dem klerikalen Staate mit dem großen Heere von Erzbischöfen, Priestern und andern parasitären Elementen, gewiß unschädliche Kirche wurde rumänisiert. Allein damit gab sich der Staat noch lange nicht zufrieden, sondern er versetzte auch die ukrainischen Lehrer, Pfarrer und andersartig staatlich Angestellten aus ihrer erbeingewonnenen Heimat in andere Teile des Reiches. Exile sind es, die man ihnen als Wohnort an-

wies. Sumpfige Dörfer in der Dobrudscha, öde Nester im Alt-Reich sollen nun das Reich ihrer Betätigung sein. Dafür haben die Herren der Regierung ganze Heere von Kolonisten in die Bukowina entsandt. Es fand gleichsam ein Austausch von Einwohnern statt, und die Landbevölkerung sah sich genötigt, mit aufgedrungenen Gästen den Kampf um den ihnen von ihren Groß- und Urgroßvätern überlassenen Boden aufzunehmen. Zu alledem sind die vom Staate auserlesenen Kolonisten diesem immer zu Gegendiensten bereit. Sie sind militärisch geschult und vermögen beim geringsten Widerstand der Bauern diese mit Waffen niederzudrücken. Aber was sind diese relativ gutartigen Subjekte gegenüber der furchtbarsten Geißel des Landes, gegenüber dem weißen Terror Rumäniens: Siguranza in der Stadt — Gendarmerie auf dem Lande. Die Siguranza ist die der alten Tscheka des zaristischen Rußland vergleichbare, humane Institution Rumäniens. Es ist dies die lange Greifhand, deren sich die Regierung bedient, um die politischen »Verbrecher«, die die Bourgeoisie und den Kapitalismus gefährdenden Elemente, möglichst zu eliminieren und so unschädlich zu machen. Und so gibt es ein ganzes Heer von Geheimpolizisten, die sich aus den wohlgerateten Söhnen aller dort lebenden Nationen zusammensetzen und als besoldete Henker jedes ihnen unschön erscheinende Betragen der Einwohnerschaft gleich in ihrem Sinne auslegen und demgemäß verfahren. Winkt ihnen irgendwo Verdienst, gleich sind sie an der Arbeit. Und wehe dem Armen, der ihre schwarze Liste ziert. Es kommt zu Verhaftungen, Hausdurchsuchungen, bei denen nach fieberhaftem, fruchtlosem Fahren jede nichtsagende Kleinigkeit gleich als corpus delicti publiziert wird. Dann kommt die Untersuchungshaft in Militärgefängnissen (die politischen unterliegen den militärischen Behörden) und nach monatelangem Warten erfolgt oft die Verurteilung unschuldiger Menschen. Dies sei nur ein kleiner Ausschnitt zur Illustrierung der mittelalterlichen Zustände, die das Land völlig beherrschen. Die Regierung hat nur den Haß der Bevölkerung heraufbeschworen, der allerorts zum Ausdruck kommt. In den Dörfern kommt es oft zu kleinen Rebellionen, die mit Hilfe der dienstfertigen Gendarmerie sofort im Keime erstickt werden. Es sei anschließend unter anderem der Fall Rusnak-Halicki-Stepak erwähnt. Die drei Genannten waren Mitarbeiter des ukrainischen sozialdemokratischen Organes »Боротьба« (»Der Kampf«) in Czernowitz. Vor 1½ Jahren wurde ihnen zur Last gelegt, dieses dem Norden

der Bukowina nicht zugängliche Blatt (der nördliche Teil der Bukowina jenseits des Pruth befindet sich fast immer im Belagerungszustande) dort dennoch verbreitet zu haben. Verhaftungen, monatelange Untersuchungshaft u. dgl. sind die lebenswürdigen Mittel, deren sich die Behörden auch in diesem Falle bedienten. Aehnliche Fälle sind an der Tagesordnung. Es ist kein seltener Anblick mehr, wenn aneinandergeschaltete Menschen gegen das Polizeigebäude der Stadt getrieben werden. Dieses Terrors erfreuen sich aber nicht nur die Ukrainer. Wer kennt nicht Herrn Cuza aus Jasi, den Anführer der Antisemitenbewegung Rumäniens! Mit seinen anhänglichen Studenten-Faschisten macht er nun alljährlich »Exkursionen« in die nahe gelegene Bukowina und rüttelt ein wenig die Juden aus ihrer auch sonst nicht sehr beidenswerten Stellung auf. Das Verlangen nach Aenderung der Lage gibt sich daher überall kund. Die letzten Wahlen haben es bewiesen. So ist die Stimmenanzahl (sozialdemokratisch) der vorletzten Wahlen von 15.000 bei den letzten auf 22.000 gestiegen. Ueberhaupt ist der weitaus überwiegendste Teil der ukrainischen Bevölkerung sozialdemokratisch mit linkem Charakter. Der Rest besteht aus Nationalisten, die immer Verbindung mit der jeweiligen Regierung suchen, trotz ihres Anschlusses an die Zaranisten (Bauernpartei).

Was hat nun die Agrarreform den Bauern gebracht? Schön war der Plan, seine Realisierung ist mißlungen. Im Jahre 1919 erschien das Gesetz, demgemäß jeder Gutsbesitzer für seinen eigenen Bedarf 100 Hektar Boden behalten dürfe, während der Rest den Bauern zu gute kommen müsse. Doch da die Kommissionen dieser Reform hauptsächlich aus Vertretern der besitzenden Klasse bestanden, haben sie das Gesetz weitgehendst modifiziert. Aus den 100 Hektar wurden in Kürze 250 und noch mehr. (Es soll nicht unerwähnt bleiben, daß der größte Teil der Bevölkerung gar nichts besitzt, ein kleiner Teil 1½ bis 2 Hektar, und nur wenige gehen über dieses Maß hinaus.) Außerdem wurden zwischen Kommissionen und Spekulanten Geschäfte abgeschlossen. Die den Krallen der Großgrundbesitzer entrissene Erde wurde verpachtet und der betrogene Bauer mußte den eigentlich ihm zugedachten Boden für einen Hungerlohn bearbeiten. Dabei wurde die den Bauern in einem lächerlichen Ausmaße zugedachte Erde ohne Inventar gegeben, damit die Sache jederzeit rückgängig gemacht werden könne. Der zur größten Blüte gelangte Religionsfond besitzt in der Bukowina 250.000 Hektar. Was hat der besitzlose Bauer davon erhalten? Nichts! Ursprünglich hätte, nach den theoretischen Erwägungen der Agrarreform, fast der vierte Teil den Bauern zufallen sollen. Wäre es aber nicht geradezu etwas paradoxes, den »heiligen« Kirchenbesitz unter die »Massen« zu verteilen? Dafür gibt es aber dankbare, fette Pfäfflein, die mit dem Boden die schönsten Spekulationen machen. Die Verdienstmöglichkeit in den Fabriken ist auch sehr gering. Der verhungerte Bauer begnügt sich doch mit dem lächerlichsten Preise. Auch die kulturelle Lage des Landes ist eine sehr triste. Viele früher bestandene Vereine zur Förderung des Volkswissens mußten nach und nach eingehen. Sie wittern in der Zusammenkunft von nur drei Menschen schon etwas Staatsgefährdendes und der harmloseste, rein wissenschaftliche Verband wird als Verschwörung gegen

den Staat gleich gesprengt. Aber auch das Studieren an den Universitäten ist unmöglich. Wie viele mußten infolge abscheulicher antisemitischer Ausschreitungen ins Ausland gehen und dortselbst unter den schwierigsten materiellen Zuständen ihr Studium wieder aufnehmen.

Hervorragendes hat also diese zehnjährige Okkupation in der Bukowina nicht geschaffen. Dagegen haben Luxus, Korruption und Skrupellosigkeit einen triumphierenden Einzug gehalten aus dem Alt-Reich Rumäniens ins schöne Buchenland.

Pravdnik

Die internationale Bewegung für die Amnestie in Bulgarien

Der nachstehende Brief wurde aus Graz an den Ministerpräsidenten Liapcheff gerichtet:

Im Namen der Menschheit und Gerechtigkeit erheben wir unsere Stimme zum Schutze der politischen Gefangenen und Emigranten. Wir verlangen die sofortige Amnestie für alle politischen Delikte. Lassen Sie die politischen Gefangenen frei, öffnen Sie die Grenze für tausende Emigranten, welche im Auslande dem Elend ausgeliefert sind. Schon längst hat der Bürgerkrieg geendet, machen Sie auch den Verfolgungen ein Ende! Im fünften Winter stehend, warten tausende Mütter auf ihre Söhne, tausende Kinder auf ihre Väter, welche in den dumpfen, feuchten Gefängnissen verfaulen.

Diese kurze Beleuchtung der herrschenden Zustände der bulgarischen Gefangenen muß die Aufmerksamkeit der ganzen zivilisierten Welt auf sich lenken. Aus diesem Grunde unterstützen wir den Volkswillen für die sofortige und bedingungslose Amnestie. Nur mit dieser Amnestie, die eine Notwendigkeit für die Beruhigung der Bevölkerung ist, können Sie die öffentliche europäische Sympathie für sich gewinnen!

Vinzenz Muchitch e. h., Bürgermeister der Landeshauptstadt Graz, Steiermark, und Landtagsabgeordneter; H. Muchitch e. h., Mitglied des Nationalrates, Präsident der Kammer für Arbeiter und Angestellte Steiermarks; Martha Tausk e. h., Mitglied des Oesterreichischen Bundesrates und des Steiermärkischen Landtages; Johann Leichin e. h., Landtagsabgeordneter; Aug. Lindner e. h., Sekretär der Sozialdemokratischen Partei Steiermarks und Stadtrat der Landeshauptstadt Graz; Pongratz e. h., Landeshauptmann-Stellvertreter; Dr. Karl Plochl e. h., Magistratsdirektor der Landeshauptstadt Graz; Dr. Oberzaucher e. h., Mitglied der Steiermärkischen Landesregierung; Dr. Stepantschich e. h., Landesamtsdirektor; Professor für Chirurgie Dr. Hermann Scherz, Graz; Dr. Bruno Dimter e. h., Direktor der Arbeiter-Unfall-Versicherungsanstalt; Prof. Dr. Oskar Zoth e. h., Graz; Prof. W. Prausnitz e. h.; Major Kalcher e. h., Alpenjäger Nr. 9; Adolf Hübl, Stb.-Oberinsp. i. R.; Viktor Attems-Heiligenkreuz e. h., Präsident der Seebehörde a. D.; Dr. Wilhelm Kaan e. h., Landeshauptmann a. D.; Prof. Dr. A. Pöschl e. h., Rektor der Universität Graz; Prof. Dr. Alfons Leon e. h., Technische Hochschule Graz; Karl Lustig-Prean e. h., Direktor der Grazer städtischen Bühnen; Dr. Robert Spira e. h., Rechtsanwalt.

FEDERACIONI BALKANIK

DY-MUJUËR

ORGAN I MINORITETEVET NACIONALË E I POPUVET BALKANIK TË SHQYPUR

BOTOHET NË TË GJITHË GIUHËT BALKANIKE

Zhvillimi i penetrates italiane në Shqypni

„Penetrata pacifike“ e kapitalismit italian në Shqypni po vijon si mbas rregullavet të pergjithëshme të penetratavet analoge: terror, grabi e pasurimvet të vendit, vornim i plotë i popullates.

Lexuesit e „Federates Ballkanike“ janë plotësisht në rrjedhje mbi të gjithë, ç' ndodhë n' at skaj të Ballkanit ku një popull i vogel po fiket prej imperialismes italiane, qi e fuqishme e ngopçe po vijon udhen e sajë ner popujt të tjerë të Ballka-

nit. Lexuesët e Federates Ballkanike e njofin koncesionin e famëshem të Bankes Nacionale të Shqypnis e huan qi janë fillesa e faktorët kryesor të penetrates italiane; atyne do të ju bin ner mend si s' janë mushë edhe dy vjet e gisjë qi kjene dhanë këto koncesione e sot po shofim rezultatet desastrose në jeten ekonomike e politike të vëndit.

Kështu, para se t' u theme'ote Banka kish vendi mjaft arë në dorë të tij e të gjithë transakcionet u bëshin me ket pare.

Sots' asht ma puna kështu. Ari asht shukë krejt e të gjithë parët arit mbledhen e eksportohen përjashta, për të garantuar notat e Bankes që cirkulojnë në vënd. Bankiert e parashohin çështjen dhe eksportojnë arin jashtë Shqipërisë.

Interesat (fajset) përmbi huan e famëshme të 50 Milionevet Frank kapercenë sot 15 Milion Frank arë; dhe në anë tjetër nuk janë harxhues desitash as 3 Milion Frank arë prej kapitalit për konstrukcionin e ndhavit të komunikacionit e për tjera vepra publike të nevojshme, për at fillë, për të cilin kje baba huaja. Sa për tash annuitetet xierren prej shumes të thieshtë të huas; kjo shumë do të harxhohet mrenda 2—3 vjetëve për të paguar annuitetet e mandej kapitalist italian do të marrin në dorë reventet e doganavet e të monopolovet. E këto mrenda 40 vjetëve në basë të 7 Milionevet Frank arë qm bas nenskrimit të huas duhet të marrin krye vjeti, e këto për të holla që s'kan paguar as nuk de të paguhen kurr. Segurisht ato mendojnë se para këtyne 2—3 vjetëve, situata politike do t' i permetojnë me ngulë kambë në Shqipëri e cilla nuk do të jetë e zoja me paguar ket shumë 7 Milionësh Frank, që për të është enorme.

Tuej lanë në një anë dhe këto faktor me një randësi të posaçme për robnimin e Shqipërisë, ka dhe tjerë me ma pak randësi, por të gjithë të bamë në ket mendyrë d. m. th. të basuem përmbi grabin ma të madhe. E na dona të bim ketu një shembull.

Në kohët e fundit qeveria i ka dhanë konstrukcionin e portit të Durcit një farë Shoqërisë Mazorana për një shumë 8 Milionësh Frank arë. Por mbasi kjo shumë ju dukë e vogel Shoqërisë në fjalë, në saje të ndermjetësimit të ministrit italian në Tiranë, rane në godi në ket mendyrë: në rasë që shuma e 8 Milionëve Frank nuk do të mbastojnë për të mbuluar harxhet e konstrukcionit të portit këto harxhe do t' u mbloshin prej qeveris italiane e për ket si kompensim anit italiane do të hishin në portet e Shqipërisë pa paguar kurriarë takse, për pes vjet rresht. Posë kesaj duhet vrojtë se, tuej kenë që Banka Nazionale ka privilegie, nuk ka kurriarë konkurrence, kështu që vhemem shoqëria italiane paraqiten sot në Shqipëri, për ç' do punë botore.

Kohen e fundit kan filluar atentate suspekte kundra bejlervet. Perpara u mbyteshin gjindët e popullit, dhe kjo ndodhte për të fikë ç' do kundërshtim ndaj qeverin. Por njaty para dy mejs u ba një atentat kundra proprietarit të madh Shefqet Bej Verlacit, italofil i njoftun. Kuptohet vehtë vetiu që autorët e atentatit nuk dihen, sado që atentati ndodhi mrenda në Tiranë, e para portes të xhendarmeris ku nuk gjindesh (1) kurkush, po bash atëherë kurr u qit disa herë kundra Shefqet Verlacit. Duhet vrojtë edhe se ky i fundit, shpnesote me xierre prej italianëve një maksimum për tokët e tija, e nuk i ka shitë deri tash, a si thohet në Shqipëri, nuk i ka dhanë me qirë për 90 vjet, si e kan baba shumë bejler tjerë. Ai mendote se do të kish gjithnjë kohë për të ja lëshne ma vonë kapitalistëve italian me një çmim ma të madh. Porse „miqt“ e tij s' mendojnë si aj e dishërojnë me i marrë tokët me një çmim ma të mirë; dhe do t' i marrin pse Verlaci do të lanë Shqipërinë dhe do të shkoj për gjithmonë në dhë të huej.

Kështu që të gjithë tokët e bejlervet e tokët e Shtetit do të binë në dorë të kapitalistëve italian, e dihet se këto tokë janë pjesat ma të frytëshme të vëndit. Këtu do të vendosen puntorë toket që do t' i binë prej Italis, këto do të jenë kolonitë e parë të kolonizimit të Shqipërisë. Personalitetet fashiste nuk mbështet aspak mendimet e politikës italiane përmbi ket çështje. „Na dishrojmë independencen e Shqipërisë“ ka thanë një prej tyre „porse Shqipëria duhet të kenë 7 Milion shpirt e jo 800.000 si ka sot, na do t' ja napim restin që i mungon“. Ky asht filli i politikës së Mussolinit, me gjetë vende ku t' i çojnë shtesën e tepertë të popullatës.

Kështu kolonizimi fillon e do të perparojnë me kohë, por sa për tash, posë jetes ekonomike fashisme ka vuen nen komanden e saje ushtrinë e xhendarmerinë shqypetare. E këto si konsekuencë e paktevet të Tiranës No. 1 et 2. Sot për sot ka në Shqipëri ma se 250 oficer italian — në uniformë ase civil. Ato që janë në uniformë komandojnë ushtrinë e xhendarmerinë; tjerët janë për fille speciale: për informata politike e militare mrenda në vënd e ner kufi. Këto oficer organisojnë fuqit shqypetare që do të jenë në shërbim për t' atakue neser Jugosllavinë. Në luftën e aferme nermjet Italis e Jugosllavis, formacionet të gjinden shqypetare do t' atakojnë Jugosllavinë por të „libruë“ popullin shqypetar që gjindet nen zgjedhen Jugosllave.

Fashist italian shpnesojnë se atëherë kuer formacionet shqypetare do të gjinden të kufit e jugosllav, shqypetarët që gjinden në Jugosllavi, tuej pa flamorin shqypetar, do të luftojnë militarist jugosllav e nuk do t' a ven oroe flamorin italian që vjen pas për të xanë vëndin e zgjedhes së Jugosllavis të sotëshme me zgjedhen e fashismit.

E para këty tableau të martirisimit të popullit shqypetarë në Shqipëri „independente“ ku posë kufivet të saje nuk ka

posë një dritë shpese, e kjo asht, Federata e Popujvet të Ballkanit; asht e vetmja zgjidhje, mbas të cilles po vîn dita me ditë massat shqypetare e kryetarët e tyne poliuk me ndergiegie.

A Devolli

Ballkani dhe marrveshjet franko-italjane

Ç' se marrveshtjet franko-italjane kan filluë, së ka dyshim që këto do t' i interresojnë pik ma së pari Ballkanit.

Për të vertetë, nga shkakju i konflikteve ballkanike të kohës së mrame u dukëshin këto marrveshtje si të domosdoshme. T' i kujtojmë faktet: Franca e Jugosllavia janë të lidhun me një traktat të kualifikuëm miqsie njana me tjetren. Italia e Shqipëria kan ba dy traktate, njënin në ndanduer 1926, me të cillin muër Italia »vasidhekun« përmi Shqipëri; tjetrin në ndanduer 1927, i cilli ashtë veshë me petkun e një aleancës militare të vertetë. Mund të thohet se në ket rasë u lidhë vec njana palë kontraktuese. Italia u pshtet në Shqipëri për me i vuë themel hegemonisë së saje në Gadishull e sidomos për me urdhnuë Shtetin e Serbve të Kroatve e të Sllovenve, i cilli perman në qark të vet bregun e kundrejte t' Adriatikut. Ky shtet, nga ana e tij, kerkoj një protektor e ju sjell Francës, e cilla i ka pshtjellë bojagi do »myshterik« shtetesh të dyta (sekondare); posë qeveris së Belgradit edhe Poloniën Rumeniën e Cekoslovakinë.

Mëndimi, që Ballkani të mundet me këndë i lirë, i mjaftueshem në vetvedi e t' i rrinë lerg çëdo »vasillekut« që t' i bahet nga ana e jashtme, nuk asht pranue alë sot prej shtetevet të mdhaja. Këto perkundrasi kujtojnë që koha e kaluëme vijon gjithnjë e ka me ngiatë për jetë të jetës, e se të gjitha regionet që nodhen ndermjet të Karpatvet e Dedit egeog janë të hapme për tregtinat e tyne. Sikursë u hanger dikuër Austria me Rusiën në ket qoshe të Kontinentit, po ashtu e luftojnë Franca e Italia shoqishogën. nonsë msheftasi. Franca ka profituë shum tuj fituë për vedi Rumeniën e Jugosllavinë, e ma teper m' anë kahë prëndimi me Cekoslovakinë. Italia nga ana e saje ka praftikë me Bullgarinë e me Ungerinë, ndersa ka neutralizue edhe Rumeninë e Greqinë.

Asht e ditun që Quai d'Orsey e qeveria fashiste nuk kan me shkoqitun veç çështjen ballkanike. Në biseda të tyne xu me u perfolë edhe Tunizia, të damit e mandateve kolonjale, komandimi i Detit mesdhe etj., por të dy palët nuk do t' ishin ulë m' u marrë vesh njana me tjetren, me ba mos me i pas vshtirsuë marrdhanjet e tyne konfliktit Sud-Oriental, në të cillin ishin ngatruë të dyja. E duhet me insistuë në ket pikë: që rregullimi i konfliktit Sud-Oriental ka me kenë ma i zorshmi për t' u liquiduë, psë ky vën me të vertetë dy imperjalizma në kontakt me shoqishogën.

E cillat janë vall hypothesat që mund të merren para syshë? Me fjalë tjera, si mund të marrin fund marrveshtjet e fillueme? Që të dihet, na kemi me u bazuë këtu në pikpamje t' interresave të popujve të Ballkanit.

Mund të mendohet që diplomatët nuk kan me mujtë me zhvilluë një rregullim të pergjithshem, që bilë kan me i lanë pa sëgillë problemat — nemosë ato ma me randsi. Në ket rasë Ballkani kishte me kenë një theater luftimesh, kubi i të cillit asht e tepert që të nenvizohet. Një luftë, e cilla nuk kishte me ngiatë me u zgjã përmi marë Kontinentin, kishte me shperthyë e kerkuh nuk kishte me mujtë me parapa ça do të rjellte për nacjonet e Europës Sud-Orientale. Mosmarrveshtjet që kan atjë shtetet e mdhaja kishin me ju bashkuë të ndeshunat e interresave të tyne. Ballkani kishte me kenë i ngrehun mrendë në katastrofë universale.

Mund të mendohet edhe që Franca e Italia kan me ba një lidhje të pergjithshme, analoge me atë që pati lidhë Franca me Anglin në vjetë 1914. Të lamë më njane anë sa s' i perket Ballkanit. Osë Franca i nep Italisë lirinë e dishrueme prej saje për me u levizë lirisht nëper bregje lindore t' Adriatikut, tuj rezervuë për veti disa interresa të veçanta; osë të dyja shtetet kan me da influencën e tyne, sikur kan ba dikuër, para tridhet vjeç, kabinetet e Vjenës e të Pjeterburgut.

Mas hypotheses së parë, e cilla s' asht gjith' aq plausibel, popujt e Ballkanit binë nen zgiellen e qeveris fashiste; don me thanë që rregjimet diktatore që randojnë edhe tesh mi ta kan me u randuë edhe më. Vendet e tyne së kan me kenë tjetër nder sy të Mussolinit veç bashkina nenshtetasish kolonjal, e procesjonet e imigrantve, që kan me u derguë për shpejti, kan me neutralizue resistencen e tyne. Mussolini, tuj profituë prej rases së mosmarrveshtjes të tyne, ka me shuë çëdo shkëndi independencet nder ta.

Në rasë të dytë ka me pasë një soj bashkurdhimit. Koha e kalueme n' a ka dhanë shemuj të mjaftueshem për systemen e »dyprotektoratit«. Të tilla kombinacione marojnë

gjithëherë keq, kuërsë njani orrtak këqyrë me hjek qafet tjetrin.

Sido' qi të jenë zgjillja e kësaj rasë, marrveshtja franco-italjane mundet qi ka me e mohuë faret çeshtjen e liris e të sigurimit të Ballkanit. Në dritë të javëvet qi po vinë kan

me mujtë mei pa pëpujt e Ballkanit profitet e mdha qi kishin me pasë me kenë se bashkohen në një Federacion Republikan, të puntorve e të fshatarve, permi kryë të monarkinave e të oligarkinave.

Paul Louis

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЯ

ДВУСЕДМИЧЕН ВЕСТНИК

ОРГАН НА НАЦИОНАЛНИТЕ МАЛЦИНСТВА И ПОТИСНАТИТЕ НАРОДИ НА БАЛКАНИТЕ
ИЗЛИЗА НА ВСИЧКИ БАЛКАНСКИ ЕЗИЦИ

Балканите и Френско-югославянските преговори

Ние сме в навечерието на френско — югославянските преговори. За всекиго е ясно, че те ще интересуват на първо место Балканите.

В действителност, те се указаха необходимими отчасти по повод неотдашните балкански конфликти. Нека си припомним фактите. Франция и Югославия се свързаха с един договор, наречен договор за приятелство. Италия и Албания подписаха две споразумения: едното през ноември 1926 г., с което се установяваше опекунството на първата държава над втората, а другото през ноември 1927 г., което имаше формата на един истински военен съюз. Може да се каже, че с това борбата почна. Италия се опираше на Албания за да установи своята хегемония над полуострова и, специално, за да респектира държавата на сърби, хървати и словенци, граничаща с адриатическия брег, който се намира точно срещу нейната собствена територия. Тая държава търсеше от своя страна покровител и за тая цел тя се обърна към Франция, която беше си образувала клиентела от някои второстепенни държави, а именно: Полша, Чехославия и от Белградското правителство.

Идеята, че балканските народи могат да бъдат свободни, да бъдат сами господари на своето положение, да бъдат освободени от всекаква външно опекунство и днес още не е възприета от великите сили, които сметат, че миналото още продължава, че то вечно ще продължава и че целата територия, находяща се между Карпатите и Егейското море, е открита за техните предприятия. Както некога Австрия и Русия си оспорваха своето предимство в тоя сектор на континента, тѝ и сега Франция и Италия там се отдават на една продължителна борба, макар и понекога тя да се върши прикрито. Франция реализира известни успехи като присъедини към себе си Ромъния и Югославия, а по на запад Чехославия, която требаше евентуално да се противопостави на Унгария. Италия се споразуме с България и Унгария и в същото време неутрализира Ромъния и Гърция.

Разбира се, френското външно министерство и фашисткото правителство, през време на преговорите, не ще се ограничат с балканските въпроси. През време на тия преговори ще се разглеждат въпроси като тоя за Тунис, за разпределението на колониалните мандати, за господството в Средиземното море и пр.; но тия две правителства не биха преговаряли помежду си, ако конфликта в юго-източна Европа, в който те и двете беха замесени, не беше влошил отношенията между тях. Треба изрично да се подчертае, че най — трудно ще бъде да се уреди именно тоя конфликт в юго-източна Европа, понеже той изправя един срещу друг два империализма.

И тѝ, кои са хипотезите, които могат да се имат в

предвид? Или с други думи казано, как ще се привършат започнатите преговори? Разбира се, ние ще разгледаме тук въпроса изхождайки само от интересите на балканските народи.

Можем да си представим, че дипломатите не ще успеят да изработят едно общо споразумение, че те ще оставят висящи спорните за сега въпроси, или по-важните от тях. В тоя случай Балканите ще се превърнат в театър на борба, чиято сериозност е излишно да подчертаваме. Там ще избухне една война, която не ще закъснее да обхване целия континент и никой не ще може да каже какви ще бъдат нейните последици за народите в юго-източна Европа. Към разногласията, които великите сили поддържат там, ще се прибавят и стълкновенията между тия последните. Балканите ще бъдат ввлечени в всесветската катастрофа.

Можем да си представим също тѝ, че Франция и Италия ще сключат помежду си едно обобщено споразумение, аналогично на това, което Франция и Англия беха сключили през 1914 г. Нека оставим всичко това, което не засяга Балканите. Или Франция ще предостави на Италия свободата на действие, която тя претендира да има на изток от Адриатика, изтъквайки, че има свои специални интереси: или пак и двете държави ще разпределят помежду си влиянието там, както това беха сторили некога, преди тридесет години, Австро-Унгария и Русия.

При първата хипотеза, която е много малко правдоподобна, балканските народи ще попаднат под игото на фашисткото правителство, т. е. диктаторските режими, които господствуват над тях ще бъдат засилени. Балканските народи ще се превърнат на общини от колониални поданици с обърнати към Мусолини погледи; и имиграционни вълни, майсторски направлявани, ще неутрализират техните съпротивления. По тоя начин Мусолини, използвайки техното разединение, ще унищожи у тях всеко стремление към свобода и независимост.

При втората хипотеза ще се касае до един вид колониализъм. Миналото обаче, ни е дало достатъчно примери за един протекторат на две сили. Такива комбинации свършват винаги зле, понеже един от съдружниците ще се стреми на всека цена да изгони другия. Каквато и да бъде допустимата евентуалност, френско — италианските преговори рискват да увредят каузата на свободата и независимостта на Балканите. Близките седмици ще дадат възможност на балканските народи да видят каква полза биха имали те, ако през главите на монарсите и олигархиите учредят една републиканска федерация на работниците и селяните.

Пол Луи

Балканско разединение

Г-н Жак Барду е публикувал в френския в-к «Le Temps» една доста важна статия, в която подчертава, какво, че политиката на италианското правителство е насочена към едно балканско разединение. Без особен труд той указва, как се е развивала тая политика и посочва нейните главни етапи: Тиранския пакт, сближението с България, италиано — унгарския и италиано — албанския договори.

Очевидно, г-н Жак Барду сжмалжава за тая ориентация

на италианското правителство и се явява защитник на »Балканския съюз«, в който той вижда помирение на френските и италиански интереси, тѝ като за Франция тоя съюз означава консолидиране на нейните договори, засилване на приятелските сжгласения и възпрепятствуване на всекаква хегемония, и за Италия гарантиране на нейната сигурност, циментиране на нейното единство и осигуряване на нейното благоденствие.

Но фашистката преса обаче, не остана доволна от тая статия на г-н Жак Барду и тя изтъкна, че политиката на френското правителство не е в полза на Балканския съюз

и че специалните френско — ромънски и френско — югославянски договори не служат на каузата за единение, а тая на разни съпернически групировки.

Много често и много откровенно ние сме критикували в колоните на тоя вестник външната политика на френското правителство, за да не бъдем обвинени в шовинистическо угодничество по отношение на него, но ние знаем също тъй, че интернационализмът не значи, **винаги и систематично** да се вини правителството на собствената страна.

За туй именно, прав е г-н Жак Барду, когато говори за балканско разединение, когато той установява отговорностите на италианското фашистко правителство и това ние възприемаме без колебание.

Но от друга страна ние не пренебрегваме отговорностите и на френското правителство.

В действителност, нито Консултата (италианското външно министерство), нито Ке д'Орсе (френското външно министерство) нямат искреното желание да приложат принципа: **Балканите на балканските народи**. Само едно трябва да се признае, че Мусолини се показва, че стои много по — горе от всички останали дипломати в преследването на една моделирана по традиционния националистически тип политика.

Френско — ромънския и френско — югославянския до-

говори беха признати от Френската социалистическа партия като опасни и застрашаващи мира, понеже те изхождаха от фалшивото разбиране на »равновесието« и че те се стремежа да образуват специални съюзи. Но, трябва обаче, да се забележи, че дипломатическите актове на Римското фашистко правителство са още повече проникнати от класическия манталитет на дипломатическите канцеларии. Последният италианско — албански договор е един истински съюз и вследствие неравномерността на силите на контракутирущите държави, той засилва италианската хегемония над Албания. Какво става с Обществото на народите, покровител и гарант на суверенитета и независимостта на подписавшите държави?

Великите сили немаат за цел образуването на една Балканска Федерация.

Балканската Федерация в същност ще бъде един организъм, който не ще се остави да бъде използван от съперничеството на разните империализми.

Балканската Федерация е, напротив, една система, която истински покровителствува националните свободи на балканските народи.

Балканската Федерация, следователно, трябва да бъде един от основните елементи на международната политика на социализма.

Жан Зиромски

Нема вече македонски въпрос!

(Така говори Г-н Жак Ансел)

През време на войната г. Жак Ансел бе една от »големите глави« на съюзническата армия на изток.

От това време насетне, с всичките улеснения които му се даваха, тоя професор произвеждаше анкети върху балканските проблеми.

От това време насетне също тъй, той систематически направляваше своите изследвания, които беха въпреки сериозни и смислени, но изключително в полза на съюзниците.

Той беше за сърбите, за гърците, но против македонците.

И такъв си остана.

След войната, той публикува една книга: »Peuples et Nations des Balkans«, която е твърде поучителна, много добре съставена, но която от начало до самия й край е написана с цел да послужи само на френската кауза и тая на съюзниците на Франция.

До като в тая книга много други проблеми са проучени много основно, той е избегнал да зачекне македонския въпрос. За г. Жак Ансел Македония е един »кръстопът«. На един кръстопът има понекога много натрудани неща, има маса препятствия, маса затруднения от второстепенен характер. Но това не е толкова важно; те се дължат на самото естество на нещата, нали?

И днес г. Жак Ансел пак продължава. Но това не трябва да ни оудва. Хората, които редактират в-к »la Masedoine« в Женева и които са изразители на Протогерова, в отговора на писаното от него, таксуват г. Жак Ансел като некомпетентен. Тоя начин на отговаряне е наистина много неудобен.

Г-н Жак Ансел съвсем не е некомпетентен. Той е с предубеждение.

Това предубеждение се хвърля в очи веднага от редицата статии, които той е публикувал в »l'Information«, след едно ново пътуване в ориента с научна цел, а именно в Македония под Сърбия, пътуване, което предшества — това е наистина куриозно — подписването на френско — югославянския договор.

В тия статии г. Жак Ансел заявява, че »македонския въпрос не съществува вече«!

Тоя въпрос значи некога е съществувал! Но кога? В своята книга още той поставяше македонския въпрос като такъв, който е съществувал в миналото.

Безсъмнение, тоя въпрос за г. Жак Ансел се приключи веднага след войната от 1912—1913 г., когато балканските съюзници разпокъсаха и разрезаха на парчета нещастната Македония. От деня, когато бе извършен един от най-големите исторически атентати, когато бе извършено едно престъпление — подобно на това с разделата на Полша — когато от една страна Гърция и от друга Сърбия присъединиха две големи части от Македония, а България една малка част — македонския въпрос не съществуваше вече!

А истината е, че от него ден насетне, македонския въпрос стана още по-болезнен, още по-трагичен и по-сложен.

Преди 1912 г., македонците имаха само един господар: турското правителство. Сега те имат трима господари: гръцкото, българското и сръбското правителства. А що се отнася до техните страдания, може без преувеличение да се каже, че те се утроиха.

Но за г. Жак Ансел, от общо-европейската война насетне, македонския въпрос може да се каже, съществува още по-малко, отколкото в миналото.

Сърбия окончателно е завладела вече частта от Македония, която й се даде.

Гърция за винаги е елиминирала страната и асимилирала южните македонски кантони.

И г. Жак Ансел бие барабана на ентузиазма!

»Македония е вече неузнаваема! Сръбския лекар всичко е видоизменил в нея! Нема вече палудизъм! Аз можах да спя без конопнери!«

Че сръбския лекар в Скопската, Битолската, Прилепската и Шипеката области има за цел колонизаторското дело на сръбския поп, учител и офицер, това ние знаем много добре.

Тая работа се върши въпреки в всички части на света от модерните колонизаторски държави. И официална Сърбия върши в Македония наистина едно колонизаторско дело — в най-ужасния смисъл на тая дума — като от една страна денационализира местното население и от друга, като насилствено настанява на македонските земи сръбски колонисти, докарани от другите области на държавата.

Кого ще убеди г. Жак Ансел, че Карагеоргиевичева Сърбия, която нема нито ступен манѝр в своите каси и която в тоя момент усилено търси да склучи заем, тая Сърбия е намерила необходимите фондове за да върши в Македония, и то в голем масштаб, изсушаване на разни бластисти места, залесяване, построяване на болници и пр. и пр.?

Безсъмнение, започнато е нещо да се върши в тая страна, но да се говори, че е извършено преобразуване, това не отговаря на истинското положение там.

Освен това, тук има нещо странно: г. Жак Ансел е успел да види толкова много лекари в Македония под Сърбия, а не е можал да види нито един жандарин, нито един полицай! Той е посетил много хигиенични институти, обаче никак не се е сетил да посети поне един само затвор!

Това е цело нещастие! В момента, когато, като изпаднал в екстаз турист, той се провиква, че македонците били доволни и щастливи — той би могъл спокойно да види пълните с македонци затвори в Скопие, Битоля, Шип и др. С хиляди македонци беха затворени там, където и сега още лежат. В подземните килии на Скопския затвор, той е имал възможността да види млади македонци, от които повечето студенти, хвърлени там под предлог, че са били съучастници в атентатите на автономистите, в които те абсолютно никак не са замесени; в действителност, те са хвърлени в затворите, защото са образували македонски младежки дружества,

о-цел да занаят културата на своите прадеди и да подготвят по легален път освобождението на своята поробена родина.

Г-н Жак Ансел е пътувал безспорно в разкошните автомобили на висшите сръбски офицери, накинчени с златни украшения. Жалко, че той не е взел трена да пътува в класата, в която пътува обикновенно народа. Тогава той би видел как на всека станция в купето нахълтва сръбски стражар, за да търси »пътнически листове« и систематически да арестува пътниците македонци.

В Югославия на »Белата ржка« да бѣдеш македонец, това е престѣпление. Не могат да избегнат от това престѣпление даже и ония македонци, които още преди балканската война са минавали за сѣрби.

Г-н Жак Ансел би имал възможността да изврши своята анкета и в много други отношения. Той би могъл да иска информации за последните избори, по отношение на които опозицията е направила оплаквания в Скупщината против г. Вукичевич; тия избори обаче, беа произведени особено жестоко в македонската област, където отстранявайки избирателите, сръбските жандари избраха радикалските министри, които иначе никак не беа сигурни, че ще бѣдат избрани другаде.

Но г. Жак Ансел гледа нещата чрез специални очила, и там където е истински ад, той вижда само идилии и очарователни картини.

Сѣдмото нещо е и в Македония под Гърция.

Г-н Жак Ансел адмираира делото на малоазиатските бежанци, които успели да преобразуват страната.

Безспорно, качествата на трудолюбие и интелигентност на грѣцките бежанци, настанени в тая част на Македония, са се проявили там в своя блесѣк.

Но той не е запитал даже, как дошлите от Мала — Азия грѣци са намерили место в тия краища, с какви насилия местните македонци са били прогонени от своите къщи и от своите земи!

Той не е чул да се говори за ония трагични »врѣща-

ния« на експроприираните селяни, които се врѣщат понекога в своите родни села, които са били принудени да напустнат, и с орѣжие в рѣка, да се бият срещу новите пришелци.

Тоя образован човек е останал безчувствен, когато се заграбваха, експроприираха и продаваха разните македонски черкви, училища и библиотеки — изградени с сѣбраните с толкова мъжи и труд грошове на македонските селяни, и които паметници и институти са повече от всекъде другаде национална собственост!

Тоя деликатен човек не се ужаси даже и от »излоббата на труповете« на четниците в Лерин!

Тоя специалист по балканските въпроси, който справедливо стигматизира атентатите на автономистите, не подзира даже, че има и други атентати, извршени от други комитаджии, които са в услуга на Атинското правителство, и че, ако четите на Протогеров врѣшат разни престѣпления, то бандите на »Грѣцкия юмрук« сѣщо тѣй оставят зад себе си следи от кърви и развалини!

И понеже той не е видел нищо, което да противоречи на неговата про — сръбска и про — грѣцка теза, г. Жак Ансел идва до заключението, какво македонския въпрос не съществува, или, че не съществува вече.

Обаче, това не пречи никак, щото македонския въпрос да образува едно огнище на агитации и конфликти на Балканите. Това не пречи, щото македонската проблема да бѣде повече от всеки друг път разисквана от международното обществено мнение.

Това не пречи особено на македонските маси да искат от дълбочината на своето нещастие, с все по — голема и по — голема енергия, да се освободят от тройното иго, което ги тѣй страшно потиска.

Това не пречи, щото двойния идеал за независимостта на Македония и за Балканската Федерация да бѣде осветен от един небивал до днес блесѣк.

Даниел Рену

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА

ПОЛУМЕСЕЧНИК

ОРГАН НАРОДНИХ МАЊИНА И ПОТЛАЧЕНИХ НАРОДА БАЛКАНА

ИЗЛАЗИ НА СВИМ БАЛКАНСКИМ ЈЕЗИЦИМА

„Пацифизам“ г. Маринковића

Над Балканом лебди ратна опасност, њу никаква парола звала се она по г. Маринковићу »Балкан балканским народима« или по Радићу »подунавског и балканског Локарна« не може уклонити. Под паролом »Балкан балканским народима« како је замишља садашњи југословенски министар Спољних Послова Маринковић, она је de facto палиатив да прикрије праву суштину великокрпског империјализма на Балканском Полуострву.

Свесни свога положаја, београдски властодршци, пуштају кроз уста »демократе« Маринковића на конгресу демократске странке 15 и 16 јануара о. г. вести у јавност, како су они највећи поборници балканског мира. Политика Београда иде једино затим, да осигура полсератни статус кво на Балкану, коме очигледно прети опасност, ако се ко са концепцијом београдских властодржаца не сложи, онда да потпадне под »туђе господство«. Колико је »наиван« тај г. Маринковић, као да су данашњи режими на Балкану, (међу које се подразумева и онај коме стоји на челу Маринковић) потпуно слободни од господарства империјалистичких Великих Сила.

У такав слаткоречив »пацифизам« Бријанове копије, нико жив не верује, па дакако ни сам Sprecher Маринковић. И сада долазе две врло значајне реченице које најдрастичније карактеришу шефа спољне политике краљевине С. Х. С.: ... »ако нас остали словенски народи пуште да заиста као пре неколико векова сами бранимо независност Балкана, и овога пута успеме одбранити, да ли онда заиста неће доћи до наше хегемоније?«, једна друга мисао са исте трибине од истог говорника: ... »Ја могу да поручим онима (Македонском комитету Д. Ј.) тамо да је прошло време кад су се револвером и камом стављала политичка питања на дневни ред. И могу да тврдим да догод се ови злочини продужују не постоји ни

једна држава која ће смети да то питање (Македонско питање Д. Ј.) покрене и о њему говори, јер ако би то учинила, онда је свршено са новим поретком ствари, онда се понова упућују они који имају тежње и аспирације за велики форум правде (sic!) не на велики форум правде и права него на револвере и каме за почетак а митраље и топове за свршетак.« (»Политика« 15. I. 1928)

На истом конгресу рекао је вођа демократске странке Љ. Давидовић како се »Македонија не узима ни четама, ни батаљонима, а ни пуковима ни дивизијама ни армијама, да се она узме, то је права реч, треба доле да остане стотине хиљада пустих капа«. На такав »пацифизам« неће се никад сложити остали балкански режими и, одјек таквог решавања балканских проблема били су, закључивање тајни војних конвенција између Бугарске и Италије и, Грчке и Италије. Није искључено да боравак румунског министра Иностранних Дела Титулеска у Руму, не донесе са собом још нова изненађења.

У линији »пацифизма« великокрпских властодржаца може да се књижи и последња афера шверповања оружја у Мацарску; интензивна изградња стратегијских железничких пруга у Македонији према бугарској и албанској граници; изградња Боке Которске у прворазредну поморску оперативну базу; набавка неколико подморница; развој домаће војне авијације и интензивно подизање зато потребних фабрика у Раковици, Краљеву, Земуну, Новом Саду и Београду; проширивање фабрике оружја у Крагујевцу и барутане у Обилићеву; милитаризација Македоније; стварање италијанске јаке ратне хидроавионске базе на острву Ластово; и т. д. Све ове мере означавају курс »пацификације« Балкана, осветљавају завојевачке тежње српске хегемоније, интересне супротности балканских влада и на Балкану заинтересованих Великих Сила. Али не само то. Грозничаво наоружавања Југославије, уговори између Југославије и

Француске, и Италије са Албанијом, Грчком, Бугарском и Мадарском обележавају на Балкану два империјалистичка фронта: овај Италије са својим савезницима и Маринковић—Брианов. Они се морају сударити, јер су међусобне супротности тако заоштрене да се тешко путем разних конференција могу решавати, то лежи и у суштини завојевачке политике. На ипак увикује г. Маринковић у своме говору на конгресу »ми нисмо изоловани, наша држава има у овом тренутку већину народа (!) на својој страни«.

Кој ли то »народ« мисли да има Маринковић на својој страни? У сваком случају само крупно капиталистичке и више војне кругове, али никако обесправљеног радника и ољачкане масе српске и осталих нације монархије. А народ представљају радне масе, који пажљиво прате крваво

коло које им се припрема, јер имају очи да виде шта се са њима ради и око њих дешава.

Само су те угњетене масе радног народа свију нације како Југославије тако и осталог Балкана у стању да **осигурају Балкану мир** у смисли parole »Балкан балканским народима. И то тако: ако у тренутку објаве новог империјалистичког рата, задахнуте идејом Федерације Балканских Радничко—Селачких Република са пуно самопоуздања у своју победу, претворе империјалистички рат у ослободилачки рат.

У победи радника и сељака балканских народа над својим домаћим угњетачима лежи и кључ решења балканских проблема.

Димитрије Јовановић

Привредно стање Југославије и режимско газдовање

II.

Ново придодужење иностраног капитала, о чему смо навели неколико конкретних примера у прошлом чланку, представља тек један незнатан пораст оне раније плашираном који је у поседу многобројних предузећа и финансијских кућа у Југославији. Споменуто само главније од њих а сусрећу се у: Боском Руднику бакра, »Икарус«—фабрике за израду авијона и авијонских мотора, Француско—Српска Банка, Хрватска Есконтна Банка (којој се прикључују: Хрватско—Славонска Хипотекарна Банка и Босанска Банка А. Г.), Љубљанска Кредитна Банка, Југославенска Банка, Заступништво Стандард-Ојл и многе друге веће и мање банке, осигуравајућа друштва, индустријска предузећа на и трговачке куће. По својој империјалистичко—финансијској припадности, тај капитал је у главном француског, енглеског и америчког порекла, а затим талијанског, чешког, немачког, шведског и др.

Највећу обавезу према империјалистичким силама узела је на себе сама СХС-држава. Њени дугови чине у укупном износу:

дин. 56.345.963.932

од чега три четвртине отпада на зајмове и друге врсте задужења код иностранства. Код главног дела (дугови из рата и послератни) учествује Француска са око 50%, Енглеска са 30% и Америка са 20%. На сваког становника Југославије просечно задужење достиже скоро 5.000 дин., а годишњи каматњак ако се рачуна са 4% доноси терет од 2.254.000.000 дин. (По Љ. Косијеру, уреднику »Банкарства«).

Начин газдовања државним предузећем је савршено расипнички што нам најбоље потврђује режимска буџетска политика. Како се она водила говори нам ова табела установљена од Љ. Косијера (»Наши државни дугови«).

«... У упоређењу са предратним стањем (1913) и са појединим (предидућим) буџетским годинама, проценуелно увећање државних расхода изгледа овако:

Год.	Буџетски расходи мил.	Према претх. год. више %	Према 1913 више %
1919	1574	—	393
1919—20	2473	63	818
1920—21	4815	94	1206
1921—22	6149	28	1537
1922—23	8134	32	2033
1923—24	10209	25	2550
1924—25	11765	15	2941
1925—26	12304	5	3076

А познато је да и за последње три године расходи не само да нису умањени, већ знатно увећани. (Напоменућемо да код сваког од наведених буџета, војно-полицијски апарат је односно најзнатнији део.)

Текући буџет за 1927—28. предвиђао је на име државних примања 11.477.570.000 дин. што је према реализованим приходима из 1926—27. више за 572 милиона! Како је у текућој години привредно стање земље много лошије, буџетом предвиђени расходи су остали далеко мањи. За период април—август (5 месеци буџетске 1927—28.) приходи су овако предвиђени и наплаћивани (у милионима дин.):

	Предвиђено	Наплаћено	+ или —
железнице	1.120	743	—381
непоср. порези	710	567	—143
монополи	957	992	+ 35
царине	703	634	— 69
таксе	442	387	— 55
трошарине	314	201	—113
поште, т. т.	202	186	— 16
шуме и рудници	188	190	+ 2

Од укупно предвиђених прихода за речених пет месеци остао је мањак од 833 милијона или око 17,5%. (По »Привр. Прегледу«, 29. I. 1928). Са коликим ће дефицитом да закључи буџетска 1927—28 год. није још познато; из дана у дан примања су била све слабија о чему нас уверавају царински приходи за које имамо крајње податке. Буџетом предвиђени требали су исти до 10. I. 1928. да донесу 1.813.355.539 дин.; међутим они су остали на 1.307.389.579 што значи дефицит од 505.965.960 дин. (Југослов. »Лојд, 31. I. 1928).

Да би режим могао да реализује предвиђене расходе, мора да тражи друге изворе; како их није нашао, они су за првих пет месеци текућег буџета остали редуцирани са скоро 25%.

И ако је посве извесно да буџет за 1927—28. није за остатак времена могуће никако остварити, и ако привредно тело земље представља живи леш који не може ни самог себе да одржи — нови буџет за 1928—29. који се претреса у Нар. Скупштини, буџет »штедње«, буџет »стручњака«, верна је слика система бирократског начина буџетирања и огледало режимског банкротског газдовања у — опште. Тај буџет предвиђен на 11.840.000.000 дин. расхода са 232 милијона дефицита, чији материјални расходи — по тврђи Сл. Шећерова, председника скупштинског пореског одбора — стоје према личним у односу као 51 и 49, даће око 3 милијарде дин. дефицита (мишљење Стј. Радића). Томе, да су дата маса овлашћења појединим министрима; да су позиције за војску и морнарицу (2.428.571.226 дин.) и полицију (554.646.007 дин.) повећане; затим да су предвиђене велике своте за војне и стратешке објекте које односе од буџетских материјалних расхода најзнатнији део — уверава нас да је курс који се уводи у Југославији све личнији. Такав буџет је право гажење у реакцију и завођење апсолутистичког режима.

Прошло годишње режимско привредно газдовање утицало је да резултат укупног платног биланса изгледа овако (по »Привр. Прегледу«):

трговински биланс	— 960
иселјеници	+ 800
страна капитал изнео	—2000
нето милиј. дин.	—2160

Али код тога ставити тачку, значи оставити режим да пропада и да за собом повуче систем! Властодржици су пошли другим путем бацајући се у загрљај империјалистима. Служење страном, западном империјализму расте. Код тога се режим јавља као посредник који треба сав терет нових апетита да свали на радни народ. Баш у моменту када се режиму навлачила магла на очи немогући да догледа исход своје политике, и у часу када је чинио задњи трајај да сачува и даље у рукама крваве монархије — прискаче у помоћ један англо—амерички конзорцији банака са зајмом од 13.750 милијона динара. Док режим тријумфује — државни дуг скаче на 70 милијарде, сваки становник се оптерећује још са 1000 дин. од главе а годишњи каматњак тражи притисак нових 500 милијона на снагу продуктивних сила земље, дајући још за политички резултат: интимније односе владајуће монархије са енглеском протусовјетском, контра-револуционарном, империјалистичком и tlačитељском политиком.

Зајмом, који лондонском Сити-у изручује државне монополе, железнице, обртну порез, босанске шуме, руднике и друго — изручена је и слобода народа Југославије енглеским колонијаторским империјалистима. Искориставање привредних богатстава Југославије биће интензивније али нема л икаквог изгледа за поправку положаја радника и сељака. Новим пореским законом главни порески обавезник је сељак и радник, јер се највећи приходи траже од порезе на земљиште и службеничке порезе. И сада, народ добија два господара

— домаћег и страног — имајући да служи две политике: српски милитаризам и светски империјализам.

Има ли за народ средства одбране? Која су?

Бих му показује баш та околност да се све интересне групе удружују. Тенденца домаћег капитала Југославије је у концентрацији. Тај процес кога сусрећемо код банака, млинске и друге индустрије покушај је да се тим путем груписања сачувају од банкротства, да удруженим силама притисну на народ и да он, домаћи капитал, закупац материјалног и радног богатства у земљи може исто „en gros“ да изручи страном империјализму у пазакуп.

Сељаштво и радништво Југославије глудује! Пољопривредни производи не покривају продукционе трошкове сељака, а раднике дави безобирна експлоатација. 250 хиља-

да бесносних радника и 3 милијарде сељачког дуга банака и зеленашима најбоља је слика социјалног положаја широких маса у држави С.Х.-С. Исељавање расте... И зар није одговор на горње у постављању другог низа питања:

Докле ће се трпети домаћи, унутрашњи непријатељ који тргује са свим што му под руку дође? Хоћели се трпети и даље политика задуживања народног добра те изручивања главних извора богатства у руке империјалиста? Могу ли се подупирати они покрети и партије које обмањују народ упрезајући га у кола војно-полицијског режима? Зар није време да савез радника, сељака и потлачених народа путем револуционарне и усташке борбе стресе власт домаћих глацијера, милитаризма и империјализма? Докле...
(Свршетак)

М. Стефановић

FEDERAȚIA BALCANICĂ

BI-LUNARA

ORGAN AL MINORITĂȚILOR NAȚIONALE ȘI AL POPOARELOR AȘUPRITE DIN BALCANI
APARE ÎN TOATE LIMBILE BALCANICE

Un eveniment istoric Congresul Prietenilor Uniunii Sovietice dela Moscova

La 7 Noembrie anul trecut a fost sărbătorită în Uniunea Republicilor Socialiste Sovietice a Zecea Aniversare a Revoluției din Octombrie, care a răsturnat în Rusia domnia capitaliștilor și a moșierilor și a stabilit acolo dictatura proletariatului. Delegați din lumea întreagă au venit la acest jubileu. Au venit să vadă opera masselor muncitoare din imensa Uniune, să fie martori ai înfăptuirii socialismului și să-și exprime hotărârea de a apăra Satul Revoluționar împotriva oricărei încercări a lumii capitaliste și imperialiste de a se atinge de opera socialismului, împotriva oricărui război imperialist îndreptat contra patriei proletariatului internațional și a popoarelor asuprite din toată lumea.

Delegații s'au convins cu ochii lor proprii, că socialismul se înfăptuiește, se clădește în U.R.S.S., că acolo se ridică o lume nouă. Ei au văzut elanul enorm în toate ramurile vieții publice. Ei au văzut că există în Uniunea Sovietelor o solidaritate completă între țărani și lucrători, că frontul unic este înfăptuit în fapt, ei s'au convins că masele muncitoare sunt acelea care guvernează în Uniune, că ziua de opt ore este acolo aplicată și că ziua de șapte ore va fi introdusă; ei văzură palatele și sanatoriile muncitorești, cluburile și bibliotecile în fabrici și în instituțiile felurite, ei se convinseseră de îngrijirile numeroase și amănunțite ce se dau lehzelor, etc.; ei văzură că diferitele popoare din Uniunea Sovietică, în număr de aproape 200, trăiesc într-o frățescă unire, că conflicte naționale nu mai există acolo. Ei văzură deasemenea demonstrațiile și parada Armatei Roșii dela 7 Noembrie. Ei văzură toate acestea, și căpătară ferma convingere, că nu există o putere pe lume, care să fie în stare să doboare opera proletariatului din Uniune.

Peste o mie de delegați din deosebite țări ale lumii veniseră în U.R.S.S. Nu era decât firesc ca ei să se adune și să-și exprime sentimentele față de primul Stat Revoluționar. — și față de numeroșii lui dușmani. Un comitet, special alcătuit din inițiativa delegației engleze, organizează această adunare: Congresul Prietenilor U.R.S.S., care fu deschis la 10 Noembrie, după câteva cosfătuiri prealabile.

957 delegați din 43 de țări participară la Congres. Toate partidele din lume erau reprezentate acolo. Erau delegați din toate țările europene, fără nici-om excepție, și din Turcia, India, China, Japonia, Indonezia, Egipt, Maroc, Africa Apuseană și de Sud, America de Nord, Mexico, Chile, Argentina, etc. Numărul delegațiilor sporea mereu în cursul sedințelor Congresului. O delegație din Polonia și alta din Africa de Sud sosiră în ziua a doua a Congresului, și la închiderea lui se primi vestea că o delegație din Filipine era în drum spre U.R.S.S.

Delegații au trebuit să învingă mari dificultăți, pentru a pleca în U.R.S.S. Ei s'au expus la mari riscuri, la persecuții din partea guvernelor fasciste și imperialiste. Cu toate acestea ei au plecat în masă pentru a manifesta în U.R.S.S. entuziasmul lor pentru opera proletariatului sovietic și pentru a-l asigura de sentimentele lor frățesti.

Erau de față delegații ai organizațiilor politice muncitorești, ai cooperativelor, ai uniunilor țărănești și ai popoarelor coloniale și semi-coloniale, reprezentanți ai asociațiilor științifice și culturale și ai muncitorilor intelectuali celebri. Erau comuniști, socialiști, reformiști, sindicaliști, anarhiști, radicali, democrați, fără de partid. De remarcă că numărul comuniștilor era destul de minim în comparație cu numărul general al delegațiilor: comuniștii cari participau la Congres nu erau mai mulți de 250; mai este de observat că mai mult de 200 socialiști, aderenți ai Internaționalei a II-a, erau de față; ei veniseră împotriva hotărârilor luate de centralele lor de partid. Cu toate diferențele în concepțiile generale ale delegațiilor, o voință comună îi unia pe toți, delegații erau pătrunși de o singură dorință comună: întărirea operei U.R.S.S., dezvoltarea socialismului, ajutorarea tehnică a proletariatului din Uniune, darea drept pildă în celelalte țări a ceea ce s'a înfăptuit în Uniune, împotrivirea prin toate mijloacele față de statele imperialiste care ar declara războiul împotriva Uniunii. Iată ce se citea pe fețele tuturor delegațiilor, iată ce demonstau toate discursurile lor, toate declarațiile lor.

Două chestiuni fură supuse examinării Congresului: clădirea socialismului în U.R.S.S. și pericolul de război. Pentru prima chestiune președintele Sfatului Comisarilor Poporului, Ricov, a făcut un expozu amănunțit despre tot ceea ce s'a desăvârșit în U.R.S.S. de către muncitori și țărani. Încă înainte de deschiderea congresului, vizitând fabricile, instituțiile, școlile, palatele și sanatoriile muncitorești și țărănești, satele, închisorile, etc., delegații putuseră constata munca imensă de clădire socialistă, îndeplinită în Uniune cu toate piedicile, și expozuul lui Ricov nu făcu decât să întărească într'înși convingerea deja căpătată. Asupra chestiunii a doua fură cetite trei rapoarte: de către Jäger, Barbusse și Tomșchi. În aceste rapoarte fu relevat, că sistemul capitalist este izvor de noi războaie, că statele imperialiste, și în primul loc Anglia, sunt dușmanii esențiali ai U.R.S.S., că țările capitaliste se înarmează cu o repeziune vertiginosă și că este de datorita tuturor să apere edificarea socialistă împotriva distrugătorilor și calomniatorilor ei, și că, în acest scop, este necesar să se elaboreze un plan amănunțit pentru apărarea primului Stat Revoluționar. Peste 80 de delegați vorbiră în acelaș senz dela tribuna imensei săli din

Căminul Sindicatelor; mulți alții, din lipsă de timp, nu ajunseră să ia cuvântul pentru a-și exprima entuziasmul față de ceea ce văzuseră și voința lor de a apăra U.R.S.S.

Vom reproduce în parte câteva declarații ale oratorilor.

Veterana revoluției, Clara Zetkin, subliniază imensa muncă creatoare, îndeplinită de către proletariat în U.R.S.S. și declară, că trebuie raspuns la războiul imperialist prin mobilizarea maselor, prin răsturnarea stăpânirii burgheze.

Vorbind în numele a 33 de milioane de muncitori și țărani organizați, reprezentantul delegației chineze a declarat, că succesele Revoluției din Octombrie sunt și succesele Revoluției Chineze și că izbânda acestora însemnă izbânda Revoluției Mondiale.

Reprezentantul delegației germane, Tempnan, declară că trebuie asigurată Uniunii Sovietice continuitatea în edificarea în liniște a socialismului, contrar acțiunii conducătorilor reformiști, că trebuie dat ajutor tehnic U.R.S.S. pentru exploatarea imenselor bogății naturale și că trebuie organizat un front unic politic și sindical împotriva imperialismului.

Denunțând campania calomniatoare dusă împotriva U.R.S.S., reprezentantul delegației engleze a declarat, că tot ce presa burgheză publică despre Uniune nu sunt decât minciuni și născociri curate; dacă toți muncitorii ar avea puțința de a veni încoace, ei ar cere să fie pestetot în aceeași situație ca muncitorii Uniunii și ar urma pilda acestora punând mâna pe putere și introducând și la dănsii acasă guvernul sovietic socialist. »Noi vom sili, a încheiat el, Trade-Uniunile să aperse U.R.S.S.«

Mai trebuie amintit în acest loc discursul anarhistului francez Colomer, care, după ce a subliniat că până de curând el și tovarășii săi erau contra dictaturii proletariatului în U.R.S.S., declară: »Este ușor să critici și să tragi planuri despre revoluția socială, dar este greu să le aplici și să desăvârșești revoluția socială. Voi, muncitorii ruși, ați făcut dovada că sunteți oameni practici în viață. Noi trebuie cu toți să ne adunăm sub drapelul roșu al U.R.S.S., noi trebuie să creem pestetot frontul unic revoluționar și să stabilim și la noi acasă dictatura proletariatului.«

Toți ceilalți oratori, printre cari și reprezentanții popoarelor balcanice asuprite, Fan Noli și D. Vlahoff, ale căror discursuri le vom reproduce în numerele viitoare, își exprimă entuziasmul pentru ceea ce a făcut și îndeplinit U.R.S.S. și simpatiile lor pentru Statul Revoluționar. Toți declarară că ei luptă împotriva asupritorilor și exploatarelor sutelor de milioane de oameni, împotriva criminalilor cari vor să nimicească Uniunea Sovietică provocând un război imperialist.

Numeroase saluturi fură transmise în timpul ședințelor Congresului reprezentanților muncitorilor și țăranilor, ai popoarelor asuprite și ai muncitorilor intelectuali. Congresul a fost salutat de către delegații din fabrici și din instituții și de către delegații țărănești. El a fost salutat de către Sfatul Muncitoresc din Moscova, de către Partidul Național-Revoluționar Mongol și de către o delegație specială muncitorească chineză. Cea mai mare parte din oratorii acestor delegații erau femei, ceea ce făcu o adâncă impresie asupra congresiștilor. Discursurilor lor înflăcărate mișcăre pe delegați, cari făcură ovații oratorilor prin aplauze frenetice. Deosebit de mișcător a fost momentul, când Sfatul Militar Revoluționar, având în frunte pe președintele său Vorosilov, apără la tribună pentru a saluta în numele Armatei Roșii pe delegații Congresului și pentru a decora pe câțiva dintre revoluționarii fruntași din celelalte țări pentru munca lor devotată Revoluției. Apariția conducătorilor Armatei Roșii fu salută de către Congres printr-o furtună de aplauze.

»Muncitorii și țăranii din Franța, Germania, Ungaria, Anglia, Polonia, Cehoslovacia și de aiurea, declară Comisarul Războiului Vorosilov, au refuzat să procure armatei dușmanului de cală (în timpul războaielor de intervenție) arme și muniții; ei refuzară să lupte împotriva revoluției proletariene și organizară revolte în multe părți. Ei ridicară baricade în străzile capitalelor capitaliste. Aceste acțiuni ușurară situația Republicelor Sovietice și contribuă la victoria Armatei Roșii împotriva numeroșilor săi inamici. În amintirea aniversării a Zecea a Victoriei clasei muncitoare, în amintirea solidarității internaționale a proletariatului în anii trecuți de război civil pentru dictatura proletariatului și în semn de unire frățească între muncitorii din lumea întreagă, Sfatul Revoluționar Militar răsplătește pe Clara Zetkin, Jacques Sadoul și Bela Kun, prezenți la tribună, și pe André Marty, Max Hölz, Stanislav Lantsusky și Cian-Go-Tao, aflători în închisorile din Franța, Germania, Polonia și

China cu medalia Steagului Roșu.« — Remiterea medaliei de către membrii Sfatului Revoluționar Militar revoluționarilor prezenți și, pentru a fi remise revoluționarilor aflători în închisori, președinților delegațiilor franceze, germane, poloneze și chineze, a fost scenă de nedescris, mișcătoare și emoționantă. Această scenă, delegații nu vor uita niciodată!

Congresul adoptă două rezoluții: una asupra edificării sovietice în cursul celor zece ani, cealaltă asupra pericolelor de război. Proiectele acestor două rezoluții fură examinate în amănunțime de către comisiuni și prezentate examinării tuturor delegațiilor. Cea mai mică dintre delegații au depozitat dreptul și puțința de a aduce corectări, modificări.

În prima rezoluție este subliniat progresul enorm în Uniunea Sovietică, unde dezordinea și haosul sunt înlocuite prin clădire sistematică, unde socialismul este aplicat în fapt și unde o lovitură mortală a fost dată capitalismului. Se arată în ce consistă acest progres, ce măsuri sunt aplicate pentru ocrotirea muncii, cum caracterul satului este schimbat prin cooperatie; se arată că, dacă prin democrație se înțelege participarea maselor largi în administrarea de toate zilele a țării, o asemenea democrație nu există decât în URSS.; se subliniază în rezoluție că Uniunea Sovietică reprezintă o pildă unică și strălucită de unire a unui mare număr de popoare pe principiile adevăratei egalități politice și economice.

În a doua rezoluție Congresul se declară împotriva războiului imperialist, pentru URSS. și pentru China revoluționară. Congresul declară acolo, că el consideră războiul ca un război împotriva muncitorilor și țăranilor, un război care nu servește decât interesele capitaliștilor și moșierilor, că un asemenea război nu ar fi decât o cruciadă împotriva socialismului în interesul capitalismului.

Ambele rezoluții fură adoptate cu unanimitate. Nici-o mână nu s'a ridicat, atunci când președintele întrebă cine era contra rezoluțiilor!

Congresul Prietenilor URSS a demonstrat, că Uniunea Sovietică are prieteni sinceri în toate părțile lumii, că prietenia lor este adevărată, sinceră, că toți asupriții din lume și toți exploatații văd în ea patria lor, că ei toți privesc atacul contra Uniunii Sovietice ca un atac contra clasei muncitoare și a popoarelor asuprite din toată lumea, că astăzi este cu neputință să se ridice masele pentru apărarea orânduirii publice burgheze în ființă, și că războiul contra Uniunii va provoca pestetot o așa dezlanțuire a maselor, încât regimul capitalist va fi doborât în toate țările.

Congresul a arătat că toți delegații au fost însuflețiți de dorința de a-și dovedi în chip real simpatiile față de URSS., așa precum aceasta a dovedit în chip efectiv că luptă pentru liberarea maselor muncitoare și a popoarelor asuprite din toată lumea.

Congresul a îndeplinit o mare operă. Munca sa a fost grandioasă. Dar sarcina sa nu este încă isprăvită. O muncă și mai grandioasă se va săvârși de-acuma înainte. Președintele Congresului, minerul Lawter, a schițat prin cuvintele următoare munca viitoare a delegațiilor: »Toate delegațiile trebuie să continue a păstra legături cu organizațiile prin invitația cărora ele au venit în URSS.; ele trebuie să facă tot ce-i cu puțința pentru ca rezoluțiile Congresului să fie aplicate în chip efectiv de către toate delegațiile în țările lor respective; ele trebuie să continue munca lor pentru realizarea frontului unic revoluționar și pentru a face cunoscute masele largi toate cele ce au văzut în URSS.«

Și ele o vor face!

Munca începută aici va continua până la deplina dezrobire a întregii omeniri!

D. Vlahoff

Mica Înțelegere își trage sufletul

Vizita făcută de d. Titulescu, ministrul de externe al României, la Roma a provocat mare rumoare în toate capitalele europene. Lumea vrea să vadă aici un început de modificare în politica externă a României, și anume un început de orientare înspre politica anglo-italiană, ceea ce trebuie să aibă de urmare o dezagregare a Micii-Antante și o deplasare a României de sub influența exclusivă a Franței. În realitate însă Mica-Antantă este de mult numai o umbră

și samănă tare cu omul (din nuvela lui Edgar Allan Poe), care în agonie fiind este magnetizat de un experimentator bizar și ținut încă timp îndelungat într-o stare de viață aparentă, artificială; a fost deajuns însă, la capătul acestei experiențe, ca forța externă să înceteze, ca magnetizatorul să ridice puterea sa magnetică asupra muribundului, pentru ca în locul unui trup omenesc să descopere sub plapumă... un pumn de cenușă: muribundul murise de fapt din momentul magnetizării lui, dar moleculele corpului său au mai fost ținute în chip aparent laolaltă în timpul exercitării influenței magnetice. Procesul natural nu a putut fi oprit, ci numai mascat.

Tot așa și cu Mica-Antantă. E mult decât această înghebare a încetat de a mai avea o existență reală, tot așa cum nici Marea-Antantă nu mai este de mult decât o amintire. Haita de lupi a rămas haită, atâta vreme cât era vorba de doborât victima, sau victimele. La împărțirea prăzii, la monopolizarea avantajelor și profiturilor victoriei lupii s'au năpusit unii asupra altora pentru a se sfășia între ei. Căci interesele imperialiste ale statelor Micii-Antante nu converg toate înspre același punct. Interesele centrale, esențiale ale Cehoslovaciei se îndreaptă împotriva Ungariei (și a Germaniei), de aici vine pentru ea amenințarea. Jugoslavia însă, în afară de Ungaria, vede pe cel mai mare dușman al tendințelor sale imperialiste balcanice în imperialismul italian (și în revanșa bulgară). Pentru România însăsfârșit amenințarea cea mai mare nu este la apus, ci la răsărit: Uniunea Sovietică. Impotriva acesteia se pregătește oligarhia română de război și de atac. Pentru România dușmănia Bulgariei, fără a înceta să existe, trece pe al doilea plan: oligarhia română a sprijinit lovitura dela 9 Iunie, pentru a nimici pericolul »bolșevist« la sudul Dunării și a garanta astfel hinterlandul în războiul împotriva bolșevismului dela răsăritul Nistrului — în timp ce Jugoslavia se aștepta ca România să împiedice venirea la cârmă a revnașardei burgheziei bulgare, care trebuie să constituie firește pentru Jugoslavia un dușman activ mult mai periculos decât regimul agrarian al lui Stambulisky. Singura grijă mai serioasă pentru România o constituie, în afară de Uniunea Sovietică, Ungaria hortistă. Dar și aici România preferă o Ungarie hortistă, pe care armatele române au și instalat-o la Budapesta, unei Ungarii Sovietiste.

Fiecare din cele trei țări membre ale Micii-Antante are deci câte un alt dușman, împotriva căruia mobilizează forțele militare și diplomatice: Cehoslovacia are Ungaria, Jugoslavia — Italia, România — Uniunea Sovietică. Axa principală a fiecăreia din aceste trei țări burgheze se află deci pe câte un plan cu totul deosebit. De aceea și politica lor este deosebită, de aceea și Mica-Antantă a devenit o umbră, o iluzie pe care numai influența Franței o mai menține din afară. Cu cât însă influența Franței scade în politica europeană, cu cât hegemonia numai militară a Franței devine insuficientă pentru țările Micii-Antante, care se află

(mai ales România și Jugoslavia) pe pragul falimentului și au nevoie de sprijin financiar, cu cât aceste state sunt silite să-și întoarcă ochii în căutarea unei alte puteri (bogate) »protectoare«, cu atât și coeziunea Micii-Antante, creație a hegemoniei franceze de ieri, dispare.

Pentru România în special atât motivul economico-financiar intern, cât și motivul politico-militar extern lucrează în sensul slăbirei influenței franceze și al întăririi celei engleze. Chiar din punctul de vedere al pregătirii războiului împotriva Uniunii Sovietice România este silită să facă apel tot mai mult la capitalul englez (fabrici de muniții, de armament, de motoare, linii ferate, etc.). Iar din punct de vedere financiar moneda română nu poate fi stabilizată decât cu ajutorul Londrei.

Noua orientare a României nu trebuie să însemne însă neapărat o înlăturare definitivă și completă a înrăuririi franceze. Interesele României merg într-acolo ca Franța și Anglia să meargă mână-n-mână împotriva Uniunii Sovietice, iar pedecă parte ca puterea europeană a Angliei să nu devină absolută, ci să fie pe cât se poate îndulcită, echilibrată de puterea Franței — spre interesul burgheziilor din țările mai mici europene. De aceea străduința politicii externe românești este de a netezi asperitățile italo-franceze, italo-ugoslave, etc. De aceea politica externă a oligarhiei române joacă pe două tablouri. Această politică dublă și dubioasă se potrivește dealminteri cu caracterul bizantin al clasei stăpânitoare din România și o întâlnim ca un fir roșu dealungul istoriei până în ajunul războiului (perioada »neutralității«) și în preajma sfârșitului războiului (pacea dela București, ocuparea Basarabiei, etc.).

Singurul punct negru important în politica dublă și dubioasă externă a României îl mai constituie Ungaria. Dacă imperialismul anglo-italian nu a cucerit încă definitiv victoria la București, asta este pentru că nu a putut încă găsi formula împăcării româno-ungare. Campania Rothermeere a fost un mijloc de a presa asupra României și a o șantaja în sensul unei apropieri de Ungaria. În momentul în care și în acest punct Chamberlain și Mussolini vor fi găsit platforma »felicită«, Mica-Antantă va fi declarată și oficial decesată.

Oricare ar fi însă soluția pe care una sau alta din puterile imperialiste ar impune-o țărilor Micii-Antante și celor balcano-dunărene, acestea nu vor putea constitui o bază trainică și sigură pentru războiul imperialismului împotriva Uniunii Sovietice. Izbucnirea acestui război și participarea statelor balcano-dunărene la el va însemna și izbucnirea violentă a conflictelor latente dintre acestea din urmă. Războiul contra U. R. S. S. va însemna în același timp și război intestine în valea Dunării și în Balcani. Și sfârșitul: doborârea regimurilor fasciste-militariste și întronarea Federației Republicelor Muncitorești-Tărănești din Balcani.

I. Mateescu

BALKANSKA FEDERACIJA

POLUMJESEČNIK

GLASILO NARODNIH MANJINA I POTLAČENIH NARODA BALKANA

IZLAZI NA SVIM BALKANSKIM JEZICIMA

Naša anketa

kod znamenitih evropskih političara i književnika

o Balkanskoj Federaciji

Prof. Dr. Vid Valentin

Prof. Dr. Vid Valentin rodio se je u 1885 u Frankfurtu na Majni; potomak francuske emigrantske obitelji; učio je povijest, narodno gospodarstvo i državno pravo. Postao je 1910 privatni docent na sveučilištu Freiburg u Br., a 1916 profesor na istom sveučilištu. Sudjelovao u ratu u Galiciji i Flandriji. Bio je pozvan 1921 u novoosnovani državni arhiv u Potsdamu i imao referat za pitanja vanjske politike. Rat ga je učinio pacifistom. Saradnik je više demokratskih listova u Njemačkoj i Austriji. Mnogobrojni su njegovi spisi, osobito spominjemo o njemačkoj revoluciji u 1848/49, Bismarku i vanjskoj politici.

Nekoliko misli o Balkanu

Prošle godine učinio sam moje prvo putovanje po Balkanu, sigurno, da neće biti posljednje, jer sam zavolio ono dobroćudno i šaroliko ljudstvo raznih naroda balkanskog poluotoka. Pacifistički političar nemože doista bez zebnje, da gleda na tamošnje prilike. Mirovni ugovori, koji zaključise tragediju svjetskog rata, ne znače ni za Balkan kao ni za Srednju Evropu povoljno riješenje visećih pitanja. Besarabija, Makedonija, Albanija, Hrvatska, Dalmacija i Crna Gora — već samo ova imena nameću poznavaoču mnoštvo pitanja.

Kao što za Srednju Evropu čini se da tako i za Balkan ne preostaju nego dva puta, kojim treba ići. Prvi je put: najoštrijeg nacionalnog egoizma. Države balkanskog poluotoka, koje danas postoje mogu da kažu: Mi smo ovdje, mi smo pobijedili, tko pripada našoj državi mora pripadati i našoj naciji; a tko hoće nešto drugo, taj će biti jednostavno prisiljen, da postane Srbin, Rumun, Grk; interes naše države to zahtjeva, pa je zato opravdan svaki teror i svaka sifa.

Što će biti posljedica takvog svaćanja? Etnička pomicanost na Balkanu ide tako daleko, da su prelazi iz oblasti do oblasti, dapače od sela do sela tako fini, da se nikako nemože povući neka granica u prijepornom području na temelju nacionalnog ili jezičnog načela. Po mom mišljenju i najnepriestrasniji sudac ne bi mogao tačno kazati: ovdje prestaje Srbija i ovdje počinje Grčka i t. d.

Mora se dakle računati sa činjenicom, da će u svakoj balkanskoj državi biti narodnih manjina. U Srednjoj Evropi imamo razvijeno pravo narodnih manjina, koje nije samo teoretski izgrađeno i usavršeno, nego i primjena tih prava u praksi kao na pr. u njemačko-danskom pograničnom području pokazuje dobre i zadovoljavajuće rezultate. Ne bi ni balkanskim državama bilo teško, da primjenom prava narodnih manjina dokažu svoju kulturnu i duhovnu ravnopravnost sa Srednjom Evropom.

Tim je spomenuta druga mogućnost o kojoj se gore govorilo. Balkanske države mogu napustiti zastarijelo stanoviše nasilnog državnog nacionalizma i kazati: Dosta je prolijevanja krvi, dosta terora, dosta rušenja blaga i imanja! Svaka je od nas sanjala veliki san o prostranom carstvu, koje se može sagraditi samo na obezbravljenju naših susjeda i naše braće, a budućnost pripada misli jednakopravnosti i međusobnog poštovanja. Nijedna od nas nemože postati prava velesila, ali ako se složimo, onda možemo uza sav veliki razmjor današnjih političkih sila nešto značiti i braniti naše zajedničke interese protiv svakoga.

Znam veoma dobro, da nažalost ne vlada samo razum u politici i da je zato put k balkanskom savezu, koji bi jamčio svim manjinama na balkanskom poluotoku kulturnu autonomiju, još možda dalek. Moje je pouzdanje u inteligenciju balkanskih naroda i prirodno bogatstvo pomoćnik sredstava, koje vlada na Balkanu — preveliko, a da ne bi mogao mirnom savješću dati izraza mom uvjerenju: prijatelji ovog časopisa upoznali su praktički jedino moguć put.

Prof. Dr. Vid Valentin

Dr. Maks Hodann

Dr. Maks Hodann, rođen 1894 u Neisse, Gornja Šleska, učio je u Berlinu poglavito socijalnu higijenu, antropologiju i biologiju nasljedja. Za vrijeme rata bio je liječnik - specijalista za spolne bolesti, ali je bio zbog pacifističkih ideja pod strogom oružanom pratnjom odstranjen iz Berlina u ratno područje. Poslije revolucije član je berlinskog izvršnog odbora, liječnik i upravitelj zdravstvenog ureda jednog berlinskog radničkog kotara. Uglavnom je radio na polju proleterske pedagogije, od 1919 član je učiteljskog zbora škole berlinskog strukovnog saveza. Vodja je spolnog savjetovaništa u zavodu za spolnu znanost (Ustanova Magnus Hirschfelda). Pisao je mnoge veoma rasprostranjene knjige o spolnom pitanju („Odakle dolaze djeca, udžbenik za djecu“, „Dečko i djevojčica, razgovor sa omladinom o spolnom pitanju“, „Spol i ljubav u biološkom i socijalnom obziru“). O Uskrsu 1927 bio je izabran za drugog predsjednika njemačkog zemaljskog saveza međunarodne radničke pomoći.

U kulturnopolitičkom seminaru, koga vodim u školi berlinskog strukovnog saveza, imao sam tu skoro prigodu, da govorim o važnosti balkanskih problema za Evropu. Onim Njemicima između nas, koji se kao socijaliste osjećaju usko povezani sa susjednim narodima i koji ne poznavaju narodne mržnje, čini se, da je jedinstvena Evropa jedini izlaz iz ove materijalne i političke bijede širokih slojeva, koju prouzrokuju carinski zidovi, podignuti između pojedinih država. — Federacija evropskih država pretpostavlja naravno federaciju balkanskih država.

Uostalom moje je uvjerenje, da neće dopustiti narodno častohleplje ili još jasnije, da neće dopustiti interes vladajućih klasa u građanskim evropskim državama njihovo federativno udruženje. Ma kako nesmislena bila — u narodnom i gospodarskom pogledu — podjela balkanskih naroda kao što i podjela Srednje i Istočne Evrope: Tek će osviještenje širokih slojeva t. j. proleterska organizacija kod izmjene omjera političkih sila dati jamstva za pametno federalističko ujedinjenje balkanskih zemalja i dalje cijele Evrope na isti način, kao što je tek federacija sovjetskih republika pod jedinstvenim gospodarskim vodstvom velikog područja mogla osigurati prava tamošnjih narodnih manjina.

Prilike, koje danas vladaju na Balkanu. Ljubomornost vladajućih klika, neprestane pogranične borbe, tlačenje svih slobodarskih težnja moći će oboriti samo jedinstvena akcija balkanskih naroda protiv današnjim balkanskim vladama. Misao balkanske federacije nije samo u interesu balkanskih naroda, nego i čitave Evrope u toliko, što podjela balkanskih naroda prouzrokuje stalnu pograničnu borbu i tim stalno ugrožava evropski mir. To je u najskorije doba pokazao i još neriješeni sukob između Italije i Jugoslavije.

Pripadnik njemačkog naroda, koji se nalazi u sličnoj ovisnosti od engleskog i francuskog kapitalističkog i vojničkog pritiska kao i balkanske države, može danas malo da pozitivna učini za podupiranje balkanskih federalističkih osnova. Može samo da izjavi svoju najživlju simpatiju borcima u borbi protiv terora u njihovoj zemlji i priznati im svoju potpunu solidarnost. Još je Balkan onaj kraj, o kom falt potanje poznavanje većini ljudi u Srednjoj i Istočnoj Evropi. Izmjenom misli, međusobnim upoznavanjem prilika u zemljama, koje u doba zrakoplova nisu udaljene nego malo sati zračnog lijeta, može se i s njemačke strane učiniti nešto za ideju balkanske federacije, koja mi se čini, da je jedini mogući izlaz iz današnjeg stanja na Balkanu — u interesu ne samo Balkana, nego i čitave Evrope.

Dr. Maks Hodann

Prof. Leonard Nelson

Leonard Nelson, rođen 11 srpnja 1882 u Berlinu, od 1909—1919 privatni docent, a poslije izvanredni sveučilišni profesor u Göttingenu, jedan je od najglasovitijih savremenih filozofa u Njemačkoj.

Od Nelsonovih važnijih filozofskih djela spominjemo: „Reformacija filozofije pomoću kritike razuma“, „Kritika praktičnog razuma“, „Sistem filozofskog naučavanja prava i politike“, „Znanost prava bez pravednosti“, t. t. d.

Sadašnje „riješenje“ nacionalnog pitanja na Balkanu samo je prividno riješenje. Ugovori o miru poslije svjetskog rata samo su pooštrili zadjevice među balkanskim državama i zato možemo dandanas govoriti još sa većim pravom o balkanskom problemu nego li prije rata. Kao što u međusobnom odnošaju drugih država, tako vlada anarhija i u međusobnom odnošaju balkanskih država. Anarhija znači vladu slučaja i zato vladu grube sile na mjesto vlade prava. Zato i nemogu tvrditi, da je važno balkansko pitanje riješeno po načelima pravednosti i slobode i u interesu mira. Naprotiv mi je posve jasno, da je takozvano riješenje balkanskog pitanja uslijedilo protiv ovim načelima i protiv interesa mira.

Ne vjerujem, da su prava narodnih manjina potlačenih naroda i naroda uopće ikako zaštićena pod sadašnjim reakcionarnim balkanskim vladama. Darmar, koji je nastao poslije velikog rata u unutrašnjim političkim prilikama balkanskih država proizukovale su najvećim dijelom njihove vlade. Vlade — i to ne samo u balkanskim državama — nastale su u vrijeme poslije rata pomoću tjelesnog i duševnog terora. One se po svojoj biti u ničemu ne razlikuju od despotije. I kao što je u despotiji narod zapravo vlasništvo vladaoaca, tako su balkanski narodi vlasništvo svojih vlada. Idealna vrijednost svake narodne zajednice ovisi i na Balkanu jedino i samo o tomu, što ona stvara kao kulturna zajednica; a kao kulturna zajednica podvrgnuta je u prvom redu zahtjevima prava.

Osiguranje pravednosti u saobraćaju među balkanskim državama, a tim i odstranjenje tlačenja narodnih manjina i međusobnog takmičenja tih država može omogućiti samo balkanska federacija. Radi toga je balkanska federacija glavna pravna zadaća svih država, koje imaju upliva na balkanske prilike.

Kod današnjeg stanja na Balkanu i u cijeloj Evropi nije moguće neposredno ostvarenje balkanske federacije. Jer mi živimo u doba, kad je u odnošaju ljudi i naroda pravo slomljeno i nogama gaženo. Pod ovim je prilikama sasvim suvišno izmišljati pravne konstrukcije za riješenje balkanskog problema.

Na balkanskoj federaciji zainteresovane su balkanske države kao što pojedinci na pojedinoj državi. Balkanska federacija stvara među balkanskim državama politički zaštićeni pravni odnošaj, to znači kao da se pojedine balkanske vlade podređuju zajedničkoj vladi, a ova uređuje njihov pravni odnošaj. Kod takve organizacije balkanske federacije moguće je, da pojedine balkanske države ne izgube njihovu državopravnu nezavisnost. Uredjenje unutrašnjih prilika ostaje stvar pojedinih balkanskih država, ali uredjenje vanjskih poslova mora pripadati balkanskoj federaciji. Na pristup balkanskih država u balkansku federaciju sila razum i pravo, pa se zbog toga ne bi moglo prigovoriti sa pravnog gledišta, da se upotrebi sila protiv onima, koje se tom pristupu opiru.

Svaki čovjek, koji je zabrinut za mir, dati će svoje simpatije težnjama za ustanovljenje balkanske federacije i podupirati će ih, koliko mu je samo moguće. Ali malo koristi samo od simpatija. Potrebna je naprotiv djelotvorna akcija ujedinjenih sila, koje su uvjerenje, da je balkanska federacija jedino sredstvo, da se sa Balkana očisti leglo zločina, koje je poslije rata tako organizovala državna vlast i da tako zavlada na Balkanu čovječstvo i razum.

Pitanje balkanske federacije — pitanje je sile i vlasti. Balkanska federacija može se ostvariti samo primjenom

političkih sredstava. Sve razumu pristupačne balkanske političke stranke moraju na se uzeti zadaću, da ostvare balkansku federaciju. Za uspjeh ove akcije odgovorne su i strane države, jer ih ništa ne priječi, da u ovom pravcu vrše pritisak na balkanske države.

Svakako, da se balkanski problem neće riješiti samo na Balkanu. Sve dok velike sile ne prestanu, da love u mutnom na Balkanu, neće se tamo ustaliti mir i spokoj. Zato ima malo nade za balkanske narode, dok se velike sile na to ne odluče, da će se odreći svog suvereniteta i urediti međusobne odnose, osnovati — balkansku federaciju.

Leonard Nelson

Karlo Peyer

Karlo Peyer rodio se je 1881 u Varoslödu u Ugarskoj. Mehaničar. Sada je glavni tajnik općeg mađarskog radnog saveza. Jedan je od vidjenijih članova mađarskog parlamenta i budimpeštanskog gradskog zastupstva. Član je socijaldemokratske stranke i vođa mađarskog sindikalnog pokreta. Uredjivao je

više sindikalnih listova, a sada je glavni urednik „Rudara“, glasila rudarskog sindikata.

Moje je mišljenje, da reakcija nemože uopće nikada da zajamči — prava narodnih manjina, tamo, gdje ona bijesni, pa niti opća prava naroda; samo iskreni demokratski režim može da osigura prava narodnim manjinama.

Ne vidim drugog izlaza za potlačene balkanske naroda nego li u ustanovljenju federacije naroda poluotoka, koja će omogućiti slobodan razvoj narodnim manjinama i učiniti kraj međusobnom suparništvu balkanskih država.

Sto se tiče pitanja, da li su nacionalističke i militarističke vlade, koje podržavaju na Balkanu permanentno stanje nemira, kadre, da ostvare takvu federaciju; postaviti pitanje znači i riješiti ga. Samo kada ove vlade prepuste mjesto vladama, koje budu izašle direktno od radnog naroda, — samo će se tada ostvariti sporazum, savez balkanskih naroda. Demokratska Ugarska gledala bi velikim veseljem ostvarenje balkanske federacije, jer bi takvo rješenje meteža na Balkanu doprinijelo mnogo uspostavljenju srdačnih odnosa između ovog saveza naroda i Ugarske.

Karlo Peyer

Nacionalno pitanje u Sovjetskoj Uniji

V. Transkavkavska Federacija

Državni aparat nacionaliziran je u Georgiji na 80%, u Armeniji 90%, u Azerbejdžanu nešto manje, što je u vezi sa kulturnom zaostalošću Azerbejdžanaca prema Armencima i Georgijcima.

U komunističkoj partiji Transkavkazije dolazilo je na Georgijce 27,9% članstva, na Armence 24%, na Turke i Perzijance 18,9%, na ostale Kavkase 5,3%, na Ruse 20,3%. U Georgiji (g. 1926) dolazilo je na Georgijce 64,9%, na Armence 11,9%, na Ruse 10%, na ostale 13,9%; u Armeniji (g. 1926) na Armence 91,8%; u Azerbejdžanu (g. 1925) na Turke 42,9%, na Armence 15,7%, na Ruse 33%, na ostale 8,4%.

Razvoj školstva.

Nazornu sliku o razvoju transkavkaskih naroda i naročito o napretku po nacionalnoj liniji daje nam školstvo. Centralni Statistički Ured Transkavkazije izdao je g. 1925 posebnu knjigu posvećenu tom pitanju. U Transkavkaziji (bez Abhazije i Adžaristana) bilo je za vrijeme 1914—1924 u osnovnim školama ovakovo gibanje učenika:

Republika	1914—1915		1919—1920		1920—1921	
	broj djaka	%	broj djaka	%	broj djaka	%
Azerbejdžan	72.295	100	57.689	79,8	79.339	109,8
Armenija	32.446	100	45.694	140,8	37.300	114,9
Georgija	110.425	100	124.886	113,1	174.126	157,7
Ukupno	215.176	100	228.269	106,1	290.825	135,2
			1921—1922		1922—1923	
			broj djaka	%	broj djaka	%
Azerbejdžan			89.155	123,3	85.282	118
Armenija			67.553	208,2	67.534	208,1
Georgija			170.871	154,7	163.028	147,6
Ukupno			327.579	152,2	315.844	146,8
			1923—1924		1924—1925	
			broj djak	%	broj djaka	%
Azerbejdžan			112.305	155,3	133.872	185,2
Armenija			72.320	222,9	79.248	244,2
Georgija			207.428	187,8	211.240	191,3
Ukupno			392.053	182,2	424.360	197,2

Iz ovih brojki vidimo, da se je za 10 godina udvostručio broj djece koja pohađaju osnovnu školu. U Transkavkaziji obuhvaćeno je osnovnom obukom 50,9% djece školske dobe.

U zanatlijskim školama bilo je g. 1914—15 — 7323 učenika, g. 1924—25 — 18.476, od kojih je veliki dio dolazio na Baku.

Najveća je razlika u višem školstvu. Godine 1914—15 bilo je 351 osoba, koji su pohađali više škole. Od toga 314 u višim ženskim kurzevima u Georgiji i 37 Ećmiadžinskoj duhovnoj akademiji u Armeniji, drugih viših škola nije u Transkavkaziji u opće postojala. Danas postoje 4 univerziteta, 2 politehničke, 3 pedagoška instituta i na njima se je g. 1924—25 učilo 13.122 djaka (4785 u Azerbejdžanu, 922 u Armeniji i 7415 u Georgiji).

Po nacionalnostima i republikama.

(Prema stanju na 1. I. 1925.)

Dne 1. I. 1925 bilo je u Transkavkaziji 4433 osnovne škole, od njih su obuhvaćene statistikom 89,9%; od toga dolazi na armenske 22,2%, na georgijske 36,2%; na turske 28,2%, na ruske 7,2%, na druge 4,8%, smješane 1,4%.

Prema jeziku predavanje, osnovne su škole po pojedinim republikama raspodjeljene ovako (u %):

	Azerbejdžan	Armenija	Georgija	Ukupno Transkavkazija
	%	%	%	%
Armenski	11,6	81,2	6,9	22,8
Georgijski	—	—	73,6	33,0
Azerbejdžanski	74,2	12,9	5,8	31,7
Ruski	10,2	2,9	4,1	6,1
Ostali	4,0	3,0	9,6	6,4
	100	100	100	100

U 9 viših škola bilo je 1. Januara 1925 — 13.122 djaka (bez djaka radničkih fakulteta) i to na:

3 državna univerziteta	8.252 djaka	(62,8%)
2 politehničke	4.154	(31,7%)
3 pedagoška instituta	324	(2,5%)
1 komunistički institut	392	(3,0%)
	13.122	(100%)

U Azerbejdžanu postoje 4 više škole sa 4785 djaka; u Armeniji 1 više škola sa 922 djaka; u Georgiji tri više škole sa 7415 djaka.

Raspodjela djaka pojedinih nacija po vrstama škola bilo je sledeće:

Nacionalnost djaka	Univerziteti	Politehničke	Pedag. instituti	Rad. fakulteti	Komun. univerzitet	Ukupno
Armenci	37,6	31,8	—	27,6	3,8	100%
Georgijci	79,0	3,5	1	15,3	1,2	100%
Turci	19,3	12,8	10,1	55,1	2,7	100%
Rusi	19,8	45,0	—	32,4	2,8	100%
Ostali	30,0	52,2	—	14,8	3,1	100%

Nacionalni sastav tih istih viših škola bilo je slijedeće:

Armenci	17,5	24,3	—	22	27,8
Georgijci	62,4	5,5	21,0	21	18,7
Turci	6,0	7,9	79,0	29	17,2
Rusi	8,1	36,6	—	22,9	23,4
Ostali	6,0	20,7	—	5,1	12,9
	100%	100%	100%	100%	100%

Kulturni razvitak nacionalnih manjina.

U Armeniji, g. 1922/23 postojalo je turskih škola 36 sa 1521 djaka, g. 1925/26 — 115 škola sa 4122 djaka; ruske škole podigle su se na isto vrijeme od 24 sa 1779 djaka

na 24 sa 2518 djaka; ezidske od 5 škola sa 267 djaka na 11 sa 317 djaka; ajorske od 5 škola sa 196 djaka na 4 sa 217; grčke od 4 škole sa 228 djaka na 5 sa 344. Pri radničkom fakultetu Erivanskog univerziteta postoje 2 turske grupe.

U Georgiji. G. 1925/26 bilo je u Georgiji 357 škola nac. manjina: 125 armenskih, 89 turskih, 69 ruskih, osetinskih, 33 grčke, 10 njemačkih, 3 jevrejske, 1 poljska, 2 asirijske, 1 ezidokurdska. U njima se je učilo 50.000 djece.

Pored toga imale su te nac. manjine 24 dječja vrta, 286 analfabetskih tečajeva, 6 biblioteka, 8 klubova, 1 kazalište. Interesantna je paralela između školstva nac. manjina prije i poslije uvođenja sovjetskog režima:

Škole	Prvije sovjelizacije	Poslije sovjelizacije (1926 g.)
armenske	88 (od njih 30 državne, a ostale privatne)	125 (sve na državne troškove)
turske	30	89
ruske	48	69
grčke	42	36
osetinske	—	19
njemačke	10	10
jevrejske	4	3
asirijske	2	2
poljske	1	1
eziaske	—	1
	225	357

U Azerbejdžanu. G. 1925/26 bile su 152 ruske škole, 195 armenskih, 8 njemačkih, 5 tatarskih, 1 evropej-

skih jevreja, 3 gorskih jevreja, 2 grčke, 1ajorska, 5 georgijskih i 41 smješana. Ukupno 410 sa 103.000 djaka. U visokim školama, pored mase Armenaca i Rusa, zastupane su sa po nekoliko djaka i sve redom male nacionalnosti. Ista pojava susreće i u raznim srednjim školama.

Iz navedenih se podataka vidi; da je naročito veliki broj Armenaca, koji studiraju izvan teritorije armenske republike. Armenci u Armenskoj republici većinom su seljaci i za to je njihov universitet u Erivanu tek u početku, Armenci u Gruziji i Azerbejdžanu žive po gradovima i predstavljaju vrlo kulturni sloj, iz kojeg izlazi mnogo djaka visokih škola.

Kavkaz i Balkan.-Nekad i sada.

Kad usporedimo sudbinu kavkaskih naroda, mnogo nas podseća na Balkan. Spor armensko-turski tamo, spor srpsko bugarski ovdje. I zatim čitav niz sporova. Ali i kakove razlike u sadašnje doba. Dok na Balkanu, u Jugoslaviji na pr. hrvatskom detetu naturavaju srpsko-nacionalisticke knjige, a makedonskom djetetu ne dopuštaju uopće škole na makedonskom jeziku, to na Kavkazu, u Transkavkaskoj Federaciji, postoje stotine škola nacionalnih manjina i svaki narod može slobodno da se uči na materinskom jeziku pismenosti i kulturi. Od razbojišta barbarskog šovinizma, kavkaz postaje kulturnim vrtom bratske saradnje kavkaskih naroda. Veličanstven, kao i prije u svojim prirodnim ljepotama, Kavkaz postaje i šta nije bio prije, — srećan u mirnom razviku svojih naroda.

(IX. Nastavak.)

Dr. C. Antonetić

ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

ΔΕΚΑΠΕΝΘΗΜΕΡΟ

ΟΡΓΑΝΟ ΤΩΝ ΕΘΝΙΚΩΝ ΜΕΙΟΝΟΤΗΤΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΚΑΤΑΠΙΕΖΟΜΕΝΩΝ ΛΑΩΝ ΤΗΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΣ
ΒΓΑΙΝΕΙ ΣΕ ΟΛΕΣ ΤΙΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΕΣ ΓΛΩΣΣΕΣ

ΤΑ ΒΑΛΚΑΝΙΑ ΚΑΙ ΟΙ ΓΑΛΛΟ-ΙΤΑΛΙΚΕΣ ΔΙΑΠΡΑΓΜΑΤΕΥΣΕΙΣ

Βρισκούμαστε στις αρχές των Γαλλο-ιταλικών διαπραγματεύσεων. Κανένας δεν αγνοεί ότι θα ένδια φέρουν σε πρώτη γραμμή τα Βαλκάνια.

Στην πραγματικότητα, είναι εν μέρει εξ' αιτίας των νέων Βαλκανικών διαφωνιών που παρουσιάσθηκαν αναπόφευκτα. "Ας ενθυμηθούμε τα γεγονότα. Η Γαλλία και η Γιουγκοσλαβία είναι συνδεδεμένες με μια συνθήκη φιλίας. Η Ιταλία και η Αλβανία, υπέγραψαν δύο συμβάσεις, την μια τον Νοέμβριο του 1926 που εγκαθιστούσε την κηδεμονία της πρώτης πάνω στην δεύτερη, την άλλη τον Νοέμβριο του 1927 που έφερε την μορφή μιανής πραγματικής στρατιωτικής συμμαχίας. Μπορεί να λεχθή ότι έτσι έχει αρχίσει η παρτίδα. Η Ιταλία στηρίζουνταν στην Αλβανία για να εγκαθιδρύσει την ήγεμονία της στην Χερσόνησο και ιδίως για να εξουσιάζει το κράτος των Σέρβων, Κροατών και Σλοβένων, που περιβάλλει την παραλία της Αδριατικής αντίκρου της ιδικής της γης. Αυτό το κράτος εξήγησε εκ μέρους του, ένα προστάτη και διευθύνθηκε στην Γαλλία, η οποία σχημάτισε μια πελατεία από δευτερεύουσες κυβερνήσεις; της Πολωνίας, της Ρουμανίας, της Τσεχοσλοβακίας, και εκτός τούτου της κυβέρνησης του Βελιγραδίου.

Η ιδέα ότι τα Βαλκανικά κράτη μπορούν να είναι ελεύθερα, να αρκεσθούν στον εαυτό τους, να τα λείψει κάθε εξωτερική κηδεμονία, δεν γέννηκε ακόμη δεκτή σήμερα από τις μεγάλες δυνάμεις. Αυτές νομίζουν ότι το παρελθόν διαρκεί πάντα, ότι θα παραταθεί επ' άοριστον, και ότι όλη η περιοχή μεταξύ Καρπαθίων και Αιγαίου είναι ανοικτή στις επιχειρήσεις τους. Όπως η Αυστρία και η Ρωσία κάποτε συζητούσαν τα πρωτεία τους σ' αυτόν τον τομέα της ηπείρου, έτσι η Γαλ-

λία και η Ιταλία παραδίδονται σε μια διαρκή, μολονότι κάποτε κρυφή, πάλη. Η Γαλλία πραγματοποίησε επιτυχίες συνδεομένη με την Ρουμανία και την Γιουγκοσλαβία και δυτικότερα με την Τσεχοσλοβακία ή οποία ενδεχόμενον θα περιλάμβανε την Ουγγαρία. Η Ιταλία συμφώνησε με την Βουλγαρία και την Ουγγαρία ενφ' εξουδετέρωνε την Ρουμανία και την Ελλάδα. Βέβαια το Καί ντ' Ορσαί και η φατσιαστική κυβέρνηση δεν θα περιορισθούν στην συζήτηση των Βαλκανικών ζητημάτων. Θα ύπαρξη η Τουνισία, η επιδιόρθωση των αποικιακών μαντάτων, η κυριαρχία της Μεσογείου κ.τ.λ.; οι δύο όμως γραμματείες δεν θα προσκαλούνταν να διαπραγματευθούν μεταξύ τους, αν η ρήξεις της Νοτιο-ανατολικής Ευρώπης, όπου είναι και οι δύο ανακατωμένες, δεν χειρωτέρουν τις σχέσεις τους. Και, πρέπει να έμψουν εκεί κάτω; είναι ο κανονισμός αυτής της διαφανίας της Νοτιο-ανατολικής Ευρώπης που θα είναι πειδ κοπιαστικό να εξαφανισθή, γιατί φέρνει στ' αληθινά δύο ιμπεριαλισμούς σε έπαφή.

Λοιπόν, ποιές, είναι οι υποθέσεις που θα ληφθούν υπ' όψη? Με άλλα λόγια πώς θα τελειώσουν οι άρξάμενες διαπραγματεύσεις? Βεβαίως, δεν θα άπασχοληθούμε εδώ παρά προς συμφέρο των Βαλκανικών λαών.

Μπορεί να σκεφθή κανείς ότι οι διπλωμάτες δεν θα επιτύχουν να έπεξεργασθούν μια γενική διάταξη, ότι θα άφησουν έκκρεμεί τις τωρινές διαφωνίες ή τις πειδ σπουδαίες άπ' αυτές. Σ' αυτήν την περίπτωση θα γίνουν τα Βαλκάνια το θέατρο ενός άγωνα του οποίου την σοβαρότητα θα ήταν περιττό να υπογραμμίσουμε. Θα έκρηγγυετο ένας πόλεμος, ο οποίος δεν θα άργουσε να έκταθη σ' όλη την ήπειρο, και κανένας δεν θα ήξερε να πει τι θα προήρχετο για τα έθνη της

Νοτιο-Ανατολικής Εύρώπης. Στις διαφωνίες που ασχολοῦν ἐκεῖ κάτω τίς μεγάλες γραμματείες, θὰ προσετίθεντο οἱ συγκρούσεις αὐτῶν τῶν γραμματειῶν μεταξύ των. Τὰ Βαλκάνια θὰ σέρνονταν στὴν παγκόσμιον καταστροφή.

Μπορεῖ κανεὶς νὰ σκεφθεῖ ἐπίσης ὅτι ἡ Γαλλία καὶ ἡ Ἰταλία θὰ κλείσουν μιὰ γενικώτερη συμμαχία, ἀνάλογη μὲ ἐκείνη πού πέρασαν ἡ Γαλλία καὶ ἡ Ἀγγλία στὸ 1914. Ἄς ἀφίσωμε κατὰ μέρος ὅλα ἐκείνα πού δὲν ἀφοροῦν τὰ Βαλκάνια. Ἡ παρέχει ἡ Γαλλία στὴν Ἰταλία τὴν ἐλευθερία κινήσεως πού ἀπαιτεῖ στὴν Ἀνατολικὴ Ἀδριατικὴ, ἢ τὰ δύο κράτη μοιράζονται μεταξύ τους τὴν ἐπιρροή, ὅπως τὸ ἔκαναν σ' ἄλλους καιροὺς, εἶναι τῶρα κάπου τριάντα χρόνια, οἱ κυβερνήσεις τῆς Βιέννης καὶ τῆς Πετρούπολεως.

Στὴν πρώτη περίπτωση πού εἶναι λίγο πιθανή, πέφτουν οἱ Βαλκανικοὶ λαοὶ κάτω ἀπὸ τὸν ζυγὸ τῆς φατσιαστικῆς κυβερνήσεως; δηλαδὴ οἱ δικτατορικὲς κυβερνήσεις πού κáθονται ἤδη ἀπάνω τους θὰ ἐνισχυθοῦν ἀκόμη. Δὲν θὰ εἶναι πειὰ γιὰ τὸν Μουσολίνι, παρὰ ἀποικιακὲς κοινότητες, ρεύματα δὲ μεταναστεύσεων, κατευθυνόμενα καταλλήλως θὰ ἐξουδετερώσουν τὴν ἀντίσταση των. Ὁ Μουσολίνι ἐκμεταλλεζόμενος τὰ μέρη των θὰ σκοτώσῃ κάθε διάθεση ἀνεξαρτησίας.

Στὴν δεύτερη περίπτωση θὰ πρόκειται ἓνα εἶδος ντομίνιουμ. Τὸ παρελθὸν μᾶς παρέχει ἤδη πολλαπλὰ παραδείγματα αὐτῶν τῶν προτεκτοράτων γιὰ δύο. Τέτοιοι συνδιασμοὶ τελειώνουν πάντα ἄσκημα, ὁ ἓνας ἀπὸ τοὺς συνεταίρους βάζει τὰ δυνατὰ του νὰ διώξῃ τὸν ἄλλον.

Ὅποια καὶ νὰ εἶναι ἡ προυπόθεση πού ἐπιτρέπεται, οἱ Γαλλο-ιταλικὲς διαπραγματεύσεις κινδυνεύουν νὰ βλάψουν στὸ ζήτημα τῆς ἐλευθερίας καὶ τῆς ἀσφάλειας τῶν Βαλκανίων. Εἶναι στίς ἐρχόμενες ἐβδομάδες πού θὰ ἀναμετρήσουν οἱ Βαλκανικοὶ λαοὶ, τὸ ὄφελος πού θὰ εὔρισκαν προκείμενο σὲ μιὰ Δημοκρατικὴ Όμοσπονδία, τῶν ἐργατῶν καὶ τῶν ἀγροτῶν, πᾶνω ἀπὸ τὸ κεφάλι τῶν μοναρχῶν καὶ τῶν ὀλιγαρχιῶν.

Πὸλ Λουί

ΟΙ ΒΑΛΚΑΝΙΚΟΙ ΧΩΡΙΣΜΟΙ

Ὁ κ. Ἰάκωβος Μπαρντοῦ δημοσίευσε στὴν γαλλικὴ ἐφημερίδα «Ὁ Χρόνος» ἓνα σημαντικό ἄρθρο ὅπου ὑπογραμμίζει τὴν πολιτικὴ τοῦ ἰταλικοῦ Κοινοβουλίου, προσανατολισμένη πρὸς ἓνα βαλκανικὸ χωρισμὸ. Δὲν κοπιᾶζει καθόλου γιὰ νὰ δεῖξῃ τὸ ζάπλωμα τῆς πολιτικῆς αὐτῆς καὶ περιγράφει τὰ κύρια στάδια: Σύμφωνον τῶν Τυράνων, βουλγαρικὴ προσέγγισης, ἰταλο-ουγγρικὴ συνθήκη, ἰταλο-ἀλβανικὴ συμφωνία.

Ὁ κ. Ἰάκωβος Μπαρντοῦ λυπάται κατάδηλα αὐτὸν τὸν προσανατολισμὸ καὶ γίνεται ὑπερασπιστὴς μιανῆς «Βαλκανικῆς Ἐνώσεως» στὴν ὁποία βλέπει νὰ ἀντιπροσωπεύεται τὸ γαλλικὸ συμφέρον «γιατὶ στερεώνει τίς συνθήκες τῆς, στενεύει τίς φιλίες τῆς καὶ ἐμποδίζει κάθε ἡγεμονία», καὶ τὸ ἰταλικὸ συμφέρον «γιατὶ

ἐγγυᾶται τὴν ἀσφάλεια τῆς, στερεώνει τὴν ἐνότητα τῆς, ἐξασφαλίζει τὴν εὐημερία τῆς».

Ὁ φατσιαστικὸς τύπος ὅμως δὲν καλογεύτηκε τὸ ἄρθρο τοῦ κ. Ἰακώβου Μπαρντοῦ καὶ παρατηρεῖ ὅτι ἡ πολιτικὴ τοῦ Καὶ ντ' Ὀρσαὶ δὲν ἐργάζεται πρὸς αὐτὴν τὴν Ἐνωσὴ τῶν Βαλκανίων καὶ ὅτι οἱ χωριστὲς γαλλο-ρουμανικὲς καὶ γαλλο-γιουγοσλαβικὲς συνθήκες δὲν εἶναι πράξεις τῆς ἔνωσεως, ἀλλὰ πράξεις πού ἐξυπηρετοῦν ἀντίπαλες ὁμάδες.

Ἐχοῦμε συχνὰ σ' αὐτὴν τὴν ἐφημερίδα κριτικὰρ τὴν πολιτικὴ τοῦ Καὶ ντ' Ὀρσαὶ, ὥστε νὰ μὴ κατηγορηθοῦμε γιὰ ἐθνικιστικὴ εὐαρέσκεια πρὸς αὐτὸ, ἀλλὰ ξέροῦμε ἐπίσης ὅτι ὁ διεθνισμὸς δὲν συνίσταται εἰς τὸ νὰ δίδεται πάντοτε καὶ συστηματικὰ ἄδικο στὴν κυβέρνησιν τῆς χώρας του.

Εἶναι γι' αὐτὸ πού ἔχει σίγουρα δίκην, ὅταν ὁ κ. Ἰάκωβος Μπαρντοῦ μιλάει γιὰ τοὺς βαλκανικοὺς χωρισμοὺς, ὅταν ἐξακριβώνει τίς ἰταλο-φατσιαστικὲς εὐθύνες, καὶ δὲν θὰ κάναμε καμμία δυσκολία γιὰ νὰ συμφωνήσαμε.

Ἀλλὰ, ἀπ' τάλλο μέρος δὲν θὰ παραμελήσωμε τίς εὐθύνες τοῦ Καὶ ντ' Ὀρσαὶ.

Στὴν πραγματικότητα, οὔτε τὸ Κοινοβούλιον, οὔτε τὸ Καὶ ντ' Ὀρσαὶ πέρνουν ὑπ' ὄψιν των σοβαρὰ τὴν ἐφαρμογὴ τῆς ἀρχῆς: Τὰ Βαλκάνια στοὺς Βαλκανέζους. Πρέπει μόνον νὰ ἀναγνωρισθῇ ὅτι στὴν ἐξάσκηση μιανῆς ὑποδειγματικῆς πολιτικῆς σύμφωνα πρὸς τὸν ἐκ παραδόσεως ἐθνικιστικὸν τύπον, ἀναδεικνύεται ὁ Μουσολίνι ἀνώτερος ἀπ' ὅλους τοὺς ἄλλους.

Ἡ γαλλο-ρουμανικὴ καὶ γαλλο-γιουγοσλαβικὴ συνθήκη κρίθηκεν ἀπὸ τὸ Σοσιαλιστικὸν κόμμα ὅτι περικλείουν κινδύνους γιὰ τὴν εἰρήνην, γιατί προήλθαν ἀπὸ τὴν ἐσφαλμένη ἀντίληψιν τῆς ἰσορροπίας καὶ εἴταν νὰ σχηματίσουν χωριστὲς συμμαχίες. Δὲν γελαστίκαμε ἀπὸ τὴν τερμινολογίαν τοῦ πολὺ Κοινωνία τῶν Ἐθνῶν. Πρέπει ὅμως νὰ λεχθῇ ἐπίσης, ὅτι οἱ διπλωματικὲς πράξεις τῆς φατσιαστικῆς κυβερνήσεως τῆς Ρώμης εἶναι ἀκόμη πειὸ πολὺ διαπερασμένες μὲ τὴν κλασικὴν μενταλιτὲ τῶν γραμματειῶν. Ἰδίως ἡ τελευταία ἰταλο-ἀλβανικὴ συνθήκη, εἶναι μιὰ πραγματικὴ συμμαχία καὶ ὡς συνέπεια τῆς δυσαναλογίας τῶν δυνάμεων τῶν συμφωνησάντων, δυνάμωμα τῆς ὑποδούλωσεως τῆς Ἀλβανίας. Τί γίνεται ἡ Κοινωνία τῶν Ἐθνῶν, ὁ προστάτης καὶ ὁ ἐγγυητὴς τῆς κυριαρχίας καὶ τῆς ἀνεξαρτησίας τῶν ὑποφαινόμενων κρατῶν;

Οἱ μεγάλες δυνάμεις δὲν ἐπιδιώκουν τὸν σχηματισμὸν μιανῆς Βαλκανικῆς Όμοσπονδίας.

Ἡ Βαλκανικὴ Όμοσπονδία στὴν πράξιν, θὰ εἶναι ἓνας ὀργανισμὸς πού δὲν θὰ ἀφήσῃ νὰ ἐκμεταλλεθῇ ἀπὸ τοὺς ἀντιπάλους καὶ συνενόχους ἱμπεριαλισμοῦς.

Ἡ Βαλκανικὴ Όμοσπονδία, ἀπ' ἐναντίας, εἶναι ἓνα σύστημα πού προστατεύει σ' ἀληθινὰ τίς ἐθνικὲς ἐλευθερίες τῶν Βαλκανικῶν λαῶν.

Ἡ Βαλκανικὴ Όμοσπονδία, κατὰ συνέπεια, πρέπει νὰ εἶναι ἓνα θεμελιώδες στοιχεῖον τῆς διεθνιστικῆς πολιτικῆς τοῦ σοσιαλισμοῦ. Ἰωάννης Ζυρόμσκι

„ΔΕΝ ΥΠΑΡΧΕΙ ΠΕΙΑ ΜΑΚΕΔΟΝΙΚΟ ΖΗΤΗΜΑ!“

(Λέγει ὁ κ. Ἰάκωβος Ἀνσέλ)

Ὁ κ. Ἰάκωβος Ἀνσέλ ὑπῆρξε κατὰ τὸν πόλεμον, ἓνα ἀπὸ τὰ «μεγάλα κεφάλια» τοῦ συμμαχικοῦ στρατοῦ στὴν Ἀνατολή.

Ἀπ' αὐτὴν τὴν ἐποχὴ ἐρευνῆσε αὐτὸς ὁ καθηγητὴς, μὲ τὰ μεγάλα μέσα πού διέθετεται, τὰ βαλκανικὰ προβλήματα.

Ἀπ' αὐτὴν τὴν ἐποχὴ ἐπίσης, διηύθυνε τίς ἐρευ-

νες του συστηματικὰ, ἀποκλειστικὰ πρὸς συμφέρον τῶν συμμάχων.

Ἦταν γιὰ τοὺς Σέρβους, γιὰ τοὺς Ἕλληνες, ἐναντίον τῶν Μακεδόνων.

Ἐχει μείνει ὅλα αὐτὰ.

Μετὰ τὸν πόλεμον δημοσίευσε ἓνα βιβλίον «Λαοὶ καὶ Ἐθνη τῶν Βαλκανίων», πολὺ διδακτικὸ καὶ πολὺ

καλά ταξινομημένο, αλλά πού είναι γραμμένο πέρα για πέρα, πρὸς τὸν σκοπὸ τῆς ἐξυπηρέτησης τῶν συμφερόντων τῆς Γαλλίας καὶ τῶν συμμάχων της.

Ἐνῶ τόσα ἄλλα προβλήματα ἔχουν μελετηθῆ κατὰ βάθος, παραμερίστηκε τὸ μακεδονικὸ ζήτημα. Γιὰ τὸν κ. Ἰάκωβο Ἀνσέλ εἶναι ἡ Μακεδονία μιὰ «διασταύρωση». Σὲ μιὰ διασταύρωση ὑπάρχουν καμμιά φορὰ φραγμοί, ἐμπόδια, δευτερεύουσες δυσκολίες. Αὐτὰ ὅμως εἶναι ἀσήμαντα καὶ βρίσκονται στὴν φύση τῶν πραγμάτων, δὲν εἶναι ἀλήθεια?

Σήμερα ἐξακολουθεῖ ὁ κ. Ἰ. Ἀνσέλ. Δὲν πρέπει νὰ ἀπορούμε. Γιὰ νὰ τὸν ἀπαντήσουν, τὰ μέλη τῆς «Macédoine» τῆς Γενεύης, πού εἶναι ἄνθρωποι τῆς κλίμας τοῦ Πρωτογέρωφ, τὸν κατηγοροῦν ὡς ἀναρμόδιο. Εἶναι μιὰ πολὺ ἐπιτήδεια μέθοδος.

Ὁ κ. Ἰ. Ἀνσέλ δὲν εἶναι ἀναρμόδιος, μακρυνὰ ἀπ' αὐτὸ. Ἀλλὰ εἶναι προκαταλημένος.

Αὐτὴ ἡ προκατάληψη ἐκδηλώνεται σὲ μιὰ σειρά ἀρθρῶν πού δημοσίευσε στὴν «Information» κατόπιν ἐνὸς νέου ταξειδίου στὴν Ἀνατολὴ πρὸς μελέτη, ἰδίως στὴν σερβικὴ Μακεδονία, ταξειδίου, τὸ ὅποιον κατὰ περίεργον τρόπον προηγῆται τῆς ὑπογραφῆς τῆς γαλλο-γιουγκοσλαβικῆς συνθήκης.

Ὁ κ. Ἰ. Ἀνσέλ δηλώνει ὅτι «τὸ μακεδονικὸ ζήτημα δὲν ὑπάρχει πλέον»!

Υπῆρξε κάποτε ἢ πρὸ ὀλίγου! Ἀλλὰ πότε?

Ἦδη στὸ βιβλίο του τὸ μεταθέτει ὁ κ. Ἰ. Ἀνσέλ στὸ παρελθόν.

Δίχως ἀμφιβολία τελείωσε τὸ ζήτημα αὐτὸ γιὰ τὸν κ. Ἰ. Ἀνσέλ μετὰ τὸν πόλεμο τοῦ 1912—1913, ὅταν ἡ βαλκανικὴ σύμμαχοι διαίρεσαν καὶ ἔκοψαν σὲ κομμάτια τὴν δυστυχημένη Μακεδονία. Ἀπὸ τὴν ἡμέρα πού μὲ ἓνα ἀπὸ τὰ πειρὸ μεγάλα πραξικοπήματα τῆς ἱστορίας, μὲ ἓνα ἔγκλημα ἀνάλογο μὲ ἐκεῖνο τοῦ διαμοιρασμοῦ τῆς Πολωνίας, ἡ Ἑλλάς ἀπ' ἐνός, ἡ Σερβία ἀπ' ἑτέρου προσήρτησαν δύο μεγάλα μέρη τῆς Μακεδονίας, καὶ ἡ Βουλγαρία ἓνα μικρότερο, δὲν ὑπάρχει πια τὸ μακεδονικὸ ζήτημα.

Ἡ ἀλήθεια εἶναι ὅτι ἀπὸ τῆς ἡμέρας ἐκείνης, ἔγινε πειρὸ θλιβερὸ, πειρὸ τραγικὸ καὶ πειρὸ περίπλοκο.

Πρὶν ἀπὸ τὸ 1912 δὲν εἶχαν οἱ Μακεδόνες παρὰ ἓνα μόνον κύριο, τὸν Τούρκο. Τώρα εἶναι τρεῖς: ὁ Ἕλληνας, ὁ Βούλγαρος, ὁ Σέρβος. Καὶ ἡ δυστυχία τους ῥοπεῖ νὰ πει κανεὶς χωρὶς ὑπερβολὴ τριπλασιαστικῆ ἐπίσης.

Ἀλλὰ γιὰ τὸν κ. Ἰάκ. Ἀνσέλ ὑπάρχει τὸ μακεδονικὸ ζήτημα μετὰ τὸν πόλεμο ἀκόμη πειρὸ λίγο παρὰ εἰς τὸ παρελθόν!

Ἡ Σερβία ἔχει τελειωτικὰ κυριεύσει τὴν ζώνη τῆς Μακεδονίας πού τῆς παρεχωρήθη.

Ἡ Ἑλλάς ἔχει γιὰ πάντα ἐξελληνίσῃ καὶ ἀφομοιώσῃ τὰ Νότια μέρη τῆς Μακεδονίας.

Καὶ ὁ Ἰάκ. Ἀνσέλ κρούει τὸν κώδωνα τοῦ ἐθνισμοῦ!

«Ἡ Μακεδονία εἶναι ἀγνώριστος: Ὁ σέρβος γιατρός τὰ ἄλλαξε ὅλα! Δὲν ὑπάρχουν πια ἐλάωδες πυρεττοὶ! Μπόρεσα νὰ κοιμηθῶ χωρὶς κουνουπιέρα!»

Τὸ ὅτι ὁ σέρβος ἱατρός ἐπιδίδει στὸ μέρος τῆς Σκόπιας, τοῦ Μοναστηρίου, τοῦ Πρίλεπ, τοῦ Χίτη τὸ ἔργο τῆς ἀποικικοποίησης τῶν σέρβων παπῶν, δασκάλων, ἀξιωματικῶν, εἶναι πράγμα πού τὸ ξέρουμε καλὰ.

Αὐτὸ τὸ ἔργο συμπληροῦται ἐκτὸς τούτου ἀπ' ὅλα τὰ ἀποικιοῦντα μοντέρνα κράτη στὰ πέντε μέρη τοῦ κόσμου. Καὶ εἶναι ἓνα πραγματικὸ ἔργο ἀποικικοποίησης — ὑπὸ τὴν χειρὶστὴ ἔννοια τῆς λέξεως — ἐκεῖνο πού διεξάγει ἡ ἐπίσημος Σερβία στὴν Μακεδονία, ἀπ' ἐνός ἐξεθνικοποιεῖ τὸν αὐτοχθόνιο πληθυσμὸ, καὶ

ἀπ' ἑτέρου εἰσάγει τῆς σερβικῆς κολόνες πού ἔργονται ἀπ' ἄλλα τὰ μέρη τοῦ κράτους, καὶ τῆς ὁποῖες ἐγκαθιστᾷ διὰ τῆς βίας στὴν μακεδονικὴ γῆ.

Σὲ ποιὸν θέλει ὁ κ. Ἀνσέλ νὰ κάμει νὰ πιστέψῃ ὅτι ἡ Σερβία τοῦ Καραγιώργεβιτς, πού δὲν ἔχει πεντάρα, ἡ ὁποία τὴν στιγμὴ πού γράφω ζητᾷ ἀνυπόμονα δάνειο, βρῆκε τὰ ἀπαιτούμενα μέσα γιὰ νὰ κάμει ἐν ἐκτάσει ἔργα ἀποξηράνσεως, τῆς ἀναδάσωσης, τῆς ἀνεργέσεως νοσοκομείων κ.τ.λ. . . . ? Χωρὶς ἀμφιβολία ἄρχισαν. Ἀλλὰ τὸ νὰ μιλά κανεὶς γι' αὐτὸ γιὰ μιὰ ἀλλαγὴ, ἀπέχουμε πολὺ.

Καὶ κατόπιν περίεργο πράγμα: ἂν ὁ κ. Ἰάκ. Ἀνσέλ εἶδε στὴν σερβικὴ Μακεδονία τόσους γιατροὺς, δὲν εἶδε οὔτε χωροφύλακες οὔτε ἀστυνομίους. Ἐπισκεφθῆκε πολλὰ ὑγειονομικὰ ἱδρύματα. Ἀλλὰ δὲν τοῦ ἦρτε ἡ ἰδέα νὰ ἐπισκεφθῆ ἔστω μιὰ μόνο φυλακὴ.

Εἶναι δυστυχῆς! Ἀκόμη καὶ τὴν στιγμὴ πού γοητευμένοι περιηγεῖται, ἀναφάναζαν γιὰ τὴν εὐτυχία τῶν Μακεδόνων, θὰ μπορούσε νὰ δεῖ γεμάτες τῆς φυλακῆς στὰ Σκόπια, στὸ Μοναστήρι, στὸ Χίτη. Πολλὲς χιλιάδες Μακεδόνων ἦταν — καὶ εἶναι ἀκόμη — φυλακισμένοι. Στὰ ὑπόγεια τῶν φυλακῶν στὰ Σκόπια, θὰ μπορούσε νὰ ἀνακαληφθῆ τοὺς νέους Μακεδόνας, τὸ περισσότερο φοιτητῆς, ριχμένους ἐκεῖ ὑπὸ τὸ πρόσχημα τῆς συννενοχῆς στὰ πραξικοπήματα τῶν αὐτονομιστῶν, στὰ ὁποῖα δὲν ἀνακατεῦνταν κατ' οὐδένα τρόπο, ἀλλὰ στὴν πραγματικότητα γιὰ τὴν ἰδρύσαν «Μακεδονικῆς Νεολαίας» διατηρόντας τὸν πολιτισμὸ τῶν προγόνων τῶν καὶ προπαρασκευάζοντας νόμιμα τὴν ἀπελευθέρωση τῆς χώρας.

Ὁ κ. Ἰάκ. Ἀνσέλ ταξίδευε χωρὶς ἀμφιβολία μὲ τὰ λαμπρὰ αὐτοκίνητα τῶν ἀνωτέρων σέρβων ἀξιωματικῶν, στολισμένα μὲ χρυσόν. Κρῖμα πού δὲν πείρε στὰ τραῖνο, τὴν λαϊκὴ θέση. Θὰ ἔβλεπε σὲ καθὲ σταθμὸ τοὺς σέρβους χωροφύλακες, νὰ κάμουν ἐπίδρομὸν στὰ διαμερίσματα, νὰ ζητοῦν «τὰ διαβατήρια» καὶ νὰ συλλαμβάνουν συστηματικὰ τοὺς μακεδόνες ταξειδιῶτες.

Τὸ νὰ εἶναι κανεὶς Μακεδόνας εἶναι ἔγκλημα στὴν Γιουγκοσλαβία τῆς «Λευκῆς χειρὸς».

Καὶ αὐτὸ τὸ ἔγκλημα δὲν τὸ διαφεύγουν οὔτε οἱ πρὸ τῶν βαλκανικῶν πολέμων πολιτογραφημένοι σέρβοι Μακεδόνες.

Ὁ κ. Ἰάκ. Ἀνσέλ θὰ μπορούσε νὰ ἐρευνήσῃ σὲ πολλὰς διευθύνσεις. Θὰ μπορούσε νὰ ζητήσῃ πληροφορίες πᾶνω στὶς τελευταῖες ἐκλογές, γιὰ τίς ὁποῖες ἡ ἀντιπολίτευση ἔργεται νὰ ὑποβάλει μιὰ κατηγορία στὴν Σκουφίτινα ἐναντίον τοῦ Βουκίτσεβιτς, πού ὑπῆρξε ἀκόμη πειρὸ ἀποτρόπαια στὴν μακεδονικὴ ζώνη, ὅπου οἱ σέρβοι χωροφύλακες καταπιέζοντας τὸν ἐκλογέα, ὁ ἐξέλεγε τὸν ριζοσπαστικὸν ὑπουργόν, οἱ ὁποῖοι δὲν ἦταν καθόλου σίγουροι νὰ ἐκλεγοῦν.

Ἀλλὰ ὁ κ. Ἀνσέλ ἔβαλε στὴν μύτη του ἰδιαίτερα γυαλιὰ, καὶ ἐκεῖ ὅπου ὑπάρχει μιὰ κόλαση, δὲν εἶδε παρὰ ἰδυλλικῆς καὶ χαριτωμῆνες σκηνές.

Τὰ ἴδια καὶ γιὰ τὴν ἑλληνικὴ ζώνη.

Ὁ κ. Ἰάκ. Ἀνσέλ ἐθαύμασε τὸ ἔργο τῶν προσφύγων τῆς Μικρᾶς Ἀσίας πού ἄλλαζαν χώρα.

Χωρὶς ἀμφιβολία οἱ ποιότητες τῆς δουλειᾶς καὶ τῆς νοσημοσύνης τῶν Ἑλλήνων πού εἰσήχθησαν στὴν νότιο ζώνη ἐκδηλώνονται μὲ μεγαλοπρέπεια.

Ὁ κ. Ἰάκ. Ἀνσέλ ἐκοίταζε μὲ χαρὰ καὶ μὲ θαυμασμὸ τὰ στολισμένα σπιτάκια μὲ τίς κόκκινες στέγες πού κτίστηκαν.

Δὲν ρώτησε ὅμως, τὸ πᾶς βρῆκαν οἱ Ἕλληνες τῆς Μικρᾶς Ἀσίας θέσῃ σ' αὐτὰ τὰ μέρη, μὲ ποιά βία ἔχουν διαωχθῆ ἀπὸ τὰ σπιτία τους καὶ ἀπὸ τὴν γῆ τους οἱ κάτοχοι Μακεδόνες.

Δὲν ἄκουσε νὰ μέλουν ἀπ' αὐτὶς τίς τραγικῆς

اورالجه اجرای فعالیتده بولان چته تورک عساکریله مصادمه، نتیجه سنده رئیس اسپروچرهنی غائب ایده رک داغیلدی. بر چوق پرله لیلر سورگون اولدیلر. ۱۸۸۱ سنه سی ایلك بهارینه طوغرو اواخری قضا سنده بالترکار عصیان وقوعه کله رک حکومت طوفندن مدهش بر صورتده اطفا ایدلدی. بوقضاده حکومت تدهشاتی ایکی سنه قدر دوام ایدلدی. و حکومت طرفندن اتخان اولنان تداییر ایله ماکدونیا اختلال جریانه یوک بر ضربه ایندریلدی. او زمان ماکدونیا نك منور و کویلی و عمله قسملری معیشتلرینی تأمین ایچون بلغارستانه هجرته باشلادیلر. ماکدونیا کویلی و عمللری اولجه صربستانه، رومانیا، یونانستانه، استانبوله، آناتولییه و بلغارستانه کیده رک چالیشیورلردی. بلغارستان نائل حریت اولدقدن صکره ایشلر چوغالمنغه و ممالک مختلفه یه یا یلان خلق اورایه عزیزته باشلادی. ماکدونیا معارفی ترقی و انکشاف ایلدجه منورانک عددی چوغالدی. بو منوران ملی مکاتبده معللکدن ماعدا وظائفه تعیین اولامادقلردن اکثریسی ایشسر قالیورلردی. عثمانلی حکومت ماموریت رسمیه لرندن هیچ برینه نائل اولمدقلردن و عثمانلی تجارت و صنایعی ابتدائی بر درجه ده اولدیقندن ماکدونیا منورانی معیشتلرینی تأمین ضمننده بولغارستانه هجرته باشلادیلر. چونکه اوراده قولایقله تأمین معیشت ایده یلیورلردی. بوندن ماعدا کویلی و عمللرده بولغارستانه کیده رک الوریشتلی ایش بوله یلیورلردی. بونلر بولغارستانه یالکز اوله رق کیدرلر ایدی. ماکدونیا ده قالان عائله لری بونلرک کندی وطنلرینه علاقه لرینک دلیلی ایدی. بولغارستانده چالیشانلرک قسم اعظمی ایشلرینک ختامنده یه وطنلرینه عودت ایدرلردی. آتیجی کوچوک بر قسم متممادی ایش بولقلری ایچون عائله لرینه ده یا نلرینه جلب ایدرلردی. ۱۸۹۰ سنه سته طوغری بولغارستانده یوز بیک کشتی تیجاوز و صربستانده و رومانیا، یونانستان، آناتولی ایله استانبوله اون بیک قدر ماکدونیا لی بولیورلردی. بو تاریخده بولغارستانده بولنان ماکدونیا لیلر ماکدونیا نك استیلاص حریت چاره لرینی دوشونمک باشلادیلر. شرایط حیاتیه عمومیه امنیتک بولغارستانده ماکدونیا دن ده ماسعد اولدیغی و مللکته ملت حاکمه نك بولغارلر بولدیغی کورهن ماکدونیا لیلر؛ ماکدونیا نك ده بولغارستانه الحاق اوغورنده چالیشه جق تشکیلات و قومیتلر وجوده بکیردیلر. بولغارستانده چالشمق و عالی، تالی عسکری تحصیل کورمک ایچون کیدن ماکدونیا لیلر راقوفسکی، بوتف، لهفسکی، حاجی دمتری، استفان قاراجه، بنقوفسکی کبی بولغار اختلالچیلردن الهام آلهرق کندی ملتارینه خدمته بولومغی تحت قراره آلدیلر. بو صورتله ماکدونیا اختلال تشکیلاتنک تمللی قورولدی.

دیتمتری ولاخوف

(مابعدی وار)

سپاهیلره لندن کلان معاوتی دریغ ایتمردی و عین زمانده شهر خلقنه و کویلیه یوک تضیقته ایتدار ایدلمشیدی. ماکدونیا ده امنیت علی الاطلاق منسلبدی. بتون مللکته و جنوب و غرب جنوبیده شقاوت جاری ایدی. مامورین حکومت شقاوته قارشو چاره دوشونمک شویله طورسون بالعکس حمایت و شرکت کوستریورلردی. خرسیانلره و بالمخاصه بلغارلره انواع تضیقات روا کوریلوردی. آنلره مکتب، مطالعه خانه و کلیسا کشادینه مساعده ایدلن. و ایقاع مانعندن حالی قالمزدی. حکومتک تشویقاتیه، خرسیانلر میانته زرع ایدیلان تخم فساد و نفاق — اسکی لاتین قاعده سنجه تأمین تصرف و تحکم ایچون تفرقه یی ایقاعدن حالی قائما — دستورینک ماصدق اولوردی. اقتصادی تضیقات کیتدکجه تزیاید ایدیوردی. کویلیلر عائله لرینه کیجه و کوندوز چالیشدقلری حالده یه ضرورت و فلاکتدن قوریتله میورلردی. چونکه محصولاتدن نصفی چفتلک بکنه و متبایسندن دخی. آغیر اولان ویرکولرینی اعطا مجبوریتده ایدیلر. طبیعیدرکه اللزنده قاله ییلن ایله بر سنه ایچون ادامه حال و حیات ممکسن اوله مزدی. کویلی عاداتا حیوان کبی یشایوردی. سیاسی جهته کلنجه خلق اک ابتدائی حقوقدن یله محرومدی. مللکتی کندیلی ایچون صاغیلر بر اینک اولدیغی ظننده بولنان مامورلر اداره ایدرلردی. ایشته ۱۸۸۰ سنه سته قدر ماکدونیا و ضعیق بوندن عبارتدر. خلق آراسنده عدم محبتیت هرکون بر قات ده تزیاید ایدره ک شدتلی عصیان و قیامه محل ویریدی. بلغارستان حریت نائل اولدقدن صکره ماکدونیا خلقی اسارت آلتنده شایه جغی ادراک ایدر ایتور عدم ممنونیتی فعلاً اظهار ایدی. فقط بو خصوصده باشلایان نمایشلر محدود ایدی. ایلك قیام قره سنه ده ۱۸۷۸ سنه سی تشرین اول آینده و قوعولمشدر. قره سنه، او شتاوا، مجقول سه نه قوس و وراچی قره لری عصیانه اشتراک ایشلدر. عاصیل قره سنه یکیدیه حاکم اوله رق اوستروما حوضه سی ید ضطلرینه بکیردیلر. بر قطعه عسکریه بی ده بالهجوم اسیر آلدیلر. ایکی آی مدته عصات وضعیه حاکم ایدیلر. بالاخره تورک حکومتک سوق ایتدیکی قوای کلیه نك مهاجمات متوالیه سنه قارشو دورامیه رق ید ضطلرینه بکیردقلری مواقعی ترکه مجبور قالدیلر. بر مدت صکره تشرین ثانی اواخرینه دوغرو اختلال رازلقده سرزده ظهور اولوب عصات بانقرو و نفسی بانیا قره سنه بولنان عسکری قووارق رازلقک جنوب حوالیسی ید استیلایه بکیرمش ایسه ده اوزون مدت محافظه سنه مقدر و موافق اوله مامشلردی. عصیان مدهش صورتده اطفا ایدلدی. بر قاچ یوز کشتی اتلاف ایدلمش و اون بیک کشتی قدر خلقتده بلغارستانه فرجه یاب فرار اولمشلردی. فراریلرک تورک حکومتی طرفندن اعلان ایدیلان عفو عمومی اوزرینه کویلینه، وطنلرینه عودت ایده ییشلردی. ۱۸۸۰ سنه سنده پرله و اواخری قضا لنده عصیان تشبیه ایتدار ایدلدی.

«ἐπιστροφές» τῶν ἀπολλοτριωθέντων, πὸν ἔρχονται καμμιά φορά στὸ γεννέτηρο χωριό, τὸ ὁποῖο ἦταν ὑποχρεωμένοι νὰ ἐγκαταλείψουν, καὶ κτυποῦνται μὲ τουφεκιές, μὲ τοὺς νεοελθόντας. Αὐτὸς ὁ πολιτισμένος ἄνθρωπος ἔμεινε ἀσυγκίνητος μπρὸς στίς ἐκκλησίες, τὰ σχολεῖα, τίς βιβλιοθήκες τῶν Μακεδόνων, πὸν κτίστηκαν μὲ τοὺς τόσο κοπιόδως συλλεχθέντας ὀβολοὺς τῶν Μακεδόνων χωρικῶν, μνημεῖα, ἰδρύματα πὸν ἦταν ἐξ' ἄλλου τὸ περισσότερο ἐθνικὴ ἰδιοκτησία, καὶ τὰ ὁποῖα κατεσχεθῆκαν, ἀπαλλοτριώθηκαν, πουλήθηκαν. Αὐτὸς ὁ ντελικάτος ἄνθρωπος δὲν κτυπήθηκε ἀπὸ τὴν δυσωδία τῶν «ἐκτεθέντων πτωμάτων» τῶν κομιτατσίδων σὴν Φλωρίνα. Αὐτὸς ὁ σεσιαλιστὴς γιὰ τὰ βαλκανικὰ ζητήματα, ὁ ὁποῖος στιγματίζει ἀκριβῶς τὰ πραξικοπήματα τῶν αὐτονομιστῶν, δὲν υποψιάζεται ὅτι ὑπῆρχαν καὶ ἄλλα πραξικοπήματα βαλμένα ἀπὸ ἄλλους κομιτατσίδες, ὑπὸ τὴν ὑπηρεσία τῆς κυβέρνησης τῶν Ἀθηνῶν, καὶ ὅτι, ἂν οἱ τσέτες τοῦ Πρωτογέρωφ συσσωρεύουν τὰ ἐγκλι-

ματα, οἱ μὲν τῆς «Ἑλληνικῆς πυγμῆς» ἀφίηνον ἀπὸ πίσω τοὺς αἶμα καὶ ἐρήπεια. "Ἐτσι χωρὶς νὰ δεῖ τίποτα ἀπ' αὐτὰ πὸν ἀντιφάσκουν σὴν θέση τοῦ γιὰ τοὺς σέρβους, γιὰ τοὺς Ἕλληνας, ὁ κ. Ίάκ. Ανσελ συμπεραίνει ὅτι τὸ μακεδονικὸ ζήτημα δὲν ὑπάρχει ἢ δὲν ὑπάρχει πειά. Αὐτὸ ὅμως δὲν ἐμποδίζει νὰ γίνεταὶ ἀκόμη περισσότερο μιὰ ἐστία τῆς ζύμωσης καὶ τῆς ρήξεως στὰ Βαλκάνια. Αὐτὸ δὲν ἐμποδίζει νὰ συζητηταὶ τὸ μακεδονικὸ ζήτημα ἀπ' τὴν διεθνή γνώμη περισσότερο παρὰ ποτὲ. Αὐτὸ δὲν ἐμποδίζει πρὸ πάντων τῆς μακεδονικῆς μάζες νὰ θέλουν ἀπὸ τὸ βάθος τῆς δυστυχίας ταν, μὲ μιὰ ἐνέργεια πὸν ἀιξάνει καθημερινῶς, νὰ ἀπελευθερωθοῦν ἀπὸ τὸν τριπλὸ ζυγὸ πὸν τοὺς πιέζει. Αὐτὸ δὲν ἐμποδίζει τὸ διπλοῖδε τῆς Μακεδονικῆς Ἀναξαρτησίας καὶ τῆς Βαλκανικῆς Ὁμοσπονδίας νὰ ἀκτινοβολήσῃ μὲ μιὰ μεγαλοπρέπεια πὸν δὲν ὑπῆρξε ἀκόμη. Δανιηλ Ρενουλ

بalkan فدراسیونی

هر اون بش کونده انتشار اندر

بalkan اقلیتلرینک و مظلوم ملتلرینک مجموعه سیندر

بالموم بalkan اسانلرنده بازلیلمنددرد

بخلق اون ایگر سته دنبری خریستیان قارن داشلری سوسی ویرن یونان، یوغوسلاویا و بلغارستان حکومات مستده غیر مشروعه سی اسارتی ادراک ایتمکده در. سته دنبری کندی خلاصری اوغورنده صریستان، یونانستان و بلغارستاندن چوق فضله فداکارلده بولان بو خلق ایوم اک فجیح بر اسارت آلتنده بولنور. بو رساله نك نشرندن مقصد ماکدونیا خلقنک استحصال حریتلری اوغورنده مافوق البشر اختیار ایتدکلری فداکاری بی اعلامدن عبارتدر.

دوره اختلالیه دن مقدم ماکدونیا نك وضعیتی اون طقوزنجی عصرک بدایتلری هنکامنده یونانستان و صریستانده ۱۸۶۰ و ۱۸۷۰ سته لنده بلغارستانده عصیان سببیت ویرن اسباب ماکدونیا ده هنوز موجود اولمیدن اختلال فعالیت بو قطعه ده ایچق قریم خاربه سندن صوکره ظهور ایتمشدر. ۱۸۶۰ سته سنه قدر ماکدونیا بین الملل تجارت ایچون قیالی بر ملکندی. دیمیر یوللری انشا ایدکن صوکره ملکنت اقتصادی حیاتده بر چوق تبدلر وقوعه کلمشدر. اوزمانه قدر ماکدونیا حیات اقتصادی سنده منفرد ایدی. اجنبی بازارله اخراجات ایچون مقدر دکل ایدی. بلکه صاحب اولان سپاهلرده عین صورته ادامه حال ایدیلوردی. اقتصادی حیاتده تبدلات وقوعه کلدیکه و بین الملل مداخلات باشلاقدی سپاهلره کویلیلر آراسته مناسبته برتدله باعث اولدی. سلطان مجید دورنده ایتدار ایدیلان اصلاحات نتیجه سی وایدله تحمیل ایدیلان آغیر ویرکولر غیر قابل تحمل بر شکل آلدی. سپاهلر وضعیتلری تآمین ضمننده اختیار ایتدکلری مصارفات و فیره بی کویلیلره ایفاع ظلم ایله تحمیل ایدیلوردی. تحمل فرسا اولان اشو مظلومدن ناشی کویلو عصرلردنبری ایشله دیکی اراضی سپاهلره بوق بهاسته صائق، نرک ایلمک مجوریتده قایلرلردی. ترک حکومتی،

ماکدونیا خلقنک استحصال حریت مجادلای

بو نسخه دن اعتباراً قاماراد دیمتری ولاخوفک ماکدونیا اختلالچیلرینک حدکایتله ماکدونیا لیلرک استحصال حریتلری ایچون اولجه ترک اداره سنک حال حاضرده مملکتلری پارچه لین صرب، بلغار، غرق نه میر بالیستلرینک نفاق و مظلومدن باحث مقالاتی نشر ایدیلور. بو مقالات یوک بر اختصاص ایله یازیلدی ایچون بتون ارباب ناموس و وجدانک بوکون ماکدونیا ده دوام ایتمکده اولوب بالاخره بتون آروویا به سوایت ایده جک اولان قانلی حادثات جقنده کی قناعتلری تنویره خدمت ایده جکدر.

ره داقسیون

کندی جغرافی و وضعیتی اعتباریه ماکدونیا، بalkan مملکتلرینک اک شایان علاقه اولانلرندندر. شرقدن ردوب، شمال و شرق شمالیدن ریلا، اوسوغوو جنوباً پینت و اولیچ، پیشتریا دره سی و آهله دکویله محاط اولان ماکدونیا قطعه سی جغرافی و اقتصادی بر قطعه متحده در. اراضی غلیظ منبت و مزروعات و مغرویات متوعه به بغایت الوری شایدر. خلقی چالشقان، متین و ذکیر، و عرفاً، عصاراً مال مختلفه دن عبارت اولوب سیاسی و اقتصادی منافعه دن مشترکدر. بنا علیه ایشلرینه تماماً صاحب وامور و وضعیتلرینه مدرکدرلر. بوکا رغماً بو قطعه و خلقنک، وضعیت عمومی لری یک فیددر. عصرلردنبری ملی، اقتصادی، سیاسی و اجتماعی اسارت زنجیرلری آلتنده ایلمه مکده در، عصرلرجه بورک سلطنتلرینک و آنلرک ماکدونیا مملکتلرینک بو یوندروغی آلتنده بولان

Adresse du journal:

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE
Wien VI, Postamt 56, Postfach 64

SOMMAIRE

Prix du numéro et abonnement pour
6 mois: Schillings 0.50 et 6 pour l'Autriche, Dollars 0.10 et 1.20 pour tous les autres pays.

Texte français (pages 1757—1766)

Notre Enquête sur la Fédération Balkanique:

Otto Nuschke — Dr. Theodor Liebkecht

P. Louis: La nouvelle phase des intrigues Balkaniques

Paolo Davila: Une affaire à étouffer

I. Mateescu: La Petite-Entente agonise

A. Devolli: La marche de la pénétration italienne en Albanie

Kalori: Coup d'oeil rétrospectif sur la pénétration fasciste en Albanie

Costa Novakovich: La Macédoine aux Macédoniens! — V

Le Cri des Macédoniens annexés par la Serbie — Appel

G. Loudogoroff: Par la dénationalisation de la Dobroudja on dépouille les

paysans non seulement de leurs terres, mais aussi de leurs récoltes

Le mouvement international pour l'Amnistie en Bulgarie

Les „aveux“ que la police bulgare obtient

Texte allemand (pages 1767—1773)

Unsere Enquete über die Balkan-Föderation.

Otto Nuschke — Dr. Theodor Liebkecht

Dimitri Jovanovitch: Der „Pazifismus“ des Herrn Marinkovitch

M. Stefanovitch: Die wirtschaftliche Lage in Jugoslawien: Das Wirtschaften

des Regimes

M-Kos: Unter der Folter

Kalori: Rückblick über das faschistische Eindringen in Albanien

Eine Erklärung der Wiener albanischen Emigrantenführer

C. Novakovitch: Mazedonien den Mazedoniern!

Pravdnik: Das nationale Problem in der Bukovina

Die internationale Bewegung für die Amnestie in Bulgarien

Texte albanais (pages 1773—1774)

A. Devolli: Zhvillimi i penetres italiane në Shqipëri

Paul Louis: Balkani dhe marrveshjet franko-italiane

Texte bulgare (pages 1775—1777)

Пол Луи: Балканите и франско-югославянските преговори

Ж. Зиромски: Балканско разединение

Д. Рену: «Нема вече македонски вџпрос!»

Texte serbe (pages 1777—1778)

Д. Јовановић: «Пацифизам» г. Маринковића

Н. Ст. Фановић: Привредно стање Југославије и режимско газдовање

Texte roumain (page 1779—1781)

D. Vlakhof: Congresul Prietenilor Uniunii Sovietice dela Moscova

I. Mateescu: Mica intelegere isi trage sufletul

Texte croate (pages 1781—1784)

Prof. Dr. Vid Valentin — Dr. Maks Hodann — Prof. Leonard

Nelson — Karlo Peyer

Dr. C. Antonetic: Nacionalno pitanje u Sovjetskoj Uniji—IX

Texte grec (pages 1784—1787)

Πόλλ Λουί: Τά Βαλκάνια καί οι Γαλλο-ιταλικές διαπραγματεύσεις

Τ. Ζυρόμοβιτς: Οι Βαλκανικοί χωρισμοί

Δ. Ρενούλ: «Δεν υπάρχει πειά μακεδονικό ζήτημα!»

Texte turc (pages 1787—1788)

Диметри ولاخوف: Макдониа خلقنک استحصال حریت مجادلای